# Les Temps Modernes

8e année REVUE MENSUELLE n° 91

*DIRECTEUR : JEAN-PAUL SARTRE*

Juin 1953






*Rédaction, administration : 30, rue de l'Université, Paris*

# Les Temps Modernes

revue mensuelle
paraît le premier du mois sur 192 pages

**Directeur**
JEAN-PAUL SARTRE

o

La Revue n'est pas responsable des manuscrits
qui lui sont adressés

La revue n'accepte les manuscrits ni des condamnés à mort
pour fait de collaboration ni des indignes nationaux

**La rédaction reçoit sur rendez-vous**

o

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

**30, rue de l'Université, Paris-7e - Tél. BABylone 17-90**

o

**PRIX DE VENTE AU NUMÉRO**

**France : 200 fr.**

o

**TARIF D'ABONNEMENT**

| | SIX MOIS | UN AN |
|---|---|---|
| France et Union Française ........... | 1.100 fr. | 2.100 fr. |
| Étranger ........................... | 1.300 fr. | 2.500 fr. |

**Les abonnements peuvent se régler par chèque bancaire, mandat-carte, mandat-poste, chèque postal (compte Paris 6999-04)**

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE
**Envoyer la dernière bande et joindre la somme de 20 fr.**

# Les Temps Modernes

## TU SERAS UN HOMME[1]

### I

Et ainsi, un matin, je pris le train pour Lyon, et j'entrai en clinique. Le soir même, à onze heures précises, tu poussais ton premier cri. Je m'éveillai de la légère anesthésie dont, en dernière minute, m'avait gratifiée le médecin, pour entendre ton père — il avait assisté à l'accouchement — dire :

— Ah si ! C'est un fils, docteur !

Un matin, alors que je te tenais contre moi, j'eus, le temps d'une seconde, l'impression — était-ce sensation ou pressentiment ? — que les langes épousaient mal ton dos. Mais la seconde passée, je n'y pensai plus. Et quelques jours plus tard, je rentrai avec toi dans mes bras, à la maison, et te présentai à Evelyne.

La première fois que je te langeai moi-même, une quinzaine de jours après ta naissance, je crus apercevoir soudain, sous tes omoplates, une boursouflure. Je me penchai, je regardai encore. Mon cœur se mit à battre à grands coups, et alors, prise de panique, je jetai sur toi le burnous, et descendis en trombe au salon.

— Maman ! Maman ! Viens voir le petit, il est... il a quelque chose !

Je ne pouvais plus parler. Ma mère leva les yeux de son livre. Visiblement, elle se demandait si je ne devenais pas folle. Je l'entraînai dans la chambre. Retirant le burnous, je te remis sur le ventre, et ce n'est qu'alors que je vis avec une stupeur croissante qu'il y avait trois bourrelets qui, parallèlement, barraient ton dos dans toute sa largeur. Ma mère se pencha à son tour. Avec angoisse, je scrutais chacun des traits de son visage.

Mais elle était calme. Elle te palpa avec attention, et enfin se redressa et me sourit :

1. Extraits.

— Ce n'est rien, voyons. Cela a dû se produire au passage. Regarde, ce ne sont que de petites boursouflures de chairs, ni tachées ni indurées. Je suis persuadée que les chairs ont tout simplement été un peu malmenées lors du passage.

A nouveau, elle te lissait le dos avec sa belle main.

— Fais-lui des massages plusieurs fois par jour, tu verras, cela ne tardera pas à disparaître.

La tranquille assurance de ma mère me rassura sur-le-champ. Elle avait trop d'expérience pour se tromper. Et ce qui m'avait affolée me sembla effectivement fort peu de chose. C'était, en vérité, à peine visible.

Et de ce jour, même le matin à cinq heures, chaque fois que je te langeais, je me mis à doucement masser ton dos.

Ta grand-mère repartit pour Alger.

Je massais ton dos, je le massais encore, avec une tranquille conviction. Et je vaquais d'Evelyne à toi, du berceau au lit, des têtées aux purées, du babillage de ta sœur à tes étranglements de colère. Durant ce premier mois de ton existence, j'eus, comme jamais, la sensation d'étreindre la vie à pleins bras.

Ton dos ne s'améliora pas. Petit à petit, je me mis à douter, à sentir une peur vague s'installer en moi. Mais une nouvelle grossesse s'annonçait. Mon corps fatigué supportait très mal cet enfant qui aurait dû naître dix mois après toi. J'allais d'une occupation à l'autre, le cœur soulevé par la nausée. Bientôt, je me traînais à travers la maison, seulement encore soutenue par l'idée fixe qu'il me fallait à tout prix continuer à m'occuper de vous. L'écœurement aidant, la pensée que ma mère s'était trompée, de jour en jour se précisait en moi. Je te surveillais de plus près encore, et, chaque fois que je te prenais, t'examinais méticuleusement. Tu buvais bien, ton poids augmentait régulièrement, mais, chose curieuse, tu paraissais toujours aussi maigre.

La vérité finit par s'imposer à mes yeux. Les bourrelets grossissaient ! Je cessai les massages. Ces petites choses d'apparence bénigne et innocente, étaient des tumeurs... Avant même d'avoir l'avis du médecin, je sus que c'était au chirurgien qu'il faudrait s'adresser. Il me fut dit qu'avant

cinq mois il ne pouvait être question de faire quoi que ce fût.

Cela se mit alors à grossir à vue d'œil. Et toi tu grandissais et tu maigrissais à vue d'œil. Une brume grise embuait mon cerveau. Je restais de longs moments à regarder ton visage. Tu « leur » ressemblais de plus en plus. Je me saoulais de ton front haut, de tes yeux violets, immenses, dans ta figure menue ; l'arrière du crâne s'arrondissait puissamment au-dessus de ta nuque frêle. Tu étais ce garçonnet de mon imagination, mieux encore que je n'aurais pu le décrire. De la pointe de tes cheveux jusqu'à la base de ton cou, tu étais, dans les plus petits détails, ce petit garçon de mes rêves.

Et cette tête combien chérie, surgissait d'un corps qui devenait difforme !

Je ne me rendis pleinement compte de l'étendue du désastre que lorsque mon corps, trop las pour le garder, eut enfin rejeté l'enfant qui l'épuisait. C'était à la fin de janvier. J'étais hébétée de fatigue, de froid et de manque de nourriture. Néanmoins, je me remis assez vite, et mon esprit, libéré des souffrances physiques, se braqua sur le mal, sur ce monstrueux parasite qui vivait sur toi et te volait toute ta substance.

En vérité, je ne pense pas m'être, à aucun moment, révoltée. Mais l'étrange mystère qui voulait que ta sœur fût une enfant exceptionnellement belle — car elle l'était — et que toi tu fusses écrasé par un mal qui, peut-être, allait faire de toi un infirme, ou qui finalement te tuerait, m'emplissait de stupeur.

Je recouvrais mes forces. Et avec elles grandit en moi l'espoir de te guérir. Une opération, j'en étais certaine, te sauverait de cette menace. Tout ceci n'était qu'un affreux moment, un cauchemar qui se perdrait dans le souvenir.

Dans le village, le bruit se répandit vite que tu n'étais pas « un enfant comme les autres ». J'opposai un visage de bois ou un sourire glacial à ceux qui me posaient la moindre question à ton sujet. Je n'en voulais pas, de cette pitié inefficace et geignarde. Tout mon être la refusait. La laisser s'exprimer était à mes yeux le commencement de l'abdication, ou tout au moins l'aveu que je reconnaissais

ta condition d'alors, comme un état de fait. Et, de toutes mes forces, je rejetais cette pensée. D'emblée, ma volonté naissante de lutte me défendit de tout ce qui risquait de l'entraver.

Tu approchais de cinq mois. Ton père prit rendez-vous chez le plus grand chirurgien pour enfants de Lyon, le professeur Toussus.

Avec des gestes mesurés que je m'efforçais à rendre calmes, je te dévêtis devant cet homme de soixante ans, de belle prestance, mais qui n'était qu'un étranger et allait statuer sur ton sort. Il ne cacha pas sa surprise :

— Oh ! j'avais compris qu'il s'agissait de l'une de ces malformations de la colonne vertébrale !

Son visage se rembrunit. Il bougonna :

— Ennuyeux. Très ennuyeux...

Difficilement, j'articulai :

— Une malformation de la colonne vertébrale s'opère mieux qu'une tumeur ?

Il ne répondit pas. Penché sur toi, il hochait la tête, continuant à répéter :

— Ennuyeux. Très ennuyeux...

Au creux de mes mains s'amassait une moiteur froide. Enfin, il releva la tête :

— Madame, votre fils a un angiome exceptionnellement étendu.

Il donna quelques brèves explications sur la nature présumée de la tumeur, puis retomba dans un silence méditatif.

— Qu'envisagez-vous, docteur ?

— On peut essayer d'opérer...

— Aucun traitement médical n'est susceptible de venir à bout d'une tumeur de ce genre ?

— Non, madame.

— Pensez-vous pouvoir la lui retirer entièrement ?

— Si nous n'avons pas de complications opératoires ou post-opératoires, cela doit être possible. Mais..., il hésita, et reprit : mais... l'ablation d'un angiome de cette étendue demandera trois interventions.

Il avait précipité ces derniers mots. Craignait-il que je

ne faiblisse, que je ne me laisse aller au désespoir, ou tout simplement manquait-il de foi ?

— Trois interventions ?...

— Rendez-vous compte, madame, de l'étendue...

— Oui, oui, bien sûr, docteur...

D'une voix métallique, je m'entendis questionner :

— En combien de temps estimez-vous pouvoir faire ces interventions, docteur ?

— On pourrait envisager la première dans une huitaine, la deuxième, si bien entendu nous n'avons pas de complications, deux mois après, et la troisième deux mois après la seconde. Je ferai faire un examen histologique de la tumeur, mais je ne crois pas m'être trompé sur la nature de l'angiome, et il ne me semble pas qu'il y ait adhérence à la colonne vertébrale.

Un nouveau silence tomba entre nous. De la rue montaient des bruits assourdis. Tu commençais à t'agiter. Je te rhabillai et dis :

— Bien...

Que signifiait ce bien ? Que voulait-il exprimer ? Au fait, où avais-je mis l'épingle de nourrice qui attachait tes langes ? Tu étais prêt. Je te pris dans mes bras et me redressai.

— C'est entendu, docteur. Veuillez m'indiquer votre clinique. Nous y serons le jour qui vous conviendra...

Ta chaleur vivait contre moi, elle m'inondait.

Trois opérations à deux mois d'intervalle... Tu oublierais... Tu oublierais... Tu étais si petit... La souffrance passerait sans même atteindre ta mémoire...

— Voulez-vous que nous fixions le 8 mars ?

Et tout bas, comme pour moi-même, à nouveau, je murmurai :

— Bien, docteur...

Tout était bien ainsi.

## II

La sœur vint vers moi :

— Voulez-vous me le donner, madame ?

Elle t'emporta dans l'ascenseur. Tu lui souriais.

Tes yeux... Ton front... Ta tête... Je serrais les dents. Que tu étais petit et sans défense. L'ascenseur grimpa.

L'opération devait durer au moins trois quarts d'heure. Je ne voulais pas rester dans cette chambre, devant ce berceau vide, et demandai à ton père de sortir avec moi. Nous nous sommes promenés à petits pas en bavardant. Avec beaucoup d'application, nous nous jouions la comédie et parlions de tout, sauf de toi. Mais, de temps en temps, un coup d'œil à ma montre me faisait sentir la pesanteur du temps dont il me semblait à jamais rester prisonnière.

Quarante minutes plus tard, nous nous retrouvions dans la chambre, sans seulement avoir prononcé ton nom.

Une sœur entra, nous portant le plateau du déjeuner. Tu n'étais toujours pas descendu de la salle d'opération. Ton père me regarda, interrogatif.

— Si, si, nous allons manger.

Et je m'installai à table, en poursuivant :

— Je dois manger, si je veux garder toutes mes forces.

Avec entêtement, je persistais à ne rien laisser au hasard ni à l'impulsion. Toutes les cartes devaient être de notre côté. A peine avions-nous avalé quelques bouchées que la porte s'ouvrit toute grande. Une sœur apparut. Elle te tenait dans ses bras. Tu étais resté une heure un quart là-haut. Tu avais les yeux clos, le visage absolument blanc, mais paisible. Tu vivais !

Après t'avoir déposé dans le berceau, la sœur me dit :

— Il n'est pas encore réveillé. Le pouls bat, mais la respiration est faible. Veuillez le surveiller. Mouillez de temps en temps votre doigt et portez-le près de son nez ou de sa bouche. S'il vous semblait qu'il ne respire plus, appelez-moi, j'apporterai de l'oxygène.

Et elle nous laissa seuls avec toi. Sur le moment, je ne me rendis pas compte combien anormale était cette manière d'agir ; tu étais entre la vie et la mort, et l'on t'abandonnait avec désinvolture à mon inexpérience.

Pendant que j'étais auprès de toi, le chirurgien passa la tête par l'entre-bâillement de la porte, murmura hâtivement que tout s'était bien passé et disparut à son tour, sans me laisser le temps de lui poser la moindre question.

Cette apparition furtive me troubla. Mais, tout entière tendue vers toi, je n'en pris pas conscience.

Tu respirais et commençais même à faire de très légers bruits. Voyant cela, je me rassis et mangeai encore un peu. Ton père et moi observions le plus grand silence. Entre chaque bouchée j'écoutais le bruit infime de ta respiration, ajouté à celui de ta salive qui moussait un peu autour de tes lèvres. Deux, trois fois, je me relevai, mouillai mon doigt. Tout paraissait normal. Quand tout d'un coup, au milieu d'une bouchée, je tendis l'oreille. M'arrêtant de mastiquer, je fis signe à ton père de s'immobiliser. Et il me sembla tomber dans un abîme de silence. Avant même d'être arrivée jusqu'à toi, je « savais » que tu ne respirais plus. Ton père, en hâte, alla réclamer de l'oxygène. Un bruit d'agitation étouffée vint jusqu'à moi. Puis une voix appela :

— Un obus d'oxygène, vite !

D'autres voix se mirent à résonner, lugubres, le long des couloirs sombres.

— Il n'y a plus d'oxygène ? C'est impossible, voyons.

— Regardez en haut, dépêchez-vous !

Nous étions en guerre, on manquait d'oxygène. Je remouillais mon doigt. En vain.

— Nous n'avons plus d'oxygène...

Derrière la porte, des gens couraient, s'interpellaient et les deux mêmes mots se répercutaient à travers les étages :

— Un obus d'oxygène ! Un obus d'oxygène !

Enfin, une voix plus calme dit, d'un air las :

— C'est le dernier de toute la clinique, mais il est à moitié vide.

— Descendez-le, vite, vite.

Une sœur entra :

— Il ne nous reste que la moitié d'un obus, madame, on l'apporte. Elle se pencha sur toi.

— Il ne respire plus, n'est-ce pas, ma sœur ?

— Non, madame.

On apporta l'obus. La sœur l'installa en hâte et me tendit un petit entonnoir de verre :

— Maintenez l'entonnoir contre le nez et la bouche jusqu'à ce que vous voyiez monter des bulles d'air. Ne le retirez

pas avant qu'elles soient nombreuses et constantes. Je reviendrai tout à l'heure.

Et, de nouveau, elle nous laissa seuls avec toi. Je tenais l'appareil sur ton visage et je fixais ce morceau de verre dont aucune bulle ne venait troubler l'inerte transparence. Je restai ainsi durant de longues minutes quand, soudain, une lassitude sans borne me submergea. Je pensais aux souffrances que tu aurais encore à endurer. Ton avenir m'horrifia. Sans doute, étais-je folle de croire que tu serais jamais un enfant comme les autres. Dans un éclair, je pris conscience de l'espèce d'abandon où te laissaient infirmières et chirurgien — celui-ci n'avait même pas tenté de dissimuler son mouvement de fuite, la tête passée par l'entre-bâillement de la porte presque aussitôt refermée, comme une trappe qui se rabat — c'était l'abandon de la défaite. Je quittai des yeux ce verre, jusque-là absurde d'inutilité, et te regardai. Mon amour pour toi n'avait sans doute jamais été aussi puissant, aussi clairvoyant, aussi désintéressé. Il était évident que ces gens ne croyaient pas en ta guérison et que, même si tu survivais, ils avaient la conviction que tu n'échapperais pas à ton destin... Tout en eux trahissait une attitude de vaincus. Fulgurante, la pensée de te laisser mourir me traversa l'esprit. Il me suffisait de soulever un peu le verre. Personne au monde n'en saurait jamais rien... Ma lassitude avait disparu. Je me sentais d'une aveuglante lucidité.

Mais alors, du fond de moi-même remonta ce visage tant désiré que tu étais, même devant la mort. Tout entière, je me braquai :

— Je te ferai vivre ! Je te ferai vivre dans toute la mesure de mes moyens.

Et, tenant toujours l'entonnoir, je me fis le serment, puisque je n'avais pas le courage de te laisser mourir, de me battre pour ta vie, mais aussi d'oser la risquer autant qu'il le faudrait, d'oser affronter avec toi toutes les souffrances, pour, envers et contre tous, tenter de faire de toi un homme, un homme comme les autres. Je me sentais une force que rien ne pourrait plus entamer. J'étais cuirassée pour la plus épuisante des luttes.

Avec intensité, mes yeux s'attachèrent sur l'entonnoir de verre où n'apparaissait aucune bulle, je canalisai toute

la masse de mon énergie pour la déverser sur toi et t'imprégner de ma propre vie. Tu respirerais. Je savais que tu respirerais.

Toute ronde, petite, claire, une bulle monta dans l'entonnoir. Puis une autre et une troisième, et une quatrième, et cinq et dix...

Tu respirais !

A six heures du soir, le chirurgien téléphonait pour demander si tu étais mort...

## III

Tu devins l'enfant gâté de la clinique. Aussitôt qu'elles disposaient d'un moment de liberté, les sœurs venaient te voir et jouaient avec toi. En dehors des pansements, elles me laissaient toute liberté pour m'occuper de toi.

Vers la fin du mois de juillet, nous revenions à la clinique pour la dernière intervention. J'étais fière à l'excès de tes joues rondes et hâlées. Cette intervention fut plus longue que les précédentes. Mais depuis ce jour où, contre tout espoir, tu avais survécu, l'appareil à oxygène, installé auprès de ton berceau, attendait ta descente de la salle d'opérations. Tu revins, le visage blanc, translucide, absent. J'empoignais le tube de verre. Avec une sereine conviction, j'attendais la montée des bulles d'air. Enfin, tu retrouvas ta respiration, le choc avait été rude. Vers le soir, pourtant, tu parus sauvé.

Je repris ma garde et peu à peu mes habitudes de la clinique. Chaque heure qui s'écoulait, lentement composait ma joie. Entre les murs blancs, les jours succédaient aux jours. Et chacun d'eux nous rapprochait du but. Pendant que tu sommeillais, mes longues rêveries se nourrissaient de toi. Craintivement, d'abord, puis avec une sorte d'ivresse, je me mis à imaginer le nouvel enfant que tu étais, et je t'habillais, je t'habillais des heures durant, jusqu'à cette heure où, enfin sorti des bandages, je pourrais te contempler.

Un matin, le chirurgien entra dans la chambre :

— Vous allez pouvoir rentrer, madame.

Nous allions rentrer, Olivier, retrouver Evelyne, le jardin, le soleil. Et toi qui reprendrais des forces au soleil, et bientôt, peut-être, marcherais dans le soleil ! Comme tous les petits garçons du monde.

Il défit les bandages. Trois grandes cicatrices sillonnaient ton dos.

Je restai muette de stupeur.

— Les chairs sont encore tuméfiées : il faudra bien compter trois semaines avant que l'enflure disparaisse.

Péniblement, j'articulai :

— Mais... l'enflure, ce n'est tout de même pas tout ca ?

Les bras ballants — ils pendaient, inertes, comme des objets dont tout d'un coup j'avais totalement oublié l'usage — je lui montrais de mes yeux exorbités ton dos où ni la colonne vertébrale ni la cambrure des reins ne pouvaient même se laisser deviner.

— Ceci, madame, est du domaine de l'esthétique pure et n'a aucun rapport avec sa santé. Vous pourrez toujours lui faire faire plus tard une petite intervention esthétique. Je pense qu'à présent tout ira pour le mieux. Au revoir, madame...

Il s'en allait.

— Docteur ? Docteur, dites-moi...

Il se retourna à demi :

— Soyez tranquille, tout ira très bien.

Et il referma la porte sur lui, très doucement, comme si la chambre eût été une chambre mortuaire.

Debout près du lit, je te regardais. Je n'en finissais pas de te regarder. Me rappelant enfin que j'avais un corps et qu'il était apte à se mouvoir, je te rhabillai, puis me mis à ranger nos affaires. Nous pouvions rentrer, Olivier, retrouver Evelyne, le jardin, le soleil, et toi, toi dans le soleil...

Mon cœur se cassa en morceaux.

Cette fois, tu ne te remis pas. Vers l'automne, brusquement, tu déclinas. Tu étais maigre. Tu devins squelettique. Mais dans tes yeux, dans ton sourire, ta vie brillait intacte, et il me semblait la voir presque à nu derrière ta chair transparente. Je te forçais à manger et, lorsque tu rejetais ta bouillie, je t'en redonnais une autre jusqu'à ce que ton estomac, las de vomir, se décidât à la garder. Désespérément, je m'évertuais, par une obstination plus aveugle encore que la sienne, à tenir ton corps en échec. La moindre parcelle d'énergie qu'il te donnerait t'empêcherait, j'en étais certaine, de le laisser sombrer.

Un soir, je te faisais prendre ta séance quotidienne de rayons ultra-violets, quand vint le médecin du pays, avec lequel ton père et moi entretenions des relations amicales et qui, sur ma demande, m'avait autorisée à te donner ces bains de soleil artificiels.

A peine entré, soudain il me dit :

— Pourquoi vous épuisez-vous ainsi à soigner cet enfant ? Vous savez pourtant aussi bien que moi qu'il est perdu... Mais regardez-le, c'est presque un petit moribond...

Le griselis de la lampe, l'odeur d'ozone emplissait la pièce. Je tournai le bouton qui claqua, sourdement définitif. La dure clarté s'éteignit. Les meubles m'apparurent, noyés dans la lumière rougeâtre du lustre, comme de sanglants fantômes. Contre la porte, debout sur ses grandes jambes d'athlète, le Docteur me regardait.

— Pour moi, Docteur, Olivier ne sera perdu que le jour où il sera mort. Mes mots s'étaient envolés de ma bouche, un à un, comme des hirondelles, comme seule la foi sans colère sait les prononcer.

Interloqué, il balbutia :

— Je voulais vous préparer à l'évidence...

— Je l'ai fort bien compris. Mais ce qui pour vous, Docteur, est une évidence, ne l'est pas pour moi. Je sens Olivier plus loin que son corps. Et cela, que je sens et que vous ne sentez pas, que je vois et que vous ne voyez pas, cela veut vivre et n'est pas encore atteint. Si vous saviez combien vivace est cette force arc-boutée en lui, cette force qui est lui, qui est sa vie, et qui n'est pas son corps.

Il me jeta un regard navré, s'apprêta à parler, mais, se ravisant, hocha la tête et me souhaita le bonsoir. Il me quitta de l'air gêné de quelqu'un qui, brusquement, s'aperçoit qu'il conversait avec un fou. Non pas à cause de mon espoir qui se refusait à voir l'évidence — ce n'était que trop naturel, bien qu'il m'eût cru assez forte pour oser la regarder en face — mais à cause du calme de cet espoir sans lamentations et sans pleurs. Je lui parlais de ta force quand il te voyait presque un cadavre, je lui parlais de ta vie quand il n'en apercevait plus qu'une flamme à peine vacillante.

Mais à peine eut-il tourné les talons qu'accablée, je m'assis

auprès de toi. Et s'il avait raison ? Et s'ils avaient tous raison ? Et s'il était vrai que mon esprit s'égarât ? J'eus peur, atrocement peur. Peur que tu ne meures. Peur de devenir folle. Peur de toi, de moi, de la vie. Je devenais la peur elle-même. Quand tout à coup — tu jouais avec les lunettes qui t'avaient protégé des rayons — tu te mis à rire ! Mais oui, tu riais, tu riais... Je ne pouvais pas avoir perdu l'esprit au point d'inventer ton rire ? Il t'éclaboussait la figure. Et coulait en moi comme de l'eau vive. Et je ris, moi aussi. Je ris à ton rire qui ruisselait, qui rebondissait de tes yeux sur tes joues, miroitait autour de ta bouche. Je te saisis contre moi :

— Mon bonhomme a l'air d'un vrai petit motocycliste, avec ses lunettes sur le front. Viens, viens vite, tu vas voir dans la glace comme c'est drôle...

Chacun, comme le médecin, te croyait définitivement perdu. Et chacun eut tort. Une fois de plus, tu défiais tous les pronostics.

Mais ton visage resta celui d'un enfant souffreteux. Tes traits creusés faisaient moins penser à un état de déficience qu'à une indélébile marque de souffrance qui semblait, comme saisie à son point culminant, s'être figée sur lui. Et, s'échappant de ce masque, tes cheveux, tes yeux, ta bouche, surprenaient de mobilité et de candeur.

Et ton dos se remit à grossir...

Tu avais été opéré et ton dos grossissait... Tu étais un infirme ! C'était vrai: J'avais mis au monde un enfant anormal.

Anormal, mon petit dont la bouche malhabile balbutiait. Dont les mains partaient à la recherche du monde. Qui, contre lui, pressait son lapin de feutre. Et, fièrement, tentait de s'asseoir dans son berceau. Anormal, ce corps qui n'était encore qu'innocence !

Pourquoi ? Mais pourquoi ?

J'avais été lâche. Le souvenir de la clinique, du berceau, de l'entonnoir me hantait. J'avais voulu te garder à n'importe quel prix, fût-ce au prix de ton martyr à venir. Tu mourais et je ne t'avais pas laissé mourir. Etait-ce cela mon amour ? Cette ignoble grimace d'un instinct qui se révolte, de la bête qui se cabre et s'est accrochée à ta petite vie pour

en faire un monument de souffrance. Etait-ce vraiment cela mon amour ?

Ton corps maigre, sous ce poids qui augmentait sans cesse, s'affaissait. Et tu levais vers moi tes yeux, tes yeux qui ne savaient pas encore. Chaque jour, ta vie me devenait plus chère. Et chaque jour je me sentais moins le droit de l'aimer. Je payerai. Aussi longtemps, aussi durement qu'il le faudrait. Je risquerai ta vie autant de fois qu'il serait nécessaire. Je m'acharnerai jusqu'à n'en plus pouvoir. J'apprendrai à t'aimer d'amour. Et je ferai de toi un homme, comme les autres.

. . . . . . . . . . . . . . . . . . .

## CHAPITRE V

La plage s'étendait, couverte de sable fin et encore pratiquement déserte car nous n'étions qu'au 15 juin. Le long de la digue, alignées les unes à côté des autres comme autant de fantômes ressurgis de la guerre, des carcasses de maisons regardaient par les yeux crevés de leurs fenêtres et de leurs portes béantes, une mer au rivage encore planté de herses. Et sur la petite ville désolée, mangée par les herbes, secouée par les détonations des mines qu'on faisait sauter, le vent soufflait comme un immense désespoir.

A l'extrémité du pays, nous avions une maison de style normand, entourée d'un jardin. J'éprouvais une joie d'enfant à m'y installer. Les cretonnes, les meubles rustiques, m'enchantaient. Curieusement je retrouvais le secret plaisir qu'autrefois j'éprouvais à sortir de son coin la maison de poupée. J'ai toujours aimé les maisons et le silence des maisons seulement rompu ici et là par un bruit domestique pareil à la pulsation lente et solide de son cœur.

Ce premier mois se passa paisible et solitaire entre la plage et la maison. Béatement je te regardais te nourrir de l'air et du vent comme on regarde manger un affamé. Et par tous les pores de ma peau, j'en voulais ressentir les bienfaits et m'en repaître comme si à travers moi tu en eusses davantage encore été imprégné.

Mais un matin — nous descendions l'escalier de la digue — soudain, le souffle court, les yeux braqués sur le sable, je restai pétrifiée. Des gens avaient envahi notre coin de plage !

Surprise de ma subite immobilité, Evelyne m'appela :

— Mais viens maman !

J'eus honte.

— Tout de suite Je crois que j'ai un caillou dans ma sandale.

Je me penchai, triturai mon pied. Puis, avec effort, lentement, l'une après l'autre, je descendis les quelques marches qui me séparaient encore de la plage.

Janine te dévêtit. Tu apparus dans ton maillot. Montant jusqu'à la base de la nuque — de deux teintes pour tenter de dissimuler la tumeur — il s'ouvrait largement sur ta poitrine. Et je m'enorgueillissais de ce qu'il laissait le vent et le soleil te hâler, ainsi que de ses deux couleurs — celle du bas foncée et l'autre plus claire — qui atténuaient ta difformité. Mais ce matin-là, tout d'un coup, je te contemplais saisie d'épouvante. Sournoisement je jetai un coup d'œil de côté : on te regardait !

Mes deux mains s'enfoncèrent dans le sable. Il coula entre mes doigts. Et plus mes mains se crispaient, plus le sable leur échappait. On te regardait, Olivier ! Comme on te regardait...

Je me levai. En te prenant la main, je t'entraînai jusqu'au bord de l'eau. Essoufflés, pas à pas, la main dans la main, nous revînmes vers la tente. Evelyne et Giliane nous avaient rejoints. Vous marchiez autour de moi. Et je me sentis soudainement fière, dans ma fière jeunesse, de vous trois qui étiez miens. En chaudes bouffées mon amour me montait aux lèvres. M'en laissant alors tout entière envahir, pour qu'il ne permît en moi plus de place à rien, à rien d'autre qu'à lui, comme dénudée, ta main dans la mienne, je m'offris avec toi aux regards. Et tu passas indifférent, sûr de cette seule sécurité qu'apporte un amour qui ne craint pas, sans faux orgueil ni sans honte, de librement s'affirmer.

Il me fallait oublier les regards pour que tu puisses les oublier avec moi.

Attitude tout intérieure, dénuée de mouvement, d'expression, seulement réduite à une pensée, mais éprouvée dans sa constance et son dépouillement. Je voulais ignorer les regards en les rendant inutiles comme si leur curiosité était sans objet.

Et tu vécus sous la menace de centaines de regards que

notre indifférence, chacune plus forte de la force de l'autre, réduisait à néant. Si bien qu'en peu de temps, je m'aperçus que je suscitais chez les autres, à ton égard, un naturel semblable au mien.

Pourtant, un soir, tu vins vers moi. Ton visage se levait, crispé, implorant. Le terrible désarroi de l'impuissance le ravageait, dilatait à l'excès tes yeux emplis de larmes.

— Un petit garçon m'a dit que j'étais bossu...

Mon cœur se mit à battre sourdement. C'était la première fois.. Doucement, de la voix la plus détachée qu'il me fut possible de prendre, je dis :

— Où ça, sur la plage ?

— Non, dans la rue...

— C'était sûrement un méchant petit garçon des rues. Je vais te dire quelque chose, Olivier, c'est faux, tu n'es pas bossu. Tu le sais bien que tu n'es pas bossu. N'est-ce pas tu le sais ?

— Non je ne suis pas bossu. Mais pourquoi est-ce qu'il a dit ça alors ?

— D'abord parce qu'il est sans doute méchant. Et peut-être a-t-il cru que tu étais bossu. Mais il s'est trompé. Tu as un peu de graisse qui s'est mise sur ton dos. Mais ce n'est pas du tout la même chose. Avec une bosse les os sont tordus. Mais un peu de graisse, ce n'est rien du tout et cela s'enlève très facilement.

— Mais on a déjà essayé de me l'enlever puisque j'ai des cicatrices ?

— Tu étais trop petit et cela n'a pas été bien fait. De toute façon c'est méchant de ce petit garçon d'avoir dit ça. Si un jour un autre enfant te fait une réflexion de ce genre, tu n'as qu'à répondre que c'est faux, et que si lui, il avait quelque chose, il n'aimerait pas du tout qu'on se moque de lui. N'est-ce pas, Olivier ?

— Oui, la prochaine fois je le dirai. Et je dirai que ce n'est pas vrai. Je ne suis pas bossu.

Une rapide et farouche lueur jaillit dans tes yeux. La désespérante lueur de celui prêt à s'engager tout entier dans une lutte qu'il pressent perdue d'avance. Cette expression était si tragique sur ta figure d'enfant, qu'elle me tordit les entrailles. Je repris, m'efforçant de sourire :

— Entre nous, tu ferais mieux de te débrouiller pour que cette graisse vienne un peu sur tes bras et sur tes jambes, gros benêt. Tu ne crois pas que ce serait plus intelligent ?

— Ce n'est pas de ma faute...

Mais déjà tu riais. Je plaisantais, tu le savais. Et un inexprimable soulagement détendit tes traits. Comment aurais-je pu plaisanter avec un semblable détachement si vraiment la chose eût été grave. Après tout, qu'était-ce qu'un peu de graisse ?

Tu allais oublier. Mais la prochaine fois, oublierais-tu encore ? Cette nuit-là, je ne dormis pas. Mise à vif, écorchée, je saignais de toute ma douleur.

Le lendemain je téléphonais à Sagny.

Les dernières semaines de notre séjour me parurent interminables. Enfin au début de septembre nous revînmes à Paris.

. . . . . . . . . . . . . . . . . . .

. . . . . . . . . . . . . . . . . . .

## VII

Le lendemain, je t'emmenais au laboratoire pour faire procéder à la prise de sang. Tu t'inquiétas. C'était le moment de te mettre au courant de ce qui, dans un très proche avenir, t'attendait.

— On va te faire une toute petite piqûre au bout du doigt, mon chéri, pour prendre une goutte de sang.

— Mais pourquoi faire ?

— Pour se rendre compte s'il se coagule vite. C'est-à-dire pour savoir, lorsque tu as une plaie, si elle peut rapidement se cicatriser. C'est le docteur Durieux qui m'a demandé de te faire faire cette analyse.

— Le docteur que nous avons vu avec le docteur Sagny, quand il nous a emmenés en voiture ?

— Exactement.

— Est-ce qu'il va m'opérer, maman ?

— Oui, Olivier. Et c'est pour que réussisse son opération qu'il a besoin de savoir si ton sang se coagule bien. Tu es content que l'on t'enlève cette graisse ?

— Oh ! oui, alors. Après on ne pourra plus me dire que je suis bossu ?

— Bien sûr que non ! Tu seras comme tous les autres

petits garçons. Tu verras comme tu seras content quand ce sera fait.

— Quand est-ce qu'on m'opère ?

— Je ne sais pas encore au juste, mais bientôt. Le plus tôt sera le mieux, maintenant, tu ne trouves pas ?

— Si, je trouve aussi. Ça me fera très mal ?

— Tu ne sentiras rien du tout. On te fera une piqûre pour t'endormir. Quand tu te réveilleras, ce sera fini. Je ne te dis pas que tu n'auras pas un peu mal après l'opération, mais ce sera très supportable. L'essentiel est que tu ne sentes rien au moment de l'opération. Et cela, je te certifie que tu ne sentiras rien du tout.

— Pourquoi j'aurai mal après ?

— Réfléchis, Olivier. Quand tu te blesses, le moment le plus pénible est celui où se produit la blessure, n'est-ce pas ?

— Oui...

— Bien. Celui-ci te sera épargné. Mais quelques heures après t'être blessé, la plaie te tiraille, te pique encore un peu, c'est ce qui se passera.

— Ah ! oui, j'ai compris.

Je m'étais promis d'être aussi franche que possible et ne pas te bercer d'illusions dérisoires. Je voulais la totalité de ta confiance, voyant en elle l'unique moyen qui me permettrait de t'apporter une aide efficace.

— Oh ! tu sais, je n'ai pas peur. Et je veux être comme les autres. Il ne restera plus rien du tout ?

— Ça ne pourra sans doute pas être fait en une fois, mais quand ce sera fini, il ne restera que quelques cicatrices. Mais si tu avais eu un accident quelconque, tu aurais aussi pu avoir des cicatrices. Et plus tard on pourra les reprendre pour qu'elles soient très fines. Et elles ne se verront presque plus.

Très sérieusement, je te regardai dans les yeux :

— Alors, Olivier, tu es d'accord pour que je te fasse opérer ?

— Oui, maman.

— J'en étais certaine.

— Tu resteras avec moi ?

— Bien sûr, mon chéri.

— Et tu coucheras à la clinique ?

— Tout le temps que tu y resteras.

— Tu ne t'en iras pas du tout ?

— Non, mon chéri, pas du tout. On jouera, je te lirai des histoires...

— Mais Evelyne et Giliane, alors ?

— Elles viendront te voir.

— Mais elles vont s'ennuyer, sans toi !

— Tu es un gentil petit bonhomme, Olivier. Elles comprendront qu'il faut que je reste avec toi.

Nous arrivions au laboratoire.

— Viens, chéri, c'est ici. Je peux compter sur toi ? Même si on te pique un peu, tu serres les dents et tu ne dis rien ?

— J'essaierai.

— Rappelle-toi, Olivier, que ce que l'on veut très fort, on le peut.

A partir de ce jour, Olivier, sans relâche, et en usant de toute la mienne, j'ai exigé de ta volonté un effort immense.

Les résultats de l'analyse furent bons. La date de l'intervention fut fixée au 8 octobre. Il nous restait dix jours à attendre.

Le soir, lorsque tu étais endormi, que je me penchais sur toi pour t'embrasser, et que je voyais ton sommeil d'enfant, mon horreur, à la pensée que peut-être tu ne supporterais pas l'opération, que sûrement tu souffrirais atrocement, me glaçait jusqu'aux os. Et c'était moi seule qui voulais « cela »...

Dix jours, neuf jours, huit jours...

Et six ans d'un amour qui n'avait cessé de croître, six ans d'un amour qui me montait à la gorge, six ans, Olivier, mon fils, mon petit bonhomme aux grands yeux violets, au sourire câlin et espiègle, six ans de ta tendresse, de ton intelligence, six ans, six ans...

Mon sommeil n'était plus qu'un cauchemar. Presque toujours le même. Tu étais auprès d'une bâtisse en grosses pierres, quand, tout d'un coup, celle-ci s'effondrait. Les énormes blocs de pierres tombaient autour de toi dans un bruit épouvantable, et je te regardais, paralysée de peur. Tu criais, appelais au secours. J'essayais de te rejoindre, quand, juste avant que je ne te rejoigne, un bloc plus gros encore que

les précédents tombait sur toi et t'écrasait... Je me réveillais en larmes, torturée d'angoisse.

Sept jours, six jours...

Je vous emmenais, Evelyne, Giliane et toi, à Paris, chez un photographe.

Cinq jours, quatre jours...

J'appelai le docteur Durieux au téléphone :

— A quelle heure devons-nous être à la clinique, docteur ?

— Le 7, vers cinq heures... Je passerai vous voir dans la soirée.

— A quelle heure l'opérerez-vous ?...

— Vers neuf heures, le lendemain matin. Mais je vous promets de passer vous voir la veille au soir.

Depuis trois nuits, je ne dormais plus. J'avais l'air placide, un sourire trop calme, et, derrière cet air, ce sourire, une tension intérieure qui me donnait la vertigineuse impression de marcher sur une corde raide, avec à chaque pas la sensation que la corde va craquer, que tout, à l'intérieur de moi, va craquer, que je vais être précipitée en miettes dans un gouffre, que je vais tomber dans mon propre gouffre et qu'alors plus rien, plus rien du tout ne pourra plus m'arrêter.

C'est dans cette sorte d'état second que, le 7 au matin, posément, méticuleusement, je prépare ma valise et la tienne, en prenant bien soin de ne rien oublier : ni tes jouets préférés, ni les cartes, ni des livres pour toi, pour moi...

Ton père, tes sœurs, les domestiques te regardent avec un air inhabituel de déférence, de respect, de crainte vague et de douceur. Tu es le personnage important qui brusquement échappe à la compréhension de chacun. Tu effrayes et tu apitoyes. Et, conscient de l'intérêt que tu suscites, tu puises le calme, le détachement dans ce singulier personnage que tu sens pour les autres être soudain devenu.

A cinq heures, nous arrrivons devant la clinique, située dans une petite rue de Neuilly. De taille moyenne, sa construction récente lui donne un aspect engageant. La lourde porte de fer et de glace retombe sur nous. Il me semble que je suis devenue de bois.

— Une chambre a été retenue par le docteur Durieux pour le petit Olivier Rolland, madame.

— Le petit garçon qui doit être opéré demain matin d'un lymphangiome ?

— C'est ça.

On nous fait monter à notre chambre.

— Tu vois, Olivier, c'est toi qui vas prendre le grand lit et moi le petit...

— Oh ! comme c'est drôle. Ce tout petit lit est pour toi ? Tu as vu le joli couvre-pieds rose qu'il y a sur le mien ?

Tu t'émerveillais de tout, furetais dans les coins, puis revenais, béat d'admiration, vers le grand lit à couvre-pieds rose qui t'était dévolu.

Je déballai, faisant en sorte que les livres et les jouets donnent à la pièce un petit air familier qui finirait par te mettre tout à fait en confiance.

Je te dévêtis et te couchai. Quand entra l'infirmière, nous bavardions gaiement sur notre nouvelle installation... Tu te laissas badigeonner le dos au mercurochrome, la poitrine au révulsif, et mettre des gouttes dans le nez sans trop faire la grimace. Mais à peine l'infirmière eut-elle tourné les talons, tu me submergeais de questions :

— Mais pourquoi on me fait tout ça, maman ?

Là encore, je m'étais promis de te répondre aussi exactement que possible. J'allai exiger de toi une maîtrise, une volonté d'homme. Et pour que pût jouer à plein cette volonté, il était, je pense, nécessaire que tu connusses les raisons précises pour lesquelles elle t'était demandée. L'impression que dans un domaine je t'eusse considéré comme un tout petit garçon, incapable de comprendre et à qui l'on cache — par paresse ou par mépris — la vérité, et que, dans un autre, l'on te demandât un comportement d'adulte, n'eût pas manqué de créer en toi un déséquilibre qui immédiatement aurait affecté la si totale confiance que jusqu'ici tu m'avais donnée.

— Le mercurochrome, Olivier, est un désinfectant. C'est pour éviter qu'il y ait des microbes sur ta peau qui risqueraient, lorsqu'on ouvrira, d'infecter la plaie.

— Et le révulsif ? Je ne tousse pas ?

— Non, mais l'anesthésique — c'est le produit que l'on

emploie pour endormir — est froid, et quand il pénètre dans les poumons il risque parfois de provoquer une bronchite. Alors, on réchauffe à l'avance les poumons avec le révulsif.

— Et les gouttes dans le nez, c'est pour la même chose ?

— Parfaitement. Je vois que tu as compris.

— Oui, très bien.

La satisfaction que je lus dans tes yeux me confirma dans mon intention de minutieusement répondre à chacune de tes questions.

Comme nous étions seuls, Olivier, enfermés dans cette chambre trop lisse, perdus, me semblait-il, au bout du monde ! Mais aussi, comme je te sentais calme, parfaitement abandonné à ma protection. Si merveilleusement tranquille, parce que j'étais avec toi.

Le dîner terminé, je te fis un peu de lecture. A huit heures et demie, je m'apprêtai pour la nuit.

— Tu te couches déjà, maman ?

— Oui, sinon la lumière t'empêchera de dormir.

— Mais c'est trop tôt pour toi !

— Ça ne fait rien, une bonne nuit me fera beaucoup de bien. Et j'ai besoin d'être tout à fait d'aplomb demain, pour bien pouvoir te soigner tu ne crois pas ?

— Oui...

Tu me souris avec reconnaissance.

— Je demanderai qu'on m'apporte une petite lampe, alors, je pourrai lire pendant que tu dormiras.

— Je te le rappellerai, parce que tu ne peux pas te coucher tous les soirs si tôt, ce serait trop ennuyeux pour toi.

Ce fut à mon tour de te jeter un regard de gratitude. La douceur de notre intimité, l'application que je mettais à demeurer gaie et paisible, et conserver en toi cette même paix, dénoua mon angoisse.

Couchée dans l'étroit lit pliant, j'écoutais le mouvement léger et régulier de ta respiration. Tu t'étais presque aussitôt endormi. Il devait être près de neuf heures et demie. Le docteur Durieux n'était pas venu. Je tombai dans une vague somnolence, écorchée par les bruits de voix inconnues, de portes qui se referment, d'un ascenseur qui monte. Et dans mon demi-rêve, surnageait, encombrante, ma déception

de n'avoir pas vu le docteur Durieux. Mon esprit inquiet donnait des coups de boutoir dans le vide, cherchant vainement à se rappeler les causes de son tourment. Mais je n'arrivais à me souvenir de rien, pas même de ce qui m'attendait le lendemain, et pourtant je savais que c'était terrible, qu'à peine je serais éveillée, ce serait là ! Mais qu'était-ce ?...

Tout d'un coup, je vis un rais de lumière s'élargir près de la porte. Un pantalon d'homme s'approchait de mon lit. Je n'eus pas peur. J'étais trop occupée à me rappeler où diable je pouvais me trouver.

— Ne bougez pas. Vous dormiez déjà ?

— Ah ! Bonsoir, docteur !

C'était Durieux. La lumière venant du corridor l'éclairait faiblement, accroissant encore l'impression d'étrangeté où je me perdais.

— Alors, pas trop nerveuse ?

— Je crois que je somnolais. Je me suis couchée pour que le petit puisse dormir.

— Il semble très calme ?

— Oui, tout à fait. Heureusement.

— C'est parfait. Je suis sûr que tout ira très bien. Ayez confiance. Et essayez de ne pas passer une trop mauvaise nuit.

— Merci d'être venu. J'ai confiance, vous savez...

— Au revoir, à demain ! Je serai là à neuf heures.

Il me serra la main. Visiblement, il n'était venu que pour me donner cette chaude poignée de main, pour me communiquer un peu de sa force et de sa certitude.

La porte se referma et la chambre fut de nouveau plongée dans l'obscurité. Mais en m'apportant sa plus authentique présence humaine, le docteur Durieux venait en quelque sorte d'ordonner autour de moi, de rassembler les éléments épars de cette pièce, qui, avec lui, entrait dans un monde accessible et connu. Le sien. Et qui, à présent, allait être le nôtre.

## VIII

Depuis combien de minutes, combien d'heures, les pensées les plus incohérentes traversaient-elles, à cette allure verti-

gineuse, mon cerveau ? De temps en temps, affleurant ma conscience, la même question revenait, mais pour aussitôt s'engloutir dans l'agitation de mon demi-sommeil. Ma poitrine s'écrasait sous le poids d'une angoisse. Une volonté flottante, indéfinissable, pressait mes paupières. Mon corps tout entier fuyait le moment où je lui ferais reprendre conscience.

Enfin, dans un sursaut désespéré, j'ouvris les yeux. « Ce lit étroit contre les fenêtres ? Et cet autre haut sur pattes ?... La clinique... L'opération... » Fulgurante, mon angoisse me déchira. J'avais retrouvé son visage !

Il était sept heures du matin. Tu dormais. Je ne bougeais pas. « Rester calme. Tout à fait calme... Dans ce même lit tu serais gisant... Non ! Je ne veux rien savoir... Au fond, elle est sympathique, cette chambre, avec tes jouets qui... Si tu mourais ?... Non !... Evelyne et Giliane devaient aussi dormir encore... Comme toi tu dormais joliment, gravement... Dans quelques heures, ta souffrance... Non et non !... Voyons, à quoi penser ?... Durieux, hier au soir, c'était bien. Un chic type. J'avais raison d'avoir confiance... Il te tailladerait... tailladerait... Oh ! assez !... »

Tu allais t'éveiller. J'entendis le rapide claquement de ta langue contre le palais. Selon une vieille habitude, la main tenant le bout de ton oreille, tu tétais dans le vide.

— Maman ?

— Oui, mon chéri !

A peine debout, je retrouvai mon calme. Absolu, complet. Ce calme des grands jours, dur comme de l'acier.

A huit heures et demie, notre toilette faite — je me maquillai et me coiffai avec à peine moins de minutie qu'à l'ordinaire — le déjeuner pris, la chambre rangée, tu étais assis, propre comme un sou neuf, dans ton lit dont les draps et les couvertures étaient soigneusement tirés. Un rayon de soleil s'accrochait à la commode.

Quand ton père arriva, surpris, il s'arrêta sur le pas de la porte. Une quiétude inattendue régnait dans la pièce. Les yeux fixés sur mes mains, tu ne bougeais ni ne parlais. J'étais en train de te construire un château de cartes.

— Dix étages ! Maman a fait dix étages ! Jamais tu n'étais arrivée si haut, maman !

J'étais moi-même étonnée et fière d'avoir si bien réussi à te prouver mon calme et ma maîtrise.

Ta joie éclata à l'arrivée de ton père. Mais le château s'écroula.

— Un autre, fais-en un autre, maman !

Tout en ramassant les cartes, je jette un rapide coup d'œil à ma montre : neuf heures moins vingt...

La pièce retombe dans le silence. Deux par deux, les cartes reprennent leur périlleuse ascension. « Deux étages, maman... Trois... Quatre... Oh ! Fais attention ! Si, ça va tenir... »

Dans moins d'une heure se jouera ta vie.

Brusquement, la porte s'ouvre. Une carte glisse. Une autre encore. Et pêle-mêle elles s'affaissent.

Mon sang se glaça. Tu pâlis.

Un grand gaillard vêtu d'une blouse et d'un bonnet blancs entra. Une infirmière le suivait. Je rangeai les cartes. Ton père s'éloigna au fond de la pièce. A son tour, Sagny arriva. Puis le docteur Durieux. Mécaniquement, je regardai ma montre : « Il est parfaitement exact. C'est gentil... » Réflexion atone qui me donna l'impression, devant un revolver braqué prêt à m'abattre, de vouloir à tout prix finir un compte de cuisine... Comme mû par un ressort, à la vue de Durieux, tu te mis brusquement à crier :

— Qu'est-ce qu'on va me faire ?...

L'anesthésiste s'approchait avec sa seringue :

— Une petite piqûre. Ce ne sera rien du tout, si tu te laisses faire.

En écho, je dis :

— Ce n'est rien que la piqûre, Olivier...

Que de monde autour de ce lit où se perdait un enfant. les yeux dilatés de peur. L'infirmière te prit le bras. Tu hurlas :

— Non ! Non !... Je ne veux pas... Non !

Mais le garrot était mis.

— Olivier, mon chéri, donne-moi ta main, je suis là, regarde-moi. Olivier ?... Ne regarde pas ce qu'on te fait...

En vacillant, ton père quitta la pièce. Une main se posa sur mon épaule :

— A tout à l'heure...

Par une rapide pression, la main s'appesantit et me communiqua sa chaleureuse vigueur. C'était Durieux.

— Oui... à tout à l'heure...

Tu hurlais ! Tu hurlais, pris dans le piège de ces mains inconnues. Tu hurlais comme un enfant qu'on égorge. Tu hurlais un cri de mort. Et chacun de tes cris emportait avec lui un peu plus de ma vie. Mon esprit dilaté de néant — il s'abîmait en je ne sais quels limbes infinis — suintait, de sa dernière goutte de pensée : te donner ma présence, ma voix. Et mes lèvres, mes lèvres que je ne sentais plus, répétaient :

— Ça va être fini, mon bonhomme... Je suis là... Ça y est... Je suis là, mon chéri... Encore une toute petite minute...

Tout d'un coup, ton cri tranché net, un silence effrayant s'abattit sur la pièce. Tes yeux roulèrent dans leurs orbites. Ta bouche ouverte sur le dernier sanglot laissa entendre un râle — nous crûmes que tu allais étouffer — et puis... rien.

Le silence s'épaississait, implacable, inexorable, comme une eau qui monte. La porte soudain béante vous happa tous : toi sur ton chariot, et l'infirmier blanc, et l'infirmière blanche, et Sagny qui, en passant, me prit les mains, les serra, voulut parler... Mais il n'y avait rien à dire...

Debout, au milieu de la chambre, je restai seule, engluée dans le silence opaque de tes cris.

Ton père entra. D'une voix blanche, il dit :

— Ça y est ? Je ne pouvais pas rester... On entendait ses hurlements jusqu'à l'autre bout du couloir...

— On sort ?

— Oui...

On te ramène exsangue. Un peu de bave bouillonne au coin de ta bouche.

Durieux te suit. Un cerne grandit ses yeux noirs.

— Tout s'est très bien passé. Ne vous effrayez pas, il va encore dormir un bon moment.

Il s'approche de toi, prend ton pouls :

— Tout est normal pour l'instant. Comme je vous l'avais dit, j'y suis allé doucement pour cette fois. C'est un rude travail : il y a adhérence à tous les muscles. Il a fallu les

disséquer les uns après les autres. Mais la colonne est libre, Je reste convaincu que, sauf incident opératoire, nous parviendrons à un résultat. Il se tourne vers moi :

— Pas trop fatiguée ?

— Ça va... Et vous ?

— J'aurai vite récupéré...

Nous échangons un faible sourire.

— A ce soir !

— Oui...

Depuis une demi-heure, je me battais avec toi pour t'empêcher de te fracasser la tête contre les barreaux du lit, quand arriva ta grand-mère, qui était venue à Paris pour m'assister.

— Viens m'aider, maman ; il a une force inouie et va finir par s'assommer. Et j'ai peur qu'il ne prenne froid ; il ne cesse de se découvrir. Je n'arrête pas de tourner autour de ce lit.

Vers midi, tu t'éveillas. Nous étions rompues.

Pendant cette journée et la nuit suivante, tu restas sous l'effet de l'anesthésique, et pratiquement insensible à tout, même aux piqûres de pénicilline, qui étaient répétées toutes les trois heures. Ce ne fut qu'au milieu de l'après-midi du lendemain que, lentement, tu retrouvas la sensibilité. Et avec elle la souffrance.

En quelques heures, ton visage se creusa, se pinça.

— Maman, tourne-moi, je ne peux plus rester sur ce côté...

— Mais je vais te faire mal...

— Ça ne fait rien, tourne-moi...

Je glissai mes mains sous toi, tâchant de ne pas presser sur la plaie — elle devait prendre le côté gauche à partir de l'omoplate — et, centimètre par centimètre, je te déplaçai.

— Tu n'as pas trop mal, comme ça ? Tu dois être couché sur la cicatrice, mon chéri ?

— Non, ça va un peu mieux...

Mais, dix minutes plus tard, tu n'y tenais plus. Je te retournai encore.

De quart d'heure en quart d'heure, nous fîmes la même manœuvre. J'étais en nage. Tes muscles mis à vif t'empêchaient, aussi peu que ce fût, de remuer les bras. Pourtant,

vers cinq heures, je vis que tu approchais tes mains de ta figure. D'un air absent, tu les appuyais avec un geste saccadé, contre tes joues. Tes yeux se voilaient.

Peu à peu, ton mouvement s'accéléra. Par saccades, tu promenais tes mains sur ta figure, les crispais, les relâchais. les crispais encore, comme si tu avais tenté d'arracher de toi une souffrance par trop intolérable. En silence, sans gémir, sans parler, tu te prenais la tête dans les mains... des mains secouées, pantelantes de douleur.

Quand vint Durieux, tu t'étais endormi. Je lui racontai ton muet et obsédant manège.

— Il semble bien dormir, à présent. La fièvre ne paraît pas trop inquiétante. Je crains de lui donner des calmants, ce serait imprudent sur le choc opératoire qui a été très rude. Espérons qu'il ne passera pas une trop mauvaise nuit... C'est odieux de voir souffrir un enfant et de ne rien pouvoir y faire, mais, croyez-moi, c'est la voix de la prudence...

A une heure du matin, je fus tirée de mon mauvais sommeil par un cri :

— On m'étouffe ! Tu m'étouffes, maman ; enlève cet oreiller !

D'un bond, je fus près de toi :

— Olivier ? Olivier, je suis là. Il n'y a pas d'oreiller, mon chéri.

— Pourquoi tu mets cet oreiller sur moi ? Tu vois bien que tu m'étouffes ! Enlève-le, mais enlève-le donc...

— Olivier ? Mon chéri, il n'y a rien sur toi...

— On m'étouffe... Au secours !...

Tu ne me reconnaissais plus. Tes yeux grands ouverts me fixaient, pleins de terreur et de haine... Tes yeux fous et tes mains, qui tremblaient à nouveau autour de ton visage, s'y agrippaient, secouées de spasmes, et qui portaient en elles la pire désespérance.

J'appelai l'infirmière. Il n'y avait rien à faire, sinon attendre...

Assise auprès de ton lit, dans la clinique silencieuse, écrasée de solitude, je te regardais te débattre. Les mains sur les genoux, j'attendais. Quoi ? Ta mort, peut-être.

Vers deux heures, ton délire augmenta. Le mouvement spasmodique de tes mains devenait hallucinant. « Oh ! que

cesse cette souffrance ! Qu'elle cesse... Fallait-il que j'appelle ton père ? » Deux, trois pas aveugles dans la chambre et je me ravisai : « A quoi bon le faire assister à cette horreur ? » Si tu mourais, tant pis ; il le verrait bien assez tôt... Je me rassis sur ma chaise, muette, grelottante, ivre d'un chagrin sans larmes, lourd et froid comme du marbre. Clouée sur la chaise pour, me semblait-il, l'éternité, j'attendais, ignorante du temps, du monde, de la terre, de mon corps, de ma vie, j'attendais, quoi ?... Ta mort... Tu n'étais déjà plus là. J'attendais. Non, je n'attendais pas. Je n'étais plus qu'un objet d'entre les objets. Quand le matin se lèverait, il n'y aurait plus qu'une carcasse qui en veillerait une autre. Car, par un étrange mystère, ma vie m'avait échappé. Elle rôdait, là, au-dessus de moi, enfuie par on ne sait quelle blessure, quel trou, peut-être par mes yeux, quand ils rencontrèrent la haine des tiens...

Commençais-je à ne plus rien voir ? Il me semblait que les spasmes qui contractaient tes mains étaient moins frénétiques. Je me penchai. Te scrutai. Les saccades qui te secouaient paraissaient s'amollir. La fixité mauvaise de tes yeux se troublait. Le rictus qui tordait tes traits s'atténuait. D'une main flasque, je te pris le pouls. Il battait horriblement vite. Mais à présent, je réussissais presque à en dénombrer les battements, ce qui, un moment auparavant, m'était impossible, tant ils se chevauchaient vertigineusement.

L'infirmière entra pour te faire ta piqûre :

— Comment va-t-il ?

— Depuis quelques minutes, un peu mieux, je crois.

A son tour, elle te prit le pouls :

— Il doit être hors de danger. Peut-être va-t-il s'endormir...

Au matin, tu me reconnus et me souris. Il était, à te voir, stupéfiant d'imaginer la lutte dont seulement quelques heures te séparaient.

Ce fut en pleine conscience que tu subis ton pansement. Allongé sur le ventre, tu cherchais en tendant le cou à voir les instruments dont allait se servir Durieux.

— Qu'est-ce que tu caches derrière ton dos ?

Durieux sourit au tutoiement. Tu repris :

— Je le vois, tu sais, c'est un tube de caoutchouc. C'est pour quoi faire ?

— Tiens, regarde. C'est un drain.

— Et qu'est-ce que tu vas faire avec ça ?

— Cela permettra au liquide qui est dans ta plaie de s'écouler.

— Tu vas m'enfiler ça dans le dos ?

— Oui. Mais pas avant que tu dises que tu es prêt.

— Mais il est beaucoup trop long, tu n'arriveras jamais à le mettre tout entier !

— Mais je n'en ai pas l'intention. Il faut qu'un bout reste à l'extérieur, sinon comment s'écoulerait le liquide ?

— Ah ! oui, bien sûr... Attends, attends encore un peu... Ça va me faire mal ?

— Une sorte de brûlure au moment où je l'enfilerai, mais cela, ça dure une seconde. Après, si tu ne bouges pas du tout, mais pas du tout, tu ne sentiras plus rien. Si, au contraire, tu bouges, je risque de te faire très mal et même de te déchirer.

— Je ne veux pas que tu me mettes le drain...

— Je ne le ferai qu'avec ton accord. Mais je te préviens que c'est le seul moyen pour que s'écoule le liquide. Et tant qu'il y en aura la plaie ne pourra pas se cicatriser. Le liquide suinte, et la peau ne se referme pas. Alors, qu'est-ce que tu décides ?

— Alors, si tu ne le mets pas, il restera toujours du liquide ? Toujours, toujours ?

— Sans aucun doute. Et, à la longue, ce liquide donnera du pus. Tu as confiance en moi, Olivier ? Ce que je viens de te dire est très sérieux. Mais je ne veux rien faire sans ton accord.

— Ça va faire très mal...

— Olivier, si tu n'aides pas le docteur Durieux, il ne pourra pas te soigner comme il faut.

— Alors, tu es prêt ?

— Tu t'arrêteras, si ça fait trop mal ?

— Promis. Mais d'abord, je veux que tu me dises que tu es prêt...

— Olivier, mon grand, une minute de courage. Le docteur Durieux ne peut pas attendre indéfiniment. Allons,

serre les dents, prends ma main et surtout ne bouge pas. Tu veux ?

Tu avales ta salive, aspires l'air. Durieux demande :

— Tu y es ?

— Oui... Mais arrête si ça fait trop mal...

— Je te l'ai promis. Ne bouge pas...

Le caoutchouc — il était presque aussi épais qu'un doigt — entra dans la plaie.

— Arrête... arrête...

— Voilà... le plus gros est fait. Je peux continuer ?

— Oui...

— Serre les dents, Olivier, serre fort. Ça va y être... Ça y est !

— Bravo, mon grand, tu as été parfait, s'exclama Durieux.

Tes traits brouillés d'épuisement s'éclairèrent d'un sourire de fierté.

Durieux sut-il que ma poignée de main, ce jour-là, était celle d'une amitié que jamais, quelles que fussent les circonstances, je ne lui retirerais ? Par-dessus ses soins, une fois encore, c'est l'appui de son entière présence humaine qu'il venait de nous donner.

De même, cela lui valut ton amitié. Exclusive. Quand, plus tard — pour te mettre à l'épreuve — quelque personne te demandait de devenir son ami, tu répondais stupéfait :

— Mais je ne peux pas. C'est Durieux mon ami !

Si la chaleureuse compréhension de Durieux te fut une aide inappréciable, ton amitié lui fut une fierté. Tu l'aimais malgré la souffrance qu'il t'infligeait, parce qu'il avait su lui donner un cœur, une âme. Ce fut pour Durieux, venant de toi, qui avais la spontanéité de l'enfance, une belle réponse à sa carrière.

Pour la troisième fois tu m'appelas :

— Maman ? Tourne-moi...

Ton visage ravagé se tendait vers moi. Je regardai tes mains osseuses, gisant inertes sur le drap, ton regard implorant. Toute cette douleur qui transpirait l'innocence...

Lourdement, je me levai de mon siège.

Depuis un long moment, je pensais à toi, Olivier. Je détestais ta souffrance. Je la détestais de te faire tant de

mal. Et je la détestais plus encore parce que, même disparue, elle risquait de rester en toi comme un poison. Quelle arme redoutable entre les mains d'un enfant, qu'une souffrance qu'il s'approprie pour la grandir et faire plier autour de lui toutes les volontés ! Et je me demandais si ce n'était pas une erreur que d'attendre la guérison pour, un beau jour, décréter : « C'est fini de geindre, de simuler un mal qui n'existe plus, dans l'espoir de te rendre intéressant. » Et reprocher : « Depuis que tu as été malade, tu es insupportable ! Mais à présent tu vas bien... » Comme ce « tu vas bien » t'écraserait, pénétrerait en toi, brutal et froid, et te dépouillerait d'un coup de toi-même, puisque ce toi-même n'existerait plus qu'à travers un état que tu inventerais plutôt que de l'abandonner, car, sans lui, il te semblerait être amputé d'un de tes rouages essentiels. Après des semaines de soins, de gâteries, je te mettrais devant cette brutale réalité : « Tu vas bien. Fini, mon garçon. Il faut rentrer dans le rang. » Quel massacre en quelques mots de toute une construction intérieure.

Je t'effleurai la tempe d'un baiser et, passant ma main sur tes cheveux humides de fièvre, te dis :

— Ecoute, mon chéri, est-ce que tu ne commences pas à avoir un peu moins mal ?

A d'infimes détails, j'avais aperçu que ta douleur était moins aiguë.

— Oui, un peu...

— Alors, il va falloir tâcher d'être plus patient. Essaye de m'appeler moins souvent pour te tourner...

— Je te fatigue ?

Prête à abandonner, je m'écriai :

— Mais non, mon bonhomme ! Tu ne me fatigues jamais, ne le sais-tu pas ?

Une envie éperdue de te prendre dans mes bras, de te choyer, me dévorait. Qu'était-ce encore que cette folle résolution que je formais en moi depuis le matin ? Cette fois, je n'aurais pas le courage. C'était trop. Et le souvenir de cette nuit qui ne me quittait pas... Mais j'avais déjà trop pensé le problème, pour me détourner de ma décision dans un accès de faiblesse qui n'était que le masque de mon amour.

Je repris :

— Olivier, tu sais, n'est-ce pas, qu'aucune fatigue ne me sera jamais trop lourde pour t'aider, te soigner, essayer que tu souffres le moins possible ? Pas plus, d'ailleurs, que pour aider et soigner Evelyne et Giliane. Tu le sais ?

— Oh ! oui, maman, je sais...

— Si je te demande d'être plus patient, c'est parce que je suis sûre que cela t'est possible. Et il est bon que tu t'en rendes compte. Comprends-tu ?

— Non, pas très bien.

— Ça m'est difficile à t'expliquer... Voilà : je ne voudrais pas que, sans t'en apercevoir, par habitude, si tu veux, tes demandes deviennent des caprises, d'autant plus que tu t'accoutumerais à m'y voir céder aussitôt. Ce serait mauvais pour toi, mon chéri.

— Je crois que j'ai compris...

Je sens qu'aujourd'hui tu peux faire un petit effort dans ce sens. Tu veux bien ?

— J'essayerai...

Je vais te tourner, viens. Je te fais mal ?

— Non, non, ça va....

— Et voilà ! Notre technique commence à être très au point ! Tu te rends compte si nous nous débrouillons bien maintenant ? Durieux n'en reviendrait pas, s'il nous voyait !

Tu me souris. Notre vieille et chaude intimité renaissait, hermétique et certaine comme les quatre murs de notre chambre qui, pour l'heure, étaient notre univers et où s'écoulaient dans un même battement nos deux vies..

— A présent, nous allons voir si tu as le courage de patienter un peu...

Par la suite, quand il t'arrivait, oublieux de nos conventions, de m'appeler trop fréquemment, un sourire dans les yeux, les lèvres en point d'interrogation, je disais :

— Chut ! Chut ! jeune homme... pas encore...

— Ah ! oui, c'est vrai...

Et, malgré ta déconvenue, tu me répondais par un regard d'heureuse connivence.

Et je disais :

— Ma parole, il prend sa mère pour une machine à tourner. Ou bien est-ce que par hasard l'ombre, oh ! rien que

l'ombre d'un caprice se serait faufilé par là ?... Qu'en pensez-vous, monsieur ?

En riant — ce pauvre rire qui déchirait les traits torturés comme un coup de couteau — tu acceptais d'attendre.

. . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

. . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

Jour après jour, graduellement, alors que chaque matin j'assistais au pansement où, durant de longues minutes, Durieux piquait avec une tige en forme de gouttière à l'intérieur de la plaie, pour faire s'écouler la sérosité dont elle était pleine, alors que nuit et jour on te soumettait aux piqûres de pénicilline que l'extrême maigreur de tes cuisses rendait difficiles et très douloureuses, je te ramenais à l'ancienne discipline. Inlassablement, j'en appelais à ta volonté. Je la forgeais, la soutenais, l'exhortais, tout au long de ces interminables journées :

— Serre les dents, Olivier... serre... serre... Allons, une minute de courage... Si, cela te fera mal. Mais moins, si tu ne bouges pas... Il faut réapprendre à jouer seul, Olivier... mais si, tu peux. Regarde les images de tes livres. Raconte-toi ce qu'elles font... Je descends faire un petit tour, tu vas te reposer... Sonne, si tu as besoin de quelque chose... Non, pas longtemps... Tu comprends, j'ai besoin de prendre un peu l'air... C'est le troisième bonbon que tu manges depuis le déjeuner, ce sera le dernier jusqu'après goûter, n'est-ce pas ?...

— Regarde-moi, Olivier, serre les dents, ne te raidis pas... Serre... serre... mon chéri...

Durieux entre.

— Qu'est-ce que tu vas me faire ?...

— Couper les fils.

— Avec ces ciseaux ?

— Oui, mon grand. Mais cette fois tu ne sentiras rien, je te le promets. Tu es prêts ? Oui ? Réponds, Olivier...

— Oui...

— Ne bouge pas, je vais te faire mal !

— Ma main, prends ma main, chéri...

Chaque piqûre, chaque pansement que tu supportais bouche close était une nouvelle victoire.

Un matin, les valises faites, nous nous apprêtâmes à quitter

la clinique. A l'infirmière qui te dit au revoir, gaillardement, tu répondis :

— Oh ! mais je reviendrai. Ce n'est pas fini... Et je veux qu'on m'enlève tout...

Durieux arrivait, un gros paquet de chocolat dans les mains :

— Tiens, mon grand, tu les a bien mérités, entre nous.

— Merci, Durieux !

— Voyons, Olivier, il faut dire Docteur, ou Docteur Durieux.

— Il m'a dit qu'il était mon ami ; alors ce n'est plus la peine que je dise Docteur ! Sans cela, à quoi ça servirait d'être amis ?

— Tu as parfaitement raison, répondit en riant Durieux.

— N'est-ce pas, que tu m'enlèveras tout ?

— Mais bien sûr...

Et, te retournant vers l'infirmière, tu repris :

— Je reviendrai bientôt.

Et plus bas, comme pour toi-même, tu murmuras :

— Parce que je veux être un petit garçon comme les autres...

## IX

Je n'arrivais pas à y croire... Je t'avais porté jusqu'à l'ascenseur. Je t'avais porté sur ton lit. Je t'y avais installé. J'avais mis derrière ton dos deux oreillers pour te soutenir. J'avais embrassé Evelyne et Giliane.

Mais je n'arrivais pas y croire.

Et je me mis à errer dans l'appartement, hébétée, incrédule, craintive. Et brusquement je courais dans la chambre. J'avais besoin de m'assurer de ta présence, d'être certaine que tu étais bien là, que je t'avais ramené vivant chez nous...

Pour la troisième fois je retournai au fumoir. Je contemplai la pièce, surprise de la si bien retrouver. Il me semblait que des années me séparaient de son souvenir. Sortie de la nudité de notre chambre de clinique, je clignai des yeux à la lumière qui s'amollissait dans les rideaux, et dont le reflet mordoré venait s'alanguir sur les bois et les tissus. Prise d'une sorte de vertige, je me laissai tomber dans

un fauteuil. Je fermai les yeux. Alors, comme un raz-de-marée, ma fatigue me submergea.

Il était entendu avec Durieux que tous les deux jours je t'emmènerais chez lui pour qu'il fît ton pansement.

Le surlendemain, tant bien que mal, je te vêtis. Ce n'était pas un mince problème, car tu ne pouvais encore guère te mouvoir. Roulé dans une couverture, je te portai jusqu'à la voiture. Quand, arrivés devant la maison de Durieux, il me fallut t'en extraire, je m'y repris à dix fois avant d'y parvenir. Tu étais lourd et très grand pour ton âge. La plaie toujours à vif, au moindre faux mouvement, te faisait souffrir. Enfin, couverte de sueur, les bras et les jambes tremblantes, j'atteignis le perron. Lorsque la femme de chambre ouvrit la porte, elle ne réussit pas à cacher sa stupeur en voyant l'énorme paquet entortillé dans une couverture bleue à carreaux, d'où émergeaient des boucles en bataille, un front transparent, des yeux violets, et qu'avec précaution je pressais contre moi.

— Oh ! Madame, je vais vous aider...

— Non, non, vous êtes gentille, mais ce n'est pas possible. Il vient d'être opéré et c'est toute une affaire pour le prendre sans lui faire mal.

Elle ouvrit une porte. Nous entrâmes au salon.

— Pardon, madame, ne voudriez-vous pas prendre un fauteuil pour que l'on puisse coucher cet enfant sur le canapé, dit précipitamment la femme de chambre.

La bonne dame se leva d'un bond, ahurie par cet étrange spectacle, et le visage soudain ramolli de commisération.

— Pauvre petit bout, dit une voix partie d'un autre coin de la pièce.

Très doucement, je l'allongeai. Il était temps. Je n'en pouvais plus. J'étais trempée de sueur. Pour couper court à toute réflexion nouvelle, je murmurai :

— Voilà, mon chéri, tu vas être tout à fait bien...

J'avoue que j'en voulais à Durieux de nous avoir imposé un pareil sport... Et j'étais inquiète pour toi. N'allais-tu pas subir le contre-coup de cet excès de fatigue ?

Quand nous passâmes dans le bureau de Durieux, je voulais le lui dire. Mais c'était inutile. En voyant la difficulté que j'eus à te prendre dans mes bras, aussitôt il

compris qu'il avait un peu trop précipité les choses. Et s'en excusa vivement. Il ne lui était pas venu à l'esprit que de venir chez lui nous donnerait tant de mal et risquerait de t'être préjudiciable. Il paraissait — en ne cherchait nullement à le cacher — fort ennuyé de ce qu'il appelait sa négligence.

— Téléphonez-moi, sans faute, ce soir, pour me dire sa température. Je suis surchargé de travail aujourd'hui ; néanmoins, si vous étiez le moindrement inquiète, ou s'il faisait de la température, je passerais le voir dans la soirée.

Tu eus de la fièvre. Mais j'insistai auprès de Durieux pour qu'il ne se dérangeât pas. D'ici le lendemain, ta fatigue aurait disparu et avec elle la température dont elle était la cause. J'en étais convaincue. D'ailleurs, il en était certain comme moi-même.

Pourtant, à dix heures du soir, harassé, Durieux venait te voir...

. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

Une semaine plus tard, tu recommençais à te mouvoir et même à marcher. Alors seulement nous reprîmes le chemin du cabinet du docteur Durieux. Pendant près de deux mois et demi, tous les deux jours, je t'emmenais chez lui. Aucune complication n'était survenue. Mais il fallait continuer à piquer dans la plaie pour faire s'écouler la sérosité qui, secrétée par le reste du lymphangiome, ne cessait de se reformer.

Les pansements étaient longs et pénibles. Tu finissais pourtant par t'y accoutumer et en connaissais le déroulement par cœur.

La patience de Durieux n'était jamais en défaut. Une patience en quelque sorte active, qui voulait te laisser le temps de dignement faire face à la douleur. Et tu y faisais face. Et c'était à chaque fois toutes les ressources de ta raison, de ta volonté, que tu mobilisais.

. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

## X

Aussitôt la plaie refermée, Durieux nous envoya pour quatre semaines à la montagne. Nous laissâmes Giliane à Paris, et je partis avec Evelyne et toi.

Je ne sais plus comment s'est passé ce séjour. J'étais dans un état vague d'attente qui amortissait en partie mes perceptions.

Tu repris des forces et, avec elles, tu retrouvas ton insouciance, bien que certaines de tes réflexions trahissent une curieuse maturité. Mais rien, ni dans ton comportement ni dans ton caractère, ne pouvait laisser soupçonner les souffrances que tu venais d'endurer. Avec infiniment de naturel, tu revenais à la vie normale, sans même essayer d'échapper à ses contraintes, ou de rappeler de quelque manière ce que fût cette cruelle période.

Le surlendemain de notre retour, nous entrions pour la deuxième fois en clinique.

Tu étais calme et tu reçus le sourire aux lèvres les infirmières qui venaient te saluer. Pourtant, tu appréhendais la piqûre qui te serait faite pour t'endormir. Et non à tort. Il fallut s'y prendre à trois ou quatre fois avant de trouver la veine. Tu hurlais comme un damné. Agacé, l'anesthésiste changea de bras. Une goutte de sang apparut dans la seringue. Avec soulagement, il en vida le contenu dans ton bras. Retira la seringue. Dénoua le garrot. Et, sur son visage, la satisfaction fit place à l'étonnement. Que se passait-il ? Il te regardait.

Tu ne t'endormais pas... et criais... criais à t'étouffer. Il me sembla chavirer dans un monde craquant de bruits follement scandés par les martellements de mon cœur.

Enfin, tes cris faiblirent. Puis s'arrêtèrent. Mais tes yeux restaient grands ouverts. Perplexe, l'anesthésiste te saisit et te mit sur le charriot. Tu n'opposas aucune résistance.

— Il dort, madame, soyez tranquille...

— Mais ses yeux ?

— Oui, mais il a perdu conscience...

On t'emmena.

Tes yeux ouverts et fixes dans ton visage mort... Je saisis ma veste et me ruai dans le couloir, où attendait ton père.

Le tirant par le bras sans réussir à desserrer les lèvres, je l'entraînai dehors.

Quelques jours plus tard, tu me décrivis ta montée dans l'ascenseur, la salle d'opérations, et cet « horrible machin qu'on t'avait mis sur le nez et qui sentait si mauvais »... Tu ne dormais pas... Mais le détachement avec lequel tu me parlas de cette aventure me rassura. Par la suite, je m'aperçus que tu en avais conservé un souvenir horrifié.

Alors que ton père et moi revenions de notre traditionnelle promenade, Mlle Briard, l'infirmière particulière de Durieux, entra soudain dans la chambre. J'eus un regard halluciné. Elle ?...

— Ne vous effrayez pas, madame, le docteur m'envoie pour vous dire que tout se passe bien. Il aura terminé dans un quart d'heure.

Ne me laissant pas le temps de lui répondre, elle disparut. J'étais sidérée. Et profondément émue. Quelle surprenante richesse possédait cet homme qui, en plein travail, et quel travail ! savait encore penser à l'angoissre de ceux qui attendaient !

Seulement alors, je me rendis compte que les difficultés que l'on eut à t'endormir avaient pesé sur moi, comme un mauvais présage.

Le choc opératoire fut plus rude encore que la fois précédente. Durieux ordonna du sérum.

— Tout le côté droit est fait, me dit-il.

— Merci de m'avoir envoyé Mlle Briard !

— C'était naturel. J'ai craint que vous ne vous inquiétiez de ne pas le voir descendre. Il tenait bien. J'en ai fait plus que prévu.

Je n'insistai pas. Au silence de ce geste ne pouvait répondre qu'un autre silence.

Et de nouveau ce furent les pansements. De nouveau les piqûres dont à l'avance tu devinais le moment. De nouveau ta souffrance. De nouveau tes appels. De nouveau tes efforts pour les espacer, et, pas à pas, suivre la régression de la douleur.

De nouveau les quatre murs blancs et les heures qui stagnaient.

Quinze jours de clinique. Près de deux mois de panse-

ments. Et nous partîmes. Nous nous rendions en province, chez tes grands-parents.

Tu commençais à avoir l'air d'un petit garçon...

Les premiers jours de mai, nous gravissions pour la troisième fois les marches de la clinique.

A ta descente de la salle d'opération, Durieux vint vers moi, les traits creusés par la fatigue :

— Cette fois, ça y est ! J'ai tout enlevé !

— Comment ? Vous avez terminé ?... C'est la dernière opération ?

Il sourit, heureux de ma surprise, et reprit :

— Je ne pensais pas que ce serait possible. J'ai de nouveau forcé un peu. Et je crois que, si c'était à refaire, je n'en aurais plus le courage. Le dernier quart d'heure était une rude bataille contre la montre. Il était grand temps que je termine. Enfin, ça y est !

« Fini, Olivier ! C'était fini ! Nous étions au bout de notre cauchemar ! Etait-ce possible ? »

Après une petite hésitation, Durieux poursuivit, me regardant droit dans les yeux :

— Je tiens pourtant, dès aujourd'hui, à vous prévenir. Il n'est pas exclu que d'ici deux ou trois ans nous ayons à entreprendre une autre intervention.

— Ah !...

— Ce n'est pas certain, mais c'est une éventualité qui est à envisager. Ce serait, si vous voulez, une sorte de nettoyage minutieux. En grande partie, il est fait, mais pas aussi complet que je l'aurais voulu. Matériellement, il n'était pas possible d'en faire davantage.

— En somme, vous estimez que c'est terminé pour plusieurs années ?

— Oui. Peut-être sera-ce définitif. En tout cas, à présent, son développement pourra se faire normalement, et, chose non moins importante, il ne sera plus en butte aux moqueries.

— Merci de m'avoir prévenue.

— Quelle histoire ahurissante !... Il m'a fallu ouvrir en deux endroits. Les deux dernières cicatrices seront malheureusement très larges. De toutes façons, je lui arrangerai cela plus tard.

Mais je n'écoutais plus Durieux qu'à demi, additionnant sans cesse les mêmes chiffres : deux + cinq = sept ; sept + quatre = onze. Onze... onze... onze... kilos... la tumeur... le matelas de chair... onze kilos... arrachés... disparus... évanouis...

Olivier ! Maintenant, tu allais vivre !

Le lendemain après déjeuner, je te regardais. Tu dormais toujours. A peine éveillé du sommeil de l'anesthésie, tu t'étais rendormi. Depuis vingt-quatre heures tu dormais, pâle mais paisible. Rien, absolument rien d'inquiétant dans ce sommeil tranquille. Je m'allongeai sur mon lit. Et m'assoupis.

Quand, brusquement, cinglante comme un coup de fouet, la peur me lacéra. Je me levai d'un bond. Dans la chambre, rien ne bougeait. Tu n'avais pas remué d'un pouce. Tes mains étaient sur les draps, dans la même position qu'un moment auparavant. Pourtant, je leur vis une raideur, une sorte de pesanteur nouvelle qui, en dépit de leur petitesse, les enfonçaient étrangement dans les couvertures.

Un vide, un vertige s'ouvrait en moi.

Ton visage était de cire. Ton nez pincé. Et ta lèvre se relevait en un bizarre rictus, une espèce de sourire macabre, autour duquel moussait un peu de salive. Ton pouls ne battait presque plus.

Doucement, sans bruit, tu étais en train de mourir...

Quelle mystérieuse prescience me tira avec cette brutalité de mon sommeil ? Comment avais-je pu l'avoir, alors qu'un quart d'heure plus tôt tu reposais tranquillement et que je n'avais pas ressenti l'ombre d'une inquiétude ? Je ne le saurai jamais.

Je sonnai l'infirmière.

— Le petit ne va pas, mademoiselle.

— Qu'y a-t-il ?

Elle te regarda. Je dis :

— Il s'en va...

Tu t'en allais, Olivier. Je le savais. Je le sentais. Chacune des fibres de mon être se vidait de toi. Tu partais. Tu glissais. Tu t'enfonçais, immobile et clos, vers l'inaccessible. Et les minutes coulaient, les minutes qui, pour toi, allaient peut-être cesser d'exister... Non ! Non ! Pas maintenant !

Plus maintenant, Olivier ! Maintenant que nous touchions au but !

Un rapide colloque s'établit, par-dessus ta tête, entre l'infirmière et moi.

— Ne vous affolez pas, madame...

— Il ne s'agit pas de cela. Le temps presse. Voulez-vous téléphoner au Docteur Durieux ?

— C'est inutile, croyez-moi, madame...

— Le Docteur m'a recommandé de l'appeler autant de fois que je le croirai nécessaire.

— Non, madame, il n'y a pas lieu de vous affoler.

— Alors, d'après vous, il n'y a rien d'anormal ?

— Je ne dis pas cela...

Les minutes... les minutes... coulaient... coulaient...

— Alors ?

— Nous ne pouvons pas déranger les chirurgiens chaque fois qu'un malade a une faiblesse...

Non ! Pas maintenant... pas maintenant, Olivier...

Ta figure devenait de plus en plus livide. Le rictus s'accentuait. La bave commençait à couler sur ton menton. L'infirmière jeta sur le sol un regard inquiet. Mollement, elle répéta :

— Il ne faut pas vous affoler...

Tu partais... tu t'en allais... tu glissais... Les minutes... les minutes... Non ! non ! pas maintenant, Olivier...

Détachant les mots, d'une voix calme, je dis :

— Je n'ai rien d'une personne effondrée, mademoiselle ! Je vous dis simplement que le petit s'en va et que le temps presse. Il faut faire vite. Je ne pleure ni ne gémis. Votre comédie est inutile. Puisque vous ne voulez pas appeler le Docteur je l'appellerai moi-même.

Comme je me dirigeais vers la porte, hâtivement, elle me dit :

— Je vais essayer de lui faire une piqûre de solucamphre.

Je l'aurais giflée. Il était évident que ton état l'inquiétait autant que moi.

Quand, à l'autre bout du fil, on décrocha le récepteur, et bien que je n'eusse encore jamais entendu sa voix, je sus que c'était Mme Durieux qui me répondait. Sa voix grave, bien modulée, me frappa. Pas de mots inutiles,

mais un accent qui tout de suite me fit comprendre que mon angoisse ne tombait pas dans une oreille indifférente. Durieux n'était pas rentré. Je pouvais compter sur elle : il m'appellerait dès son retour, qui ne saurait tarder.

Je raccrochai. Durieux n'était pas là...

L'infirmière venait de faire ta piqûre. Et, brusquement, je ne sais pourquoi, rendue à la raison, elle me dit :

— C'est son cœur qui faiblit. C'est vrai qu'il n'est pas bien. J'espère que le solucamphre va le maintenir.

Que Durieux rentre... que Durieux rentre... les minutes... les minutes coulaient... Olivier... Olivier... Oh ! pas maintenant...

Je m'aperçus que mes mains tremblaient.

Presque au sortir de la clinique, l'écoulement de la sérosité se tarit. Mais les deux plaies se mirent à bourgeonner. Avec un crayon au nitrate d'argent, Durieux brûlait les bourgeons qui se multipliaient et grossissaient de jour en jour. Les plaies avaient la largeur de deux doigts, et c'était abominable, ce bâton qui les triturait jusqu'à ce que s'écoule entre leurs lèvres un mélange de sang et de nitrate. Jamais les pansements ne furent aussi impressionnants et, pour toi, aussi douloureux.

Il y avait près de trois semaines que tu avais été opéré, quand un jour, pendant qu'il te soignait, Durieux me dit :

— Je serais d'avis que vous partiez la semaine prochaine. Ne m'avez-vous pas dit que vous aviez loué une maison au bord de la mer ?

— Oui.

— Et vous pourriez y aller dès maintenant ?

— Oui, je crois... mais les pansements ?

— Olivier est très fatigué. Ce serait magnifique s'il pouvait partir tout de suite. Je dirai même que c'est indispensable. Les pansements ?

Il releva la tête et me regarda fixement :

— Je vous crois capable de les faire.

— Dans l'état actuel des plaies ?

— Dans l'état actuel. J'ai une totale confiance en vous. Je sais que si vous acceptez vous les ferez aussi bien que mon infirmière, aussi bien que moi-même.

— Jamais personne d'autre que vous ne les a faits jusqu'ici ?

— Non. Mais vous les ferez.

— Nous partirons donc la semaine prochaine...

## XI

Nous étions les premiers estivants. La petite ville vivait encore repliée sur elle-même. En fin de semaine, non sans mépris, elle soulevait une paupière lourde sur les quelques passagers qui arrivaient à grand bruit de moteurs, de portières claquées et d'intempestifs éclats de voix.

Tous les matins, je montais avec toi au deuxième étage de notre maison, où j'avais installé mon matériel d'infirmière. Tu grimpais sur le lit et t'allongeais sur le ventre.

J'étais entièrement novice en cette besogne. Ce fut avec appréhension, faisant appel à tout mon calme et mon sang-froid, que le premier jour je me mis à l'œuvre. Impressionné sans doute de me voir manipuler fioles, coton et compresses, tu te laissais faire sans broncher. Le lendemain était jour de brûlage. J'enveloppai d'une compresse le crayon au nitrate et me penchai sur toi. Les bourgeons me parurent énormes. Innombrables. Je m'y attaquai. Timidement d'abord. Puis avec plus d'insistance. Tu t'agitas.

— Ne remue pas, mon chou, si tu savais le mal que j'ai à tenir ce damné crayon...

— Pourquoi ?

— Il glisse tout le temps hors de la compresse et, au lieu de te brûler les bourgeons, je vais me brûler les doigts. Et je t'assure que cela n'a aucun rapport avec tes plaies...

Tu ris devant mes difficultés que j'avais le bon esprit de t'avouer. Et je sentis palpiter notre vieille et chaude confiance.

— Mon pauvre chou que je fais attendre, parce que je ne suis pas capable de tenir un crayon...

— Oui, mais il est au nitrate, ton crayon...

— D'accord... et tu comprends, pour comble, il fond, au fur et à mesure que je m'en sers...

Tu étais enchanté de la drôlerie inattendue de ce pansement. Et surtout d'y participer.

Malgré ton évidente bonne volonté et ton humeur égayée

par mes tribulations, tu ne te tins pas aussi tranquille que je l'eusse voulu.

— Olivier ?

— Oui...

Tu tournes la tête et me regardes.

— Ecoute, mon grand. Il faut que tu m'aides en te tenant tranquille, sinon je n'arriverai à rien. J'ai besoin de ton aide, mon chéri. Tu as entendu comme moi que Durieux a spécifié : il faut brûler à fond. Si tu bouges, je risque de te faire très mal. Je voudrais aussi que tu te rendes compte que je suis seule. Durieux avait Mlle Briard avec lui. Je t'assure que je ne peux pas me battre en même temps avec mon crayon et avec toi. Il me faut ton aide, Olivier. Si tu ne me la donnes pas entière, je serai incapable de faire ce que Durieux m'a demandé.

Par bonheur, tout ce que disait Durieux était pour toi parole d'Evangile. Et j'ai, autant que j'ai pu, contribué à te maintenir dans cet état d'esprit. Il est vrai que l'amitié que te portait Durieux me rendait la tâche aisée.

— Veux-tu me donner cette aide, Olivier ?

— Oui...

— En me promettant de ne plus bouger ?

— Oui, maman.

— Dis : je te promets.

— Je ne peux pas, je ne suis pas tout à fait sûr de réussir.

Je vous avais accoutumés, tes sœurs et toi, à considérer la parole donnée comme une chose sacrée, sur laquelle on ne peut pas revenir. Aussi n'en usions-nous, vous comme moi, qu'avec beaucoup de prudence et avec la certitude de pouvoir la tenir.

— C'est juste. Alors, dis-moi : je te promets d'essayer de faire tout ce que je peux pour ne pas bouger.

Dans ces cas-là, notre convention voulait que tu répétasses la phrase tout entière. Tu le fis.

Et, à partir de ce jour, je pus quotidiennement faire ton pansement sans la moindre difficulté. Et, qui plus est, le bien faire.

A l'exception d'un matin où, sans doute plus nerveux

que de coutume, tu te mis à te tortiller dangereusement. Je t'exhortais au courage et en confidence te dis :

— Tu sais, entre nous, ça ne m'amuse pas plus que toi, cette histoire...

Te retournant à demi, tu me regardas alors d'un air pensif. Tes yeux s'arrêtèrent sur les miens. Leur calme, leur sérieux me surprirent. Puis, avec ce zozotement de bébé dont tu n'avais pas encore réussi à te défaire, d'une voix unie et paisible, tu me répondis :

— Oh !... je sais bien que tu fais tout ce que tu peux pour moi, maman...

Et tu détournas la tête, repris ta position initiale, te tenant parfaitement immobile. Visiblement, avec la curieuse prescience que le silence peut être plus vaste que des mots et même des gestes, tu n'attendais pas de réponse. Je ne t'en donnai pas.

Que j'aie fait pour toi tout ce qui était en mon pouvoir, c'était naturel, Olivier. Mais ce qui ne l'était pas, c'est que ta propre bouche, ta bouche de cinq ans, me le dise. On sourit, on s'extasie, sur les mots d'enfants. On s'étonne parce que trop volontiers on considère l'enfant comme une sorte de sous-produit de l'homme. Tes quelques mots avaient jailli du plus profond d'un cœur humain, riche de son absolue intégrité et qui n'était en aucune façon une annexe larvée du mien. Et ils me furent une récompense que jamais aucune autre ne pourrai égaler.

Au bout d'un mois, les bourgeons disparurent, les plaies se cicatrisèrent. Un matin, après t'avoir sorti de tes bandes, je jetai celles-ci au pied du lit. Tu étais guéri !

D'énormes cicatrices balafraient ton dos. Certes, il n'était pas absolument plat. L'œdème opératoire le gonflait encore. Le creux des reins n'était pas marqué. Mais le matelas de onze kilos avait disparu. Et lorsque je te vis habillé, je ne pus en croire mes yeux.

. . . . . . . . . . . . . . . . . . .

. . . . . . . . . . . . . . . . . . .

Dès notre retour à Paris, Durieux me fit confectionner un corset pour te redresser. Il en régla lui-même la tension Et le fit sans douceur. « Il faut que le corset t'écorche, c'est

la preuve indispensable qu'il tire assez fort pour, peu à peu, te redresser », t'avait dit Durieux. Les lanières te sciaient les épaules et les aisselles. Au début, ce fut pour toi un véritable martyre. Tous les soirs, je t'enduisais de pommade et de talc. Pendant la nuit, les écorchures se cicatrisaient et le lendemain la bande de tissu revenait mordre sur elles.

Les veines de tes bras saillant excessivement, Durieux allégea ta peine. Il institua une alternance de trois jour de corset, suivis d'un jour de repos. Et ta vie s'orienta sur ce rythme. Tu ne calculais et ne plaçais plus les événements proches que par rapport à tes jours de repos, que tu attendais d'une fois sur l'autre, comme une délivrance.

A la longue ta peau se durcit. Les écorchures se faisaient moins fréquentes. Et tu finis par t'accoutumer à cette nouvelle rigueur. Pourtant jamais tout à fait. Aujourd'hui encore, de temps à autre, tu relèves les bras en appuyant tes mains au thorax, pour, durant un instant, te soulager de cette perpétuelle tension. Chaque soir, tu pousses un soupir de soulagement en le retirant. Et parfois encore je te surprends à calculer si telle partie de plaisir aura la chance de tomber sur « le jour de repos »... Car Durieux, et de ce fait moi-même, nous fûmes intraitables à ce sujet. Il allait jusqu'à te menacer de ne plus s'occuper de toi si tu ne voulais pas te soumettre à ses directives, et t'en donnait les raisons. Convaincu qu'elles étaient bien fondées, convaincu aussi des progrès que tu faisais, tu redoutais plus que tout cette décision. Car en fait, même si parfois tu rechignais devant la douleur, demeurait en toi, permanents, le désir aigu et la volonté de « t'en sortir ». Et bon gré, mal gré, tu te plias à notre dure exigence.

L'œdème opératoire disparut. Le corset te redressait.

Un matin — c'était un dimanche — je me trouvais au fumoir quand tu entras. Tu avais un pantalon et un blazer neufs. Brusquement, une émotion proche des larmes me bouleversa.

Olivier ! Tu ressemblais à tous les petits garçons du monde !

Simonne Fabien.

*E.-N. Dzelepy.*

# L'AMÉRIQUE A L'HEURE EUROPÉENNE
# ou
# LA NOUVELLE « LEÇON DE CORÉE »

## I

Jamais le besoin de voir clair dans la situation internationale ne s'est fait tellement sentir qu'en ce moment, où il est tant question de détente et de paix. C'est à cette condition seulement que le monde pourrait tirer profit des leçons des événements ; d'abord, si tout va bien, pour savoir comment cela est arrivé et à qui on le doit ; en second lieu, si les choses tournent mal, pour être à même de faire la part des responsabilités.

Or, pour voir clair, il faut regarder la situation dans son ensemble. La politique ne se fait plus dans des secteurs isolés ; elle est « globale ». Ce mot, mis en vogue par les Américains, dit bien ce qu'il veut dire. Tout s'enchaîne — plus que jamais — et tout tient ensemble. Les événements en apparence les plus éloignés et les plus détachés les uns des autres sont liés entre eux, s'ils ne découlent pas les uns des autres, et s'expliquent souvent les uns par les autres. Il faut seulement les suivre dans leur enchaînement, en restant à l'écart des mythes officiels qui troublent les pistes et faussent les perspectives.

La confusion, ce péché capital de la politique internationale, n'a rien à voir avec sa nature. C'est l'œuvre consciente de ceux qui *font* la politique et qui ont tout intérêt à brouiller les cartes pour qu'on ne puisse pas voir dans leur jeu. C'est ainsi qu'on assiste à ce fait inoui : les désintéressements et la désaffection du grand public pour la politique internationale alors que celle-ci devrait être au cœur de sa pensée et attirer son intérêt passionné. Non seulement parce qu'elle le touche directement et de très près, puisqu'il y va de son présent et de son avenir, de

sa sécurité et de sa vie, mais aussi parce que, en elle-même, elle est la chose la plus passionnante que l'on puisse s'imaginer.

On ne voit pas, en vérité, ce qu'on pourrait comparer à cette extraordinaire aventure politique, aux multiples épisodes, qui va de la prise du pouvoir par les républicains aux Etats-Unis et la *panique de guerre* qui s'ensuivit, à la mort de Staline et la *panique de paix* qui s'est emparée du monde occidental aux premiers signes de la détente entre l'Est et l'Ouest.

***

Le fait qu' « un événement chasse l'autre » — plus rapidement que jamais en notre époque si riche en événements — ne doit pas nous empêcher, dans un examen synthétique, le seul valable en matière politique, de la situation internationale, de commencer par le commencement.

Il est incontestable que la victoire électorale des républicains a ouvert un nouveau chapitre de la politique américaine et, partant, de la politique mondiale, vu la place qu'y tient l'Amérique. Il n'en est pas moins vrai que ce chapitre a été caractérisé par une explosion de *bellicisme* et d'*agressivité*. Les républicains, qui avaient jusqu'alors réussi, sous le couvert de la fameuse politique « bipartisanne », à paralyser toute action politique raisonnable de l'administration démocrate en faveur d'un rapprochement avec l'Union Soviétique, et d'imposer au président Truman une partie de leur propre programme, s'étaient précipités, à peine arrivés au pouvoir, pour réaliser la totalité de ce programme sous ses aspects les plus outranciers.

Ce fut d'abord l'affaire de Formose.

Lorsque, le 2 février 1953, le président Eisenhower, dans son premier message au Congrès, annonça la « déneutralisation » de Formose, la tendance générale était de minimiser la portée de cette décision. On n'y voyait qu'un geste platonique [1] destiné à donner satisfaction à l'opinion publique américaine, à laquelle on avait fait trop de promesses au cours de la campagne électorale, concernant la guerre de

1. D'après M. Raymond Aron (*Le Figaro*, 25 février), il ne s'agissait que d'une « mesure symbolique »...

Corée. C'était faire preuve d'une incompréhension totale de la politique asiatique des Etats-Unis.

Tout indiquait pourtant qu'il s'agissait d'une mesure d'une grande portée politique, prise dans le cadre d'un *plan d'ensemble* concernant l'action générale des Etats-Unis en Extrême-Orient. La décision du général Eisenhower venait, en effet, de très loin. Depuis la victoire des communistes en Chine et l'éviction des nationalistes du continent chinois, Formose était au centre de la politique asiatique des Etats-Unis. Les milieux dirigeants étaient profondément divisés sur l'attitude à prendre vis-à-vis de la Chine nouvelle [1]. Le département d'Etat, appuyé par la Maison Blanche, était prêt à reconnaître le « fait accompli », et disposé même à se rapprocher de Mao Tsé Toung, voire d'admettre la Chine rouge à l'O. N. U.: autrement dit, à abandonner Formose et Tchang Kaï Chek. La thèse soutenue par les civils était que Formose était dépourvue de toute importance stratégique pour la sécurité américaine dans le Pacifique.

Les militaires, avec le général Mac Arthur à leur tête, soutenus par le Pentagone, le secrétariat à la Défense et le clan des républicains extrémistes du Congrès, s'opposaient à cette politique d'« apaisement » et de « capitulation ». Pour eux, Formose était d'une importance vitale pour la sécurité des Etats-Unis. D'après Mac Arthur, abandonner Formose serait quitter le Pacifique et se replier sur les côtes occidentales des Etats-Unis !

Cependant, l'enjeu réel de la partie était beaucoup plus grand encore.

Formose, c'est tout le problème chinois, qui tient la première place dans le programme du parti républicain, résumé par le slogan : *Asia first*. Formose, dernier bastion des nationalistes chinois, alliés des Etats-Unis, c'est l'espoir de leur retour en Chine et de sa « libération », c'est la promesse de la rupture de ce formidable bloc sino-soviétique qui pèse comme un cauchemar sur l'hémisphère asiatique et trouble le sommeil des stratèges du Pentagone et des diplomates du département d'Etat. Il ne faut pas oublier que les Etats-Unis ont une *revanche* à prendre en Chine, pour la défaite

1. Voir *Les Temps Modernes*, novembre 1950. *Le drame de la politique américaine*.

qu'ils y ont subie — la « plus grande défaite » de leur histoire, comme disent les Américains eux-mêmes — avec la débâcle de Tchang Kaï Chek. « *Les Etats-Unis*, a dit M. Foster Dulles, *ne peuvent pas tolérer le maintien du régime communiste en Chine.* » C'est pourquoi on s'accrochait à Formose pour empêcher tout rapprochement entre Washington et Pékin, et pour entretenir l'état de tension chronique qui divise les deux capitales, afin de garder la porte ouverte à une *nouvelle intervention américaine en Chine*, Formose devant servir de base de départ.

Bref, pour les militaires et leurs amis du Congrès, il n'y allait pas seulement de la sécurité des Etats-Unis dans le Pacifique, mais de leur position asiatique, voire mondiale. « La puissance mondiale qui entend consacrer ses efforts à la sauvegarde de la paix devrait s'accrocher à Formose », proclamait le sénateur Taft.

Une véritable bataille était ainsi engagée autour de Formose entre les partisans des deux tendances opposées de la politique des Etats-Unis à l'égard de la Chine, bataille dans laquelle s'affrontaient également les partis démocrate et républicain, à la veille des élections de 1950.

Or, cette bataille semblait plutôt mal tourner pour les militaires, en dépit de la pression exercée de toutes parts sur le président Truman. Le 2 janvier 1950, l'ancien président des Etats-Unis, Hoover, et le sénateur Taft demandaient l'intervention de la flotte américaine du Pacifique afin de prévenir une invasion de Formose par les communistes chinois. D'autre part, les chefs d'état-major s'apprêtaient à ce moment à se rendre à Tokio, pour conjuguer leurs efforts avec ceux du général Mac Arthur en vue d'une intervention américaine à Formose.

La réplique du président Truman fut une déclaration écrite qu'il lut le 5 janvier, au cours d'une conférence de presse, et dans laquelle il se prononçait contre toute action des Etats-Unis tendant à soutenir Tchang Kaï Chek. Le même jour, M. Acheson, secrétaire d'Etat, précisait le sens des déclarations présidentielles en déclarant de son côté que Formose devait être considérée comme faisant partie de la Chine et qu'il n'était pas nécessaire d'attendre la paix avec le Japon pour remettre l'île à la Chine.

La « bataille de Formose » était entrée dans sa phase décisive et tournait de plus en plus mal pour les militaires. Un effort suprême était tenté par les chefs d'état-major et le secrétaire à la Défense, M. Johnson, qui s'étaient rendus à nouveau, en juin 1950, à Tokio, pour conférer avec Mac Arthur. On a su où tendait cet effort, par une dépêche Reuter de Washington, datée du 20 juillet 1950, et d'après laquelle on déclarait, dans les milieux proches au Congrès que le gouvernement procédait à une « nouvelle étude » de sa politique au sujet de Formose, et qu'il envisageait « de prendre des mesures pour empêcher que cette île tombe aux mains des communistes ».

Il s'agissait toujours de la même opération. Les militaires devaient être affolés à la pensée que, sans une intervention urgente des Etats-Unis, Formose était perdue. M. Acheson n'avait-il pas déclaré[1] en 1949, qu'aux dire des conseillers du gouvernement américain — c'est-à-dire des experts du Pentagone — « *Formose devait tomber aux mains des communistes en* 1950 » ?

Mais la Maison Blanche et le département d'Etat tenaient ferme sur leurs positions. Le 22 juin 1950, M. Acheson déclarait à la presse que la politique des Etats-Unis à l'égard de Formose demeurait telle qu'elle avait été énoncée par le président Truman le 5 janvier.

Trois jours plus tard, éclatait la guerre de Corée. et son effet immédiat était la décision du 27 juin du président Truman de « prendre des mesures pour empêcher que Formose tombe aux mains des communistes », en donnant l'ordre à la VII^e^ flotte américaine du Pacifique « d'empêcher toute attaque communiste contre Formose ». Grâce à la guerre de Corée, les militaires avaient gagné la « bataille de Formose ». La « neutralisation » de l'île, proclamée par le président Truman, signifiait que les Etats-Unis abandonnaient la politique de non-intervention qui était jusqu'alors la leur. En mettant Formose sous la protection de la flotte américaine, le président Truman sauvait Tchang Kaï Chek. Si bien qu'il est à se demander aujourd'hui — compte tenu des circonstances troubles dans lesquelles la guerre de Corée a pris son départ — si l'« affaire de For-

1. D'après le *Times* du 7 février 1953.

mose » n'a pas été pour beaucoup dans la genèse de cette guerre...

Il était, en tout cas, assez paradoxal de constater que l'« affaire de Formose » avait pris aussitôt plus d'importance que la guerre de Corée elle-même ; comme si les militaires tenaient absolument à consolider et à élargir leur premier succès. Ce fut le « voyage-surprise » de Mac Arthur à Formose, le 31 juillet 1950, voyage qui marqua l'étape suivante de la « neutralisation » de l'île : la reprise de la politique d'aide militaire des Etats-Unis à Tchang Kaï Chek.

Il était nécessaire de situer l'« affaire de Formose » dans le cadre de la politique des Etats-Unis à l'égard de la Chine, pour saisir dans toute sa signification et sa portée la décision du général Eisenhower. Avec la « déneutralisation » de Formose, les républicains et autres partisans de la politique d'intervention en Chine totalisaient la victoire remportée en juin 1950, lorsque, à la faveur de la guerre de Corée, ils avaient réussi à sauver Formose, pour s'en servir au moment propice de base de départ de la « croisade de libération » contre la Chine rouge.

***

Ce n'était point par hasard que toute la campagne électorale des républicains était dominée par la guerre de Corée, surtout dans sa phase décisive, depuis que le général Eisenhower avait déclaré, dans son discours du 25 octobre 1952, à Detroit, que « la première tâche » d'une administration républicaine serait de terminer « honorablement » la guerre coréenne, et que lui-même, s'il était élu, se rendrait personnellement en Corée, « pour étudier les possibilités d'une paix honorable et prochaine ».

Les tendances « asiatiques » de la politique extérieure des républicains avaient pris le dessus. Le *New York Times* du 21 décembre 1952 remarquait justement que les discours du général Eisenhower laissaient l'impression que, comme président, il aurait, dans sa politique étrangère, accordé plus d'importance à l'Asie.

A la convention républicaine de Chicago, ce fut le général Mac Arthur — figure symbolique des tendances les plus extrémistes de la politique asiatique des Etats-Unis — qui

a été chargé de prononcer le *keynote speech*, soit le discours d'ouverture traitant de la politique étrangère du parti. Et la substance de son discours était que la préoccupation majeure des Américains devait être l'Asie.

Ce même principe inspirait le chapitre de la politique étrangère du programme du parti républicain, adopté le 10 juillet 1952 à la convention de Chicago. La ligne de conduite du parti en Extrême-Orient y était ainsi définie : « Nous cesserons de négliger l'Extrême-Orient que Staline, depuis longtemps, a décrit comme étant la route de la victoire sur l'Occident. Nous affirmons clairement que nous n'avons nullement l'intention de sacrifier l'Orient pour gagner du temps en faveur de l'Occident. »

Quant au général Eisenhower, ses idées personnelles concernant l'Asie se confondaient avec celles de son parti. Dès ses premières déclarations, faites aux Etats-Unis après son retour d'Europe, notamment au cours de sa conférence de presse du 5 juin 1952, à Abilene, il disait : « Si nous considérons que 400 millions d'hommes sont tombés sous la domination de la dictature communiste (...), cela représente un désastre diplomatique, ou plutôt international, de première grandeur ». De même les idées du futur président des Etats-Unis sur la guerre de Corée ne différaient point de celles de Mac Arthur. « Le général Eisenhower, écrivait le *New York Times* du 21 décembre 1952, considérait la Corée non point comme un problème isolé, mais comme *un problème ayant sa place dans la lutte mondiale contre le communisme.* »

***

Sans doute, l'intérêt tout spécial que portaient les républicains à la guerre de Corée était justifié par le fait que, du point de vue militaire aussi bien que du point de vue politique, cette guerre était dans l'impasse, et qu'elle devenait de plus en plus impopulaire aux Etats-Unis. Mais l'impasse de la guerre de Corée servait plutôt de *prétexte* pour justifier la façon de poser le problème coréen sur le plan mondial et dans la perspective d'une *extension* du conflit. Sur ce point, le discours d'Abilene du général Eisenhower était particulièrement intéressant. Le général affirmait qu'il n'existait pas de solution « locale » pour

terminer la guerre de Corée. Avant d'aller en Corée pour « étudier » sur place la situation militaire, il était parfaitement au courant de l'impossibilité d'y trouver un remède sur le plan « local ». « En ma qualité de membre de la commission des Forces armées — déclarait à ce propos le sénateur Wayne Morse — je sais qu'Eisenhower connaissait exactement la situation avant son départ (pour la Corée). »

Si donc le voyage du général Eisenhower avait un sens (on sait que son adversaire démocrate aux élections, M. Stevenson, et le président Truman avaient qualifié cette décision de « pure démagogie »), il devait fournir l'occasion au futur président de constater d'une façon solennelle que la guerre de Corée ne pouvait pas être terminée en restant « localisée ». Constatation d'importance capitale, car elle devait servir de base et de point de départ à toute la nouvelle politique asiatique de l'administration républicaine. En partant de l'impasse de la guerre de Corée, on serait mieux à l'aise pour la transposer sur le plan du vaste conflit entre le « monde libre » et le monde communiste, et se permettre ainsi de prendre des mesures « élargies » et « efficaces » ; autant dire justifier l'*extension* du conflit coréen et revenir à la « solution Mac Arthur ».

La thèse « macarthurienne » a été solennellement rappelée à la convention républicaine de Chicago. Dans son discours du 8 juillet, Mac Arthur avait accusé les dirigeants démocrates d'avoir « manqué du courage nécessaire pour lutter jusqu'à la décision militaire », et de l'avoir ainsi empêché de remporter la victoire; une victoire, disait-il, qui, non seulement aurait rempli l'engagement des Etats-Unis envers le peuple coréen, mais « qui, *avec le temps, aurait sauvé l'Asie de la domination rouge* ».

Le 29 octobre 1952, parlant à New-York, le général Eisenhower disait : « L'Amérique ne doit pas se laisser prendre dans le piège coréen, en combattant la seconde équipe de l'ennemi réel. » Le parallélisme entre les deux façons de concevoir le « problème coréen » est frappant. Pour le général Eisenhower, comme Mac Arthur, il s'agissait de frapper la Chine, en tant qu'alliée de l'U. R. S. S.

Dans le fascicule de novembre 1952 de la grande revue d'outre-Atlantique *American Mercury*, on pouvait lire un

article édifiant du sénateur Bridges, un des leaders de la nouvelle majorité républicaine au Congrès. « *Une paix véritable* — écrivait le sénateur — *ne pourra intervenir en Corée qu'avec l'effondrement de la puissance militaire des communistes en Asie.* » Pour cela, M. Bridges recommandait de rester en Corée, quoi qu'il arrive, de réarmer non seulement les Sud-Coréens, mais tous les alliés possibles de l'Asie, *d'effectuer le blocus des côtes chinoises*, d'autoriser Tchang Kaï Chek à participer à la campagne de Corée et à attaquer le continent chinois, et enfin *d'utiliser les armes atomiques.*

On avait dit alors que cet article reflétait un point de vue « extrémiste » et contenait une liste d'objectifs très « audacieux ». Mais on avait su également, par la presse américaine, que l'article avait été soumis, en manuscrit avant sa publication, au général Eisenhower, dans les derniers jours de la campagne électorale. Les événements, en tout cas, ont montré par la suite que le sénateur Bridges avait tout simplement exposé les grandes lignes de la nouvelle politique de l'administration républicaine.

***

La veille de l'arrivée du général Eisenhower en Corée, l'impression dominante était qu'il allait « se passer quelque chose ». On croyait notamment qu'il fallait s'attendre à des modifications radicales dans la façon de conduire la guerre en Corée, pour sortir de l'impasse. A vrai dire, il ne s'agissait point de la guerre de Corée. Dans les milieux militaires de Tokio, disaient les dépêches des correspondants américains, on était fixé sur ce point : qu'une solution militaire de la guerre de Corée était plus problématique que jamais, à moins que ce fût à un prix, en hommes et en matériel, que les Etats-Unis ne seraient pas prêts à payer.

C'est pourquoi les résultats négatifs du voyage du général Eisenhower n'avaient surpris personne à Washington et à Tokio. Le général avait, en effet, achevé son inspection sur le front coréen par une déclaration aux correspondants, en confessant franchement qu'il n'avait pas trouvé de « panacée » et en affirmant qu'il avait abandonné tout espoir de voir la guerre de Corée se terminer militairement et rapidement.

Or, cette déclaration, qui devait produire l'effet d'une douche sur l'opinion publique américaine, était la *constatation attendue*. Elle signifiait que l'idée de terminer *sur place*, par les moyens militaires ordinaires, la guerre de Corée, devait être définitivement abandonnée, et marquait le point tournant de la stratégie américaine. Cette guerre cessait d'être considérée comme une « opération de police », qu'on essayerait toujours de liquider dans le souci de la « localiser ». Elle allait désormais passer sur le « plan général » et être traitée comme un épisode du vaste conflit sino-américain, avec l'emploi de moyens adéquats : *l'extension* des opérations militaires sur le territoire de chinois.

« Dans les milieux militaires de Tokio, mandait le 31 janvier, le correspondant du *New York Times*, Lindesay Parrott, on considérait que le général Eisenhower « révoquait » la politique que le président Truman avait adoptée depuis le commencement des hostilités en Corée, en « localisant » le conflit. » Et Walter Lippmann écrivait en février, dans le *New York Heral Tribune* : « La nouvelle politique est fondée sur la théorie selon laquelle *il convient d'étendre le théâtre des opérations militaires au-delà des étroites limites de la péninsule coréenne*, si l'on veut que l'impasse actuelle aboutisse à des négociations. »

*
* *

Ainsi donc, le voyage du général Eisenhower en Corée a eu comme effet de fixer la nouvelle administration républicaine sur la façon d'envisager la guerre en Corée : « *sous son aspect global* »[1]. C'était toute l'utilité de ce voyage, qui devait peser lourdement sur l'évolution des événements. « Avant de prendre toute décision concernant son action, le général Eisenhower doit *situer les leçons qu'il a tirées des champs de bataille de Corée, dans le vaste tableau de la lutte mondiale* », écrivait le *New York Times* du 7 décembre 1952.

Le général Eisenhower avait-il à peine quitté le sol coréen qu'il était déjà question, aux Etats-Unis, de ses « plans » et de la « nouvelle politique » américaine. D'après

1. James Reston, dans le *New York Times* du 7 décembre 1952.

le *New York Times* du 7 décembre 1952, le président-élu était d'accord avec ceux en Amérique qui préconisaient depuis longtemps une « *pression militaire directe sur la Chine* », pression qui s'exercerait par les mesures suivantes : bombardement de la Mandchourie ; *blocus des côtes chinoises ;* utilisation des troupes nationalistes chinoises de Formose pour des attaques de diversion sur le continent chinois. Et le *New York Times* citait à ce propos ces paroles du général Eisenhower extraites de ses déclarations de Séoul : « Combien il serait difficile, dans une guerre de ce genre (comme celle de Corée) d'établir un plan susceptible d'apporter une victoire positive et définitive sans entraîner des risques graves d'élargir le conflit. » Et de conclure que « *le sort du monde libre* » serait « *influencé, peut-être fondamentalement changé* », par les décisions qu'allait prendre le nouveau président des Etats-Unis.

Pour tout dire, la « nouvelle politique » américaine en Extrême-Orient s'inspirait de la nouvelle doctrine de « *refoulement* » — le « refoulement » du communisme derrière les frontières de l'U. R. S. S. — doctrine officiellement proclamée dans le programme du parti républicain et adoptée à la convention de Chicago, pour remplacer la « doctrine Truman », du *containment*. C'était cette nouvelle doctrine qui devait être appliquée en Asie, en commençant par la Chine, de même que la « doctrine Truman » avait pris son commencement en Europe. (Grèce, mars 1947)

On sait aujourd'hui que ce fut au cours des conférences tenues à bord du cuirassé *Helena* [1], sur la voie du retour de Corée, entre le général Eisenhower et les membres principaux de son futur gouvernement qui le suivaient, qu'ont été tracées les grandes lignes de la « nouvelle politique » des Etats-Unis en Asie. Le correspondant de l'Associated Press, qui faisait partie de la suite du général Eisenhower à bord de l'*Helena*, faisant le 11 décembre le bilan des conversations qui allaient prendre fin ce jour-là, soulignait que ces conversations semblaient avoir pour objet principal l'élaboration d'une politique à longue échéance. Et ce correspondant citait une déclaration faite par M. Foster

1. Le général Eisenhower s'était embarqué sur l'*Helena* le 6 décembre, à Guam, où il était arrivé de Corée en avion.

Dulles[1] à un journaliste en disant : « Nous avons été en mesure de dégager le cadre de la politique de la nouvelle administration, et nous connaissons tous dans quelle direction nous allons et quels objectifs nous visons. »

C'est à ce moment — à en croire le correspondant de l'Associated Press — et dans le cadre de cette politique qu'a été décidé le voyage de M. Dulles en Europe, dans un but bien déterminé : tâter le terrain et sonder les réactions des alliés des Etats-Unis à l'égard de la « nouvelle politique » américaine. « De source digne de foi — disait ce journaliste — il a été annoncé que M. John Foster Dulles, secrétaire d'Etat du prochain gouvernement, a l'intention d'effectuer un voyage dans le monde, dans le but de s'informer sur place des conditions locales en relation avec le « programme de paix » de M. Eisenhower. »

***

De la guerre de Corée, il n'était pour ainsi dire plus question. Il s'agissait à présent des grandes décisions stratégiques concernant la future action des Etats-Unis en Extrême-Orient — contre la Chine.

Il y a eu, certes, le télégramme envoyé par le général Eisenhower à Mac Arthur, à la suite du discours que celui-ci avait prononcé, le 11 décembre, devant l'Association nationale des industriels américains, et dans lequel il avait parlé de sa « solution » pour le conflit coréen. Dans ce télégramme, le futur président des Etats-Unis exprimait le désir de consulter l'ancien commandant en chef des forces américaines en Corée, afin d'avoir « le plein bénéfice de ses idées et de son expérience ». Mais le général Eisenhower, qui avait pris connaissance de ces déclarations à bord de l'*Helena*, savait parfaitement à ce moment que le « plan » de Mac Arthur dépassait la guerre de Corée. Ce qui résultait d'ailleurs des déclarations mêmes du général. Mac Arthur avait, en effet, dit également que son plan n'était plus applicable, du fait que les conditions avaient changé depuis qu'il avait quitté le commandement en Corée, et qu'à pré-

1. M. Foster Dulles avait rejoint le général Eisenhower à bord de l'*Helena* le 8 décembre, et les conversations commencèrent aussitôt.

sent une solution exigeait des *décisions fondamentales*, dont on ne pouvait pas parler en public.

On a dit que le geste spectaculaire du président-élu, tendant la main à un ancien rival irréductible, trahissait sa « perplexité » devant l'impasse de Corée, qu'il venait de constater sur place [1]. On a voulu voir aussi, dans ce geste, « rien d'autre qu'une démarche tactique » visant à « couper court à toute campagne de propagande de l'ex-proconsul de Tokio » [2]. Mais ce geste venait après les décisions prises entre le général Eisenhower et ses futurs collaborateurs au gouvernement concernant la politique asiatique des Etats-Unis ; et cette politique se confondait avec celle préconisée depuis longtemps par Mac Arthur et ses amis. Comme le disait aussi le *New York Times* du 14 décembre 1952, le Mac Arthur que le général Eisenhower tenait à voir était celui qui « désirait élargir la guerre en Asie » par le bombardement de la Mandchourie.

La nouvelle politique américaine était déjà établie dans ses grandes lignes lorsque le général Eisenhower et sa suite atterrirent, le 14 décembre, à l'aérodrome de New-York. « Nous avons jeté les bases d'une politique de valeur pour les années à venir », déclarait aux journalistes M. Dulles. Et le général donnait, à la même occasion, un aperçu de cette politique, en déclarant de son côté qu'il n'existait pas de formule simple pour terminer victorieusement la guerre de Corée, et qu'il fallait reconnaître — et avoir toujours en vue dans toute élaboration de plans — que cette guerre n'était que « la phase la plus dramatique et la plus douloureuse » de la « *vaste lutte mondiale contre l'agresseur communiste* ». D'après le *New York Times* du 21 décembre 1952, plusieurs observateurs attachaient une « signification considérable » à la façon dont le général avait souligné les mots « vaste lutte mondiale » pour mettre en évidence la campagne menée par les Etats-Unis en Asie. Et le grand journal new-yorkais relevait une autre phrase extraite des mêmes déclarations du général, où il était question de « *programmes positifs* », *afin d'amener les communistes à demander la paix* [3].

1. *New York Times*, 14 décembre 1952.
2. Dépêche de Londres, au *Monde* du 11 décembre 1952.
3. Ceux qui n'y ont rien compris, prétendaient que rien n'avait changé.

***

La décision concernant Formose était en tête de ces programmes. Elle était prise au cours des conférences à bord de l'*Helena*. Dès le lendemain du retour du général Eisenhower à New-York, il était question de la « déneutralisation » de l'île, Tchang Kaï Chek recevant « l'autorisation d'agir sur les côtes chinoises et, si possible, à l'intérieur du continent chinois »[1]. Un autre point important des mêmes programmes était le *blocus* des côtes chinoises. D'après le *New York Times* du 21 décembre 1952, plusieurs sénateurs et quelques militaires voulaient employer des troupes nationalistes chinoises *et le blocus* des côtes chinoises. Nous avons vu d'ailleurs que, si l'intervention américaine à Formose était une vieille exigence des républicains, le blocus de la Chine n'en était pas moins envisagé déjà, au cours de la campagne électorale, par ces derniers.

Une dépêche de l'Associated Press datée du 30 décembre 1952, de Washington, disait : « D'après des personnes proches du futur gouvernement américain, le général Eisenhower et ses collaborateurs, qui mettent au point leurs plans de stratégie générale, envisagent de coordonner les efforts militaires et politiques des puissances alliées dans tous les secteurs de cette vaste région troublée qu'est

M. Raymond Aron a traversé l'Atlantique pour découvrir si « le retour au pouvoir des Républicains annonçait « un tournant de la politique étrangère des États-Unis et, par conséquent, de la politique mondiale ». Et il a rapporté de ce voyage la conviction que « ceux qui croient, ou veulent croire, à une diplomatie radicalement originale de l'administration républicaine cherchent des faits ou des hypothèses pour justifier leur conviction ». Et il ajoute : « Ou bien ils simplifient démesurément l'importance d'une mesure symbolique comme la déneutralisation de Formose, ou bien ils suggèrent le prochain blocus des côtes chinoises, voire une offensive terrestre en Corée ». Ainsi M. Aron corrige le président Eisenhower lui-même, qui, dans son premier message au Congrès, parlait de la « nouvelle politique extérieure des États-Unis ».

1. *Le Figaro*, 16 décembre 1952. Le correspondant de ce journal à New-York mandait en outre à ce sujet : « ... Il s'est produit pendant les seize jours d'absence d'Eisenhower un *événement capital* sur lequel on ne sait rien. A bord du cuirassé *Helena*, et ensuite à Hawaï, le futur président a tenu, en fait, plusieurs conseils de ministres. On laisse entendre à New-York que *toute la politique américaine pour l'Asie y a été mise au point par écrit*, qu'on en a dressé une véritable « maquette », et que *ce travail préparatoire servira de fondement à la conduite des opérations militaires et diplomatiques contre le communisme en Asie pendant les deux prochaines années* ».

l'Extrême-Orient » ; ce qui nécessiterait de « prendre davantage de risques ».

On sait, d'autre part, par les déclarations faites par M. Eden, au cours d'un grand débat de politique étrangère aux Communes, le 3 février 1953, que, lorsque le département d'Etat de Washington fit part au Foreign Office de l'intention du gouvernement américain de « déneutraliser » Formose, ce département avait en même temps abordé la question du blocus de la Chine.

Il ne fait pas de doute que le général Eisenhower qui, dans ses discours électoraux, accusait l'administration du président Truman de ne pas avoir de « plans » pour terminer la guerre de Corée, était obligé, après sa victoire, de « faire quelque chose ». Mais ce qu'on était en train de préparer dépassait de loin les promesses électorales du vainqueur du 4 novembre. Le programme politique établi par l'administration républicaine, et que M. Foster Dulles avait résumé dans son discours radiodiffusé du 27 janvier [1], était fait pour alarmer ceux-là mêmes qui attendaient du général Eisenhower qu'il tînt ses promesses électorales. Tout en proclamant que les Etats-Unis n'auraient jamais recours à la guerre pour atteindre leurs buts, le nouveau secrétaire d'Etat affirmait qu'ils s'efforceraient de mettre fin aux guerres en cours dans le monde, notamment aux guerres de Corée et d'Indochine, en indiquant le « secret » de la méthode du nouveau président. Le général Eisenhower s'y serait pris de façon à *obliger l'ennemi de demander la paix.*

Autrement dit, l'administration républicaine n'aurait pas recours à la guerre pour atteindre ses buts ; mais les moyens qu'elle envisageait à cet effet seraient de nature à obtenir des résultats que seule une guerre victorieuse pourrait assurer.

## II

Les « applaudissements frénétiques » et les « immenses clameurs d'enthousiasme » qui, selon les comptes rendus des journaux et des agences, avaient salué les passages du

1. D'après le *New York Times* du 12 février 1953, M. Dulles avait fait enregistrer ce discours pour la télévision la veille, à son bureau, ayant comme tableau de fond la carte des deux hémisphères qu'il désignait « lorsqu'il traçait les problèmes globaux auxquels font face les États-Unis ».

message du président Eisenhower au Congrès, où il était question de la « déneutralisation » de Formose, montraient que les congressmen avaient bien saisi l'importance des initiatives présidentielles. Certes, le président avait aussi précisé que les ordres qu'il avait donnés pour que la VII^e^ flotte américaine « ne soit plus employée à protéger la Chine communiste », ne sous-entendaient « aucune intention agressive » de la part des Etats-Unis. Mais, du fait même que la « déneutralisation » de Formose, comme nous venons de le voir, faisait partie d'un vaste plan d'ensemble, cette mesure ne pouvait être qu'un *commencent.*

Il saute aux yeux que les Américains étaient les premiers à savoir que, lorsque le général Eisenhower décidait de priver la Chine communiste de la « protection » de la flotte américaine, ce n'était pas aux attaques éventuelles des forces de Tchang Kaï Chek qu'il pensait. En mettant les choses au mieux, et en s'en tenant aux calculs les plus optimistes de Taipeh, les nationalistes chinois seraient tout juste capables d'entreprendre des raids de commandos sur le continent chinois. Or, ce n'est pas par des opérations de ce genre qu'on menacerait Mao Tsé Toung et qu'on l'obligerait à dégarnir le front de Corée — et encore moins qu'on renverserait le régime communiste en Chine. Seul un débarquement en masse et l'établissement d'une solide tête de pont sur le continent chinois serait d'importance, et ce n'est que dans ce cas seulement qu'on pourrait parler sérieusement de l'ouverture d'un « second front ». Mais une telle entreprise ne serait réalisable qu'avec l'entier appui de la flotte et de l'aviation — sinon de troupes — américaines.

La « neutralisation » de Formose n'avait pas, en elle-même, « une grande signification militaire dans l'immédiat », remarquait le *New York Times* du 15 février 1953, étant donné que Formose était incapable, pour le moment, d'entreprendre des opération de quelque envergure sur le continent chinois. Mais, ajoutait ce journal, l'ordre de « déneutralisation » était « *un premier pas dans la nouvelle politique positive* du président Eisenhower visant à prendre l'initiative en Extrême-Orient — au risque minima d'une extension de la guerre — après deux ans d'impasse absolue. » Et le *New*

*York Times* ajoutait que « le débat continuait », peut-être même qu'un « *nouveau chapitre* » était « sur le point de s'ouvrir » dans le « grand débat » sur la politique des Etats-Unis en Extrême-Orient.

Après ce « premier pas », d'autres suivraient encore, et chacun de ces « pas » ne constituerait pas d'« actions isolées » mais ferait partie de mesures envisagées par l'administration du général Eisenhower pour exercer une *pression croissante* sur les communistes[1]. Ces mesures étaient déjà connues : le blocus des côtes chinoises, l'attaque des bases communistes en Mandchourie et en Chine, et, enfin, l'emploi des armes atomiques. Tel était également l'avis de M. Hanson Baldwin. D'après le collaborateur militaire du *New York Times*, l'ordre donné par le général Eisenhower pour « déneutraliser » Formose représentait « *le premier pas d'un programme soigneusement calculé* » en vue d'une « pression politique et militaire sur la Chine communiste ». Programme d'une vaste envergure, puisque, toujours selon M. Baldwin, la Maison Blanche elle-même ne saurait pas dire, pour le moment, « jusqu'où » irait la « nouvelle politique de Corée »[2].

De toute façon, des signes innombrables indiquaient « des changements imminents — dont quelques-uns, peut-être, dramatiques — de la politique des Etats-Unis en Corée et en Asie ». « Les experts politiques de Washington — mandait, le 2 février l'agence France-Presse de la capitale Américaine — sont d'accord pour estimer que la décision concernant Formose n'est que le premier pas ; le gouvernement Eisenhower peut encore en faire d'autres dans la même direction. La pression sur les communistes chinois est encore loin d'avoir atteint son maximum (...) » « *Le plan asiatique existe*, confirme-t-on ici, dans les milieux officiels ; en réalité, *il est déjà en cours d'exécution*. On s'en apercevra au fur et à mesure, mais l'adversaire n'en sera pas informé. »

*
* *

On aura remarqué que toutes les mesures étaient apparemment envisagées dans un but précis et limité : exercer

1. *New York Times*, 1er février 1953.
2. *Ibid.*

une pression sur la Chine communiste pour hâter la fin de la guerre en Corée. Il ne s'agissait, en somme — pour employer un magnifique euphémisme du *New York Times* — que d'« impondérables » de cette guerre, celle-ci restant toujours l'unique préoccupation du nouveau gouvernement américain. C'est pourquoi, sans doute, on parlait aussi, en même temps, d'une offensive sur le front coréen, combinée avec un débarquement sur les arrières des forces sino-coréennes [1]. On y pensait, en réalité, si peu qu'on n'hésitait point, d'autre part, à le proclamer ouvertement. Le 8 février, à l'issue d'un entretien avec le président Eisenhower, le sénateur Taft déclarait à la presse que les Etats-Unis n'envisageaient pas une attaque frontale contre les lignes sino-coréennes en Corée. Et le leader républicain ajoutait qu'il y avait « *d'autres moyens* » d'exercer une pression sur les communistes [2].

Ce que voulaient les Américains, c'était la « modification de la situation en Extrême-Orient » [3], soit le renversement de l'« équilibre des forces » dans cette partie du monde, voire dans le monde entier. C'était tellement évident que la nouvelle politique asiatique de l'administration républicaine visait beaucoup plus loin que la Corée, que toute tentative de la masquer ne faisait que la rendre plus suspecte encore.

L'étendue des visées de cette politique était déjà suffisamment marquée par le fait que, dans son message du 2 février 1953 au Congrès, le président Eisenhower, en annonçant sa décision concernant Formose, avait en même temps laissé entendre qu'il avait l'intention de dénoncer les accords de Yalta. Ce qui n'était d'ailleurs qu'une vieille idée du parti républicain, reprise en bonne place dans leur programme électoral.

En énumérant les « principes immuables » par lesquels serait gouvernée la « nouvelle politique étrangère » des Etats-Unis, le président Eisenhower avait dit dans son message : « Nous ne donnerons jamais notre accord à la mise en esclavage d'aucun peuple pour rechercher des avantages

1. *New York Times*, 1er février 1953, et Agence France-Presse, 2 février.
2. Reuter, 9 février 1953.
3. Associated Press, 1er février 1953.

illusoires pour nous. » Et il ajouta : « Je demanderai plus tard, au Congrès, de s'associer à une résolution dont le but sera de manifester clairement que ce gouvernement ne reconnaît aucune sorte d'engagement contenu dans les accords secrets qui ont pu être conclus avec des gouvernements étrangers dans le passé et qui autorisent ce genre d'esclavage. »

La signification de ce geste, ce fut le général Eisenhower lui-même qui la souligna par la suite. Au cours de sa première conférence de presse, le 17 février, il précisa qu'il ne s'agissait nullement d'une question de principe. « Il n'est nullement désirable — disait-il — pour les Etats-Unis de répudier purement et simplement toutes les clauses secrètes des accords conclus par eux. » S'ils s'en prenaient spécifiquement aux clauses secrètes des accords de Yalta, c'est parce que ceux-ci ont trait à des annexions territoriales faites par l'U. R. S. S. Il s'agissait donc uniquement d'ouvrir la voie au *revisionnisme*, sous prétexte de la « libération » des territoires annexés par la Russie à la suite de la victoire alliée dans la seconde guerre mondiale.

Le 11 octobre 1952, au cours de la campagne électorale, le général Eisenhower, parlant à Denver à des leaders de l'immigration polonaise, faisait cette promesse : « Nous travaillerons continuellement, mais pacifiquement, jusqu'à ce que les courageux patriotes de Pologne redeviennent maîtres de leur destin. [1] »

Les tendances révisionnistes de la dénonciation des accords de Yalta, c'est-à-dire leurs mobiles politiques, étaient mis en évidence d'une manière plus directe encore dans le préambule de la résolution déposée le 20 février par le gouvernement au Congrès. On y lisait : « Considérant que *l'absorption par la menace contre les peuples libres dans une despotie agressive augmente la menace contre la sécurité de tous les peuples libres restants, y compris le nôtre*, etc. »

Lorsque le général Eisenhower et son secrétaire d'Etat proclament et répètent que la « libération » des peuples « esclaves » serait obtenue « pacifiquement », ils envisagent un changement de l' « équilibre des forces » poussé à un tel degré que les Russes n'auraient plus qu'à capituler sous

1. *New York Times*, 12 octobre 1952.

la pression d'une suprématie écrasante de l'adversaire, et à accepter sans guerre une « paix » que seule une nation vaincue sur les champs de bataille pourrait accepter.

L'administration républicaine portait donc ses regards vers Pékin et vers Moscou. C'était la conclusion même du synchronisme des deux gestes du président Eisenhower : déneutralisation de Formose et dénonciation des accords de Yalta. Et c'est cela qu'il voulait dire lorsque, définissant dans son message du 2 février au Congrès la « nouvelle politique extérieure des Etats-Unis », il proclamait : « Notre politique doit être *globale* et cohérente. »

*
* *

A Washington, en pesant le pour et le contre des mesures envisagées contre la Chine, on se préoccupait surtout des réactions de Moscou. Que ferait Staline ? Quelle serait sa riposte ? Réagirait-il avec violence ? Ce qui revient à dire qu'on se rendait parfaitement compte qu'on jouait avec le feu. S'ils ne craignaient pas les effets de ce jeu dangereux, c'est qu'on se laissait aller à des hypothèses non moins risquées : une « capitulation » éventuelle de Moscou. Le grand paradoxe de la politique des Etats-Unis est que, tout en étant fondée sur la « menace » d'une « agression soviétique » — et en y cherchant sa justification — elle spécule sur le « pacifisme » des Soviets, qu'elle fait semblant de considérer comme un « article de propagande ».

Dans le cas présent, cette spéculation suppose le raisonnement suivant : étant donné que les Russes ne veulent pas la guerre et qu'ils seraient peut-être prêts à l'éviter à tout prix, il y a des chances qu'ils lâchent la Chine, si l'intervention américaine rend concrets les risques d'un conflit. Or, une défection russe entraînerait automatiquement la rupture entre Pékin et Moscou, et la conversion de Mao Tsé Toung au « titisme »...

Ce rêve est caressé en Amérique aussi bien par les « extrémistes » que par les « modérés », qui y trouvent, les uns et les autres, des raisons pour ne pas craindre les conséquences d'une politique trop « dynamique » à l'égard de la Chine. M. Stewart Alsop, qui s'est fait une spécialité de « découvrir » à chaque occasion les points de friction

entre Pékin et Moscou, écrivait en décembre 1952, dans le *New York Herald Tribune*, en partant de l'hypothèse que les Chinois voulaient en finir avec la guerre de Corée, mais qu'ils en étaient empêchés par les Russes : « Quoi qu'il en soit, il n'est pas complètement déraisonnable de supposer qu'une offensive réussie serait susceptible d'inciter les Chinois à abandonner la partie en Corée, et même, par voie de conséquence, à rompre avec l'U. R. S. S. »

D'ailleurs, toute la politique d'action des républicains contre la Chine est fondée sur des mythes et des hypothèses gratuites, soigneusement entretenus par le *China Lobby*, le clan des amis de Tchang Kaï Chek, qui cherche à convaincre les Américains qu'il faut un rien pour renverser le régime communiste, que la situation économique et sociale de la Chine est catastrophique, que les soldats communistes n'attendent que l'arrivée des forces de Tchang Kaï Chek ou des troupes américaines pour déserter en masse [1], que Mao Tsé Toung lui-même est prêt à se vendre pour quelques dollars, suivant la tradition des généraux chinois [2].

***

Toujours est-il que, la déneutralisation de Formose une fois décidée, il n'était plus question, à Washington, que du « pas » suivant : le blocus de la Chine. Dans une déclaration faite le 6 février à la presse, le président de la commission des forces armées de la Chambre des représentants, M. Short, se prononçait en faveur d'un « blocus total » des côtes chinoises, tout en ajoutant qu'il croyait que le président Eisenhower étudiait « actuellement la possibilité d'ordonner cette mesure ». Le lendemain, un autre repré-

1. Une propagande bien orchestrée lançait des nouvelles des plus fantaisistes pour tenir en haleine l'opinion publique. Les forces nationalistes auraient déjà commencé leurs raids sur le continent chinois, où elles auraient même « effectué une liaison avec les guerilleros qui les attendaient, et attaqué vers l'intérieur »... (Associated Press, 5 février 1953). D'autres dépêches parlaient d'une opération — à la Hollywood — entreprise avec succès par un commando de femmes nationalistes. Et le *New York Times* du 15 février remarquait, sans prétendre à l'ironie, que « dans certains milieux on avait l'impression que Tchang Kai Chek, appuyé par l'aviation américaine, pourrait bientôt marcher sur Pékin »...
2. *Washington Star*, 4 février 1953.

sentant. M. Lawrence Smith, membre de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants, affirmait de son côté que, très probablement, le général Eisenhower allait décider le blocus « la semaine prochaine ».

A ce moment, le nouveau président des Etats-Unis, qui hésitait visiblement à se prononcer à ce sujet — nous verrons plus loin pourquoi — subissait une forte pression de la part des « extrémistes » de son parti et des militaires, en particulier des représentants de la Marine. M. Short s'était référé à l'amiral Radfort, commandant en chef de la flotte américaine du Pacifique, qui venait de se prononcer, devant la commission des Services armés de la Chambre des représentants en faveur d'un blocus naval et aérien des côtes chinoises, même s'il fallait arrêter des navires russes ; ce qui, selon lui, n'aurait entraîné qu'un « faible danger de guerre avec la Russie ». Tel était, d'ailleurs, également l'avis du général Bradley, chef de l'état-major interarmes, un « modéré », d'après lequel un blocus des bases soviétiques de Dairen et de Port-Arthur en Mandchourie, serait fondé en droit international, puisque la Chine conserve la souveraineté de ces ports.

La dépêche de l'agence Reuter qui transmettait les déclarations de M. Short ajoutait : « Le parlementaire américain a enfin exprimé l'opinion que le président Eisenhower écouterait les avis de l'amiral Radfort, et que le Congrès approuverait un blocus des côtes chinoises ainsi que toutes les autres mesures demandées par le président Eisenhower *pour prendre l'offensive à travers le monde.* »

Toujours le 7 février M. le sénateur Knowland, président de la commission politique républicaine du Sénat, connu pour ses rapports étroits avec Mac Arthur, déclarait que les Etats-Unis devraient décider immédiatement le blocus de la Chine, même s'ils devaient le faire seuls. D'après une dépêche United press datée du 9 février, de Washington, dans un « programme pour la paix en Corée » remis au gouvernement américain, le sénateur Knowland proposait, entre autres : « Demander à la Russie de cesser d'apporter son appui moral et matériel aux communistes de Corée. En cas de refus, les pays membres des Nations Unies rompraient les relations diplomatiques avec la Russie. »

Le 8 février, le sénateur Taft, à l'issue d'un entretien avec le président Eisenhower, se déclarait favorable, dans l'ensemble, aux propositions du général Mac Arthur, à savoir le bombardement de la Mandchourie, l'utilisation des forces nationalistes chinoises et le blocus de la Chine. On était, en effet, en plein « macarthurisme ». Le 9 février, le sénateur Bridges, président *pro tempore* du Sénat, dans un discours prononcé à l'occasion du *Lincoln Day*, disait : « Si nous avons les armes atomiques qui peuvent être utilisées pour sauver la vie d'un Américain, je dis : utilisez-les. »

Il n'y avait donc rien d'exagéré dans une dépêche datée du 7 février, de Washington, où le correspondant de l'*United Press* soulignait que la plupart des congressmen républicains étaient favorables au blocus de la Chine, s'il s'avérait nécessaire.

* * *

Pendant ce temps, M. Foster Dulles était en Europe, réalisant le projet de voyage arrêté lors des conférences de décembre 1952, à bord du cuirassé *Helena*, entre le général Eisenhower et ses futurs ministres. Avant de quitter les Etats-Unis, le nouveau secrétaire d'Etat avait prononcé — le 27 janvier — son premier discours en tant que secrétaire d'Etat, dans lequel il adressait un avertissement solennel aux alliés atlantiques de l'Amérique, en premier lieu la France, en ce qui concernait l'armée européenne. « Si jamais — ce que je me refuse à croire — il apparaissait qu'il n'existe pas de chance de réaliser effectivement l'unité de l'Europe, disait-il, et que la France, l'Angleterre et l'Allemagne avaient décidé, chacune de son côté, *il serait nécessaire de reviser quelque peu notre politique à l'égard de l'Europe.* »

On sait l'intérêt que les Américains portent à cette question, et combien ils sont déçus de constater que l'armée européenne est restée en panne à Paris. Le secrétaire d'Etat, dans un accès de sincérité, révélait, dans ce discours, les mobiles essentiellement politiques du plan Marshall. « Sur les 40 milliards de dollars, dit-il, que nous avons envoyés à l'étranger depuis la guerre, 30 milliards sont allés en Europe.

*Cet investissement avait été effectué en partant de l'idée que l'unité pourrait y être réalisée* »[1]

Cependant, comme l'avait dit aussi M. Foster Dulles dans le même discours, « les retards apportés à la ratification du traité sur l'armée européenne » n'étaient que « l'une des raisons principales » de son voyage en Europe. Les autres « raisons principales » avaient trait à la nouvelle politique asiatique des Etats-Unis.

Le vrai but de sa visite chez les « Atlantiques » d'Europe, le secrétaire d'Etat américain l'avait défini avec toute la clarté désirée à sa descente d'avion, à Orly, le 1er février. « Je suis en France, dit-il, sur l'invitation du gouvernement français (ce qui n'était qu'un prétexte) et *à la demande* du général Eisenhower (ce qui était la vérité), *pour prendre en considération les vues du gouvernement français au moment où le président des Etats-Unis va mettre au point sa politique extérieure* »[2]. Et, au cours de son premier entretien avec M. Bidault, le secrétaire d'Etat avait fait au ministre des Affaires étrangères français un « exposé » — « exposé », cela va sans dire, sur la politique extérieure des Etats-Unis, que le président Eisenhower était en train de « mettre au point »[3].

On sait dans quel esprit cet « exposé » était fait par le visiteur américain, aussi bien à Paris qu'à Londres, et dans les autres capitales atlantiques. M. Dulles avait donné soixante-quinze jours aux gouvernements alliés pour en finir avec la ratification du traité sur l'armée européenne, sous peine de risquer des réductions sensibles de l'aide américaine. Cette période de soixante-quinze jours, aurait-il ajouté, serait critique pour l'avenir de l'Europe et pour l'attitude que les Etats-Unis adopteraient à son égard. C'était un véritable *ultimatum*.

Cette information, il est vrai, a été démentie à Washington et dans les capitales occidentales ; mais son exactitude

1. M. Dulles s'était fait accompagner par M. Stassen, directeur de l'Agence mutuelle de sécurité (le plan Marshall « militarisé »), c'est-à-dire le distributeur des crédits d'aide américaine.

2. *Le Monde*, 3 février 1953.

3. D'après M. Cyril Sulzberger (*New York Times*, 15 février), la première des « tâches » du secrétaire d'État américain était d' « expliquer aux Alliés la politique de l'Amérique en Asie », au moment où cette politique entrait « dans sa phase la plus dramatique ».

était hors de doute. D'abord, les déclarations attribuées à M. Dulles étaient conformes à l'avertissement de son discours du 27 janvier. D'autre part, il y a eu l'affirmation catégorique du chancelier Adenauer déclarant, le 5 février, au cours d'une interview radiodiffusée, après son entretien avec M. Dulles, que le secrétaire d'Etat américain lui avait dit que « les Etats-Unis abandonneraient l'Europe, en cas d'échec de la communauté de défense », et que le Congrès ne maintiendrait son aide en dollars à l'Europe que si celle-ci prouvait « par des faits très clairs », avant la fin du mois d'avril, qu'elle avait réalisé des progrès dans la voie de l'unification.

Les deux démarches de M. Dulles, celle qui se rapportait à l'armée européenne et celle qui avait trait à la nouvelle politique asiatique des Etats-Unis, en apparence sans rapport entre elles, étaient complémentaires [1]. Le discours du 27 janvier de M. Dulles servait, en quelque sorte, de prélude à l'« exposé » que le secrétaire d'Etat se proposait de faire aux gouvernements des pays alliés atlantiques, sur la nouvelle politique américaine. Et les déclarations-ultimatum faites à ses interlocuteurs européens étaient, dans le même ordre d'idées, l'accompagnement de cet « exposé ».

La décision du général Eisenhower de déneutraliser Formose et les autres mesures antichinoises qu'on discutait à Washington avaient pour les Européens une signification bien claire : elles montraient que la nouvelle administration républicaine accordait la priorité à l'Asie, ce qui entraînerait forcément le déplacement du centre de gravité de la politique américaine de l'Europe en Extrême-Orient.

D'autre part, il était évident que la nouvelle politique américaine était faite pour alarmer les alliés européens des Etats-Unis. Il était par conséquence nécessaire, pour parer à ce double inconvénient de la politique républicaine d'augmenter la pression exercée sur les « Atlantiques » pour la

1. Lors de la conférence à bord de l'*Helena*, écrivait le *New York Times* du 1er février, deux décisions ont été prises. La première était d'exercer une très forte pression sur les communistes chinois pour les forcer de mettre fin à la guerre de Corée. La seconde était de « suivre une ligne plus ferme » à l'égard des alliés européens afin de les « forcer à participer d'une façon plus étroite et plus rapide au programme de construction de la défense de l'Europe ». Et d'ajouter que ces deux décisions marquaient le « premier pas » de la nouvelle politique « dure » des États-Unis.

réalisation de l'armée européenne et l'unification de l'Europe, ne fut-ce que pour paralyser toute velléité d'opposition aux nouveaux projets américains.

D'ailleurs, en elle-même, la réalisation urgente de l'armée européenne n'était pas tellement étrangère à ces projets, comme cela pourrait sembler à première vue. En se tournant vers l'Asie, les Etats-Unis auraient tout intérêt d'en finir avec l'« intégration » de l'Europe et son organisation militaire. L'action diplomatique de l'administration républicaine, quoique développée dans des sens divergeants, convergeait vers le même but : l'Asie.

*
* *

Enfin, la façon dont une décision, aux conséquences éventuelles aussi graves, comme la déneutralisation de Formose, a été prise, indiquait que les Etats-Unis s'étaient, en quelque sorte, engagés dans un *néoisolationnisme* d'un genre spécial, qui tendait à devenir la caractéristique de leur nouvelle politique. En effet, le changement intervenu à Washington depuis l'arrivée au pouvoir des républicains se manifestait non seulement par l'application d'une politique « dynamique », mais aussi par la *manière* dont cette politique était appliquée. Les Américains semblaient avoir tout à coup oublié qu'ils étaient membres des Nations Unies et d'une certaine alliance atlantique. Ils jetaient par-dessus bord cette politique d'« entente », de « collaboration » et de « sécurité collective », au nom de laquelle ils réclamaient à leurs alliés de faire le sacrifice d'une large partie de leur souveraineté nationale pour réaliser l'union européenne, et agissaient unilatéralement, comme s'ils étaient seuls, comme s'ils n'avaient pas d'obligations d'alliés et de membres de l'O. N. U. Les gouvernements de Londres et de Paris ont seulement été « informés » de la décision du président Eisenhower ; ils n'ont pas été « consultés ». Ce qui est d'autant plus étonnant, en ce qui concerne en particulier le gouvernement britannique, étant donné que l'Angleterre entretient des relations diplomatiques avec la Chine communiste et a cessé de reconnaître le gouvernement de Tchang Kaï Chek.

Le « néoisolationnisme » républicain avait déjà toute prête sa doctrine, que M. James Burnham avait résumée en

ces termes d'une parfaite clarté : « *Le leader d'une coalition* doit être prêt à accueillir tout allié, mais *ne doit dépendre d'aucun.*[1] » Un « exalté », dira-t-on, qu'on aurait tort de prendre au sérieux. Mais M. Burnham n'est pas le premier venu. Quoique dépourvu de toute fonction officielle, ce transfuge du communisme exerce une influence considérable aux Etats-Unis en tant que doctrinaire de l'anticommunisme intégral. Il est aussi le principal inspirateur de la doctrine du « refoulement » du communisme derrière les frontières de l'U. R. S. S., et de la « libération » des peuples soumis à l' « esclavage » soviétique, doctrine qui est à la base du programme de politique extérieure du parti républicain et de l'administration Eisenhower.

La tendance « néoisolationniste » perçait à travers le message du 2 février du président Eisenhower au Congrès. En définissant les « principes immuables » qui devaient gouverner la nouvelle politique étrangère des Etats-Unis. le président avait à nouveau complètement oublié et les alliés de l'Amérique et l'O. N. U. Cette politique devait être simplement « le résultat d'une collaboration de tous les instants entre l'exécutif et le législatif, et inspirée par un esprit bipartisan sincère ».

Sans doute, le général Eisenhower avait-il aussi parlé de la « sécurité mutuelle » qui, disait-il, sous-entendait « une collaboration effective ». Mais il s'empressa d'ajouter aussitôt après que, en ce qui concernait les Etats-Unis, cela signifiait que, « par pur bon sens » et dans leur « propre intérêt national », les Etats-Unis *aideraient* les autres nations dans la mesure où celles-ci feraient « des efforts honnêtes pour supporter toute leur part du fardeau commun ». Ce qui revient à dire que, dans sa pensée, il s'agissait d'une « collaboration » — si l'on peut dire — *à sens unique*, à laquelle les Américains participaient en tant que puissance *protectrice*. L' « aide », elle-même, apportée à leurs « collaborateurs »-protégés devait servir uniquement à leur imposer une politique conforme aux intérêts américains.

M. Foster Dulles l'avait dit avec « franchise » — pour ne pas dire avec cynisme — dans son discours du 27 janvier, où il « révélait » que c'était pour amener les Occidentaux

1. Dans l'édition magazine du *New York Times*, du 8 février 1953.

à réaliser l'unification de l'Europe, que l'Amérique avait dépensé 30 milliards de dollars. Le président Eisenhower le répétait sous une forme plus nuancée. « Notre politique — dit-il dans le chapitre de son message consacré à l'Europe — sera conçue de façon à favoriser la réalisation de l'unité de l'Europe occidentale. » Et cela parce que, ajoutera-t-il plus loin, « la politique de la sécurité » — entendons-nous bien : de la sécurité américaine — « *exige* entre les nations européennes une collaboration encore plus étroite que celle qui a été réalisée jusqu'à présent. »

*
* *

Si la majorité des démocrates et les gens sensés dans le parti républicain manifestaient leur inquiétude, considérant que les mesures déjà prises et celles envisagées contre la Chine pouvaient conduire à une nouvelle guerre mondiale [1] (« est-ce le premier pas vers une guerre totale ? » demandait, le 7 février, au Sénat, le sénateur démocrate Sparkman, qui fut candidat à la vice-présidence), le sénateur Taft répliquait [2], exprimant le sentiment de l'administration républicaine, du Congrès, du Pentagone et d'une large partie de l'opinion publique américaine : *Nous sommes déjà en guerre avec les communistes chinois.*

## III

Les choses en étaient là lorsque la nouvelle politique asiatique américaine, après le début spectaculaire d'une offensive qui s'annonçait triomphale, marqua subitement un *temps d'arrêt.* Tout à coup, on affirmait dans les milieux officiels de Washington que le blocus de la Chine n'était pas envisagé « pour le moment », et que le gouvernement américain n'avait pas encore pris des décisions concernant « les stades ultérieurs » de la remise en action de sa politique en Extrême-

1. M. Hanson Baldwin, qui n'a pas froid aux yeux quand il traite des problèmes stratégiques des États-Unis, posait cette terrible question dans le *New York Times* du 1er février : « Où s'arrêterait-il ce processus? » Et l'éditorialiste du même journal remarquait que le « risque principal » d'une telle politique était « naturellement » l'extension de la guerre.
2. Dans ses déclarations du 8 février citées plus haut.

Orient. Après avoir crié sur les toits que la déneutralisation de Formose n'était qu'un « premier pas », on en restait à cette formule, qui apparaissait à présent, elle aussi, comme purement verbale, et l'on se contentait de l'exploitation du « succès psychologique » déjà obtenu. Bref, ceux qui, selon M. Joseph Alsop, prévoyaient « une politique aventureuse en Extrême-Orient »[1], s'étaient vus démentis dans leurs prédictions.

Ce *revirement* subit était d'autant plus extraordinaire que rien ne le laissait prévoir. L'accueil fait, au Congrès et dans la presse américaine, à la première initiative du général Eisenhower concernant Formose, était tel que le président pouvait être assuré de leur soutien sans réserves s'il poussait plus loin dans l'application de ses « plans » en Extrême-Orient. Le Congrès, en particulier, serait prêt à approuver toute nouvelle mesure de fermeté à l'égard de la Chine, pour « sortir de l'impasse » la guerre de Corée.

Le temps d'arrêt que marquait l'offensive diplomatique de l'administration républicaine ne pouvait donc pas s'expliquer par des raisons d'ordre intérieur. Pour en trouver une explication valable, il fallait la chercher ailleurs : *à l'étranger*. On assistait, en fait, à la répétition du même phénomène enregistré lors du limogeage de Mac Arthur. Des décisions d'une portée exceptionnelle du gouvernement américain, décisions qui renversaient le cours d'une politique bien définie et poursuivie avec fermeté, étaient *prises sous l'effet de la réaction que cette politique avait provoquée chez les alliés des Etats-Unis.*

Cette réaction était telle que les Américains ont dû reconnaître qu'ils devaient compter avec une vive résistance de leurs alliés à leurs nouveaux projets asiatiques. L'attitude des puissances occidentales était le grand sujet de discussions dans la presse outre-Atlantique. « Malgré les assurances de l'administration — remarquait le *New York Times* du 15 février — les nations libres étaient troublées par le ton de fermeté de sa politique en Extrême-Orient. » L'United Press mandait, le 2 février, de Washington : « Un blocus naval que certains observateurs considèrent comme un risque de guerre, aurait suscité de vives protestations de la part

1. *New-York Herald Tribune*, 8 février 1953.

de la Grande-Bretagne et des autres membres des Nations Unies. » Et le sénateur Taft, dans ses déclarations du 8 février déjà citées — déclarations, rappelons-le, faites à l'issue d'une conférence tenue à la Maison Blanche entre le président et les leaders du Congrès — disait, parlant du blocus de la Chine, que, quoiqu'il fût personnellement favorable à cette mesure, il ne se faisait aucune illusion sur les difficultés que rencontrerait sa mise au point avec les pays alliés.

*
* *

La réaction des alliés de l'Amérique s'était manifestée très vivement dès les premiers signes du changement de sa politique asiatique. Et, comme dans le cas de Mac Arthur, elle fut particulièrement violente en Angleterre. « Les officiels britanniques ont exprimé leurs appréhensions non seulement en ce qui concerne le pas de Formose, mais aussi les autres pas qui pourraient suivre », notait le *New York Times* du 1er février. Et James Reston, après avoir rappelé que le général Eisenhower avait annoncé que sa politique n'était pas seulement de « contenir » l'expansion du communisme, mais de « libérer » les nations qui sont encore sous l'« esclavage » du Kremlin, remarquait que cette politique de « libération » avait provoqué « la plus grande opposition dans la coalition atlantique [1]. L'Angleterre et la France, ajoutait le correspondant diplomatique du *New York Times*, suspectant les Etats-Unis d'avoir comme objectif non point de faire la paix avec la Chine, mais de la détruire, c'est-à-dire « libérer » le peuple chinois réduit à l'esclavage ; par conséquent, ils ne sont nullement disposés à « marcher ».

On a appris par les déclarations de M. Eden aux Communes (3 février 1953) que, lorsque M. Churchill fut informé pour la première fois le 6 janvier, des intentions du président Eisenhower concernant Formose, il avait immédiatement élevé de sérieuses objections. Il semble même que le premier ministre britannique avait précipité son voyage aux Etats-Unis pour faire part aux Américains de ces objections et des craintes du gouvernement de Sa Majesté. Des notes étaient remises à ce sujet, selon M. Eden, par le Foreign

1. *New York Times*, 15 février 1953.

Office, au premier ministre, et ces documents soulevaient l'aspect inquiétant du projet américain [1]. On sait également, par les mêmes déclarations de M. Eden, que l'ambassadeur britannique à Washington avait demandé, le 28 janvier, au département d'Etat, que Londres soit consulté avant toute décision. Si le gouvernement britannique avait alors gardé le silence, c'était, toujours selon M. Eden, parce qu'il avait conservé l'espoir que le gouvernement américain s'abstiendrait de toute action unilatérale. C'est pourquoi son opposition se manifesta avec d'autant plus de vigueur par la suite, lorsqu'il se trouva placé devant le fait accompli.

Comme en décembre 1951, lorsque M. Attlee s'était rendu à Washington pour empêcher le président Truman d'appliquer le « plan Mac Arthur » en Corée, et en avril 1952, lorsqu'une nouvelle intervention des alliés de l'Amérique avait sauvé la paix en provoquant le limogeage de Mac Arthur, les Anglais tenaient tête aux Américains, dans la conviction que c'était le seul moyen pour les *freiner*. Ils ont depuis longtemps compris ce fait élémentaire et capital : *que l'Amérique ne peut rien sans ses alliés ;* qu'en dépit des apparences — et de l'aide américaine — *ce sont eux qui la tiennent*. Le 27 novembre 1952, M. Eden, retour des Etats-Unis — où il s'était pourtant rendu pour traiter de questions économiques vitales pour l'Angleterre — déclarait, au cours d'un dîner de la Société américaine de Londres : « Les Etats-Unis ne désirent pas un allié qui dise constamment *amen ;* mais s'ils le désiraient, la Grande-Bretagne n'accepterait jamais de jouer un tel rôle. » Et le secrétaire au Foreign Office avait conclu : « *Ils (les Etats-Unis) ont besoin de nous comme nous avons besoin d'eux.* »

Si le président Eisenhower avait annoncé « à dessein » sa décision concernant Formose, au moment où son secrétaire d'Etat commençait sa tournée en Europe, « afin que les pays européens sachent à quoi s'en tenir », ainsi que l'affirmait le représentant républicain John Vorys, membre de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des

1. Le premier ministre britannique avait gardé le silence sur ses entretiens avec les dirigeants américains. Il n'en assura pas moins les Communes (2 février), pressé par les questions des travaillistes, qu'il n'avait « officiellement ou officieusement » souscrit aucun engagement à New-York au nom de la Grande-Bretagne.

représentants[1], il avait manqué son but. A Paris, M. Foster Dulles a dû être quelque peu surpris d'entendre le ministre des Affaires étrangères français lui faire remarquer, sur un ton ferme, à propos de l'Extrême-Orient, que « des gestes précipités inconsidérés pouvaient entraîner une menace d'intervention chinoise en Indochine » et que, de ce fait, une initiative américaine « *ne serait pas acceptable ni acceptée sans consultation et même accord préalable* »[2].

Langage étonnant, puisqu'il montrait que les alliés atlantiques de l'Amérique se préoccupaient beaucoup plus de la politique « dynamique » de sa nouvelle administration et des dangers qui pourraient en résulter pour la paix, que de la « menace soviétique », et cela au moment où la diplomatie américaine redoublait d'efforts pour en finir avec la « Communauté européenne de défense ».

A Londres, M. Dulles avait trouvé une atmosphère plus tendue encore. Le mot d'ordre de la presse, à propos de Formose, était que toute action des Etats-Unis concernant cette île serait préjudiciable aux relations anglo-américaines. « Le coup d'Eisenhower alarme l'Angleterre », disait une énorme manchette, en première page, du *Daily Express*[3].

En guise de réception du secrétaire d'Etat américain, le gouvernement britannique avait provoqué un grand débat de politique étrangère aux Communes, juste le jour (3 février) où M. Dulles arrivait à Londres. Débat qui donna l'occasion à M. Eden de proclamer sans ambages, au nom du gouvernement : « De graves divergences de vue continue à séparer la diplomatie britannique de la diplomatie américaine sur la question de Formose ». Et d'ajouter que le gouvernement britannique, qui a été « informé » à l'avance de la décision du président Eisenhower, mais non « consulté », avait exprimé immédiatement au département d'Etat les « inquié-

1. « Il va y avoir des pleurs et des grincements de dents en Europe, à propos de cette décision (Formose) », avait dit encore dans ses déclarations M. Vorys.

2. D'après l'exposé fait par M. Bidault, le 18 février 1953 à la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

3. L'hebdomadaire protravailliste *Sunday Pictorial* (tirage cinq millions d'exemplaires), écrivait le 8 février dans une « Lettre ouverte à Ike » : « Les dix-neuf premiers jours de présidence du général Eisenhower ont été désastreux. Ils ont provoqué une crise entre les États-Unis et l'Angleterre, aggravé le danger d'une troisième guerre mondiale et aliéné aux démocraties occidentales les sympathies de millions d'Asiatiques. »

tudes » que lui inspirait cette décision, susceptible, à ses yeux, d'entraîner « de regrettables conséquences politiques, qui ne sauraient compenser des avantages militaires appréciables ».

Les entretiens Eden-Dulles qui, selon le programme du secrétaire d'Etat américain, devaient surtout porter sur le problème de l'armée européenne, ont été dominés par les initiatives du président Eisenhower en Extrême-Orient. La presse britannique était unanime à souligner que les inquiétudes de Londres, au sujet de la déneutralisation de Formose, avaient été exprimées avec force par le secrétaire au Foreign Office. Et les propos tenus à cette occasion par M. Dulles ont dû être tels que M. Eden put affirmer, le 5 février, aux Communes, que le gouvernement britannique était maintenant convaincu que la phrase du président Eisenhower : « Cet ordre au sujet de Formose n'implique aucune intention agressive de notre part », définissait avec netteté la position américaine.

Le gouvernement britannique se sentait d'ailleurs fort de l'appui de l'opposition travailliste qui avait pris position contre toute participation de l'Angleterre à un conflit avec la Chine et aussi de l'attitude des Dominions et des Nations Unies, des nations asiatiques et des pays participant à la guerre de Corée. D'après une dépêche United Press datée du 2 février, les représentants à l'O. N. U. des seize pays ayant des forces en Corée, avaient « franchement admis que leurs gouvernements seraient considérablement inquiets si le président Eisenhower avait l'intention d'exercer un blocus des côtes chinoises ».

*
* *

Les Anglais étaient d'autant plus inquiets des projets de l'administration républicaine qu'ils devinaient sans peine où les nouveaux hommes à Washington voulaient en venir. Pour eux, il ne faisait pas de doute que la rentrée en scène de Tchang Kaï Chek signifiait la reprise de la guerre civile en Chine ; autant dire la guerre contre la Chine, avec l'intervention active des Etats-Unis. Ils se rendaient parfaitement compte que toute action plus ou moins sérieuse des nationalistes sur le continent chinois n'aurait d'autre sens que d'y entraîner les Américains — même s'il fallait prendre

à la lettre l'affirmation du président Eisenhower que son ordre au sujet de Formose n'impliquait aucune intention agressive de la part de l'Amérique.

Qu'adviendrait-il le jour où les nationalistes auraient lancé une offensive sur le continent chinois et se seraient trouvés en difficulté ? Les Américains — leurs alliés — les laisseraient-ils périr ? [1] Ce qui revient à dire que Tchang Kaï Chek aurait beau jeu ; il appartiendrait à lui de déterminer le cours des événements. Il n'aurait qu'à se lancer dans une aventure militaire sur le continent chinois, précisément dans la certitude de son échec, pour provoquer une intervention américaine.

Telle était la redoutable éventualité qui effrayait les Anglais. « On peut craindre — écrivait le conservateur *Daily Telegraph* — que les nationalistes chinois n'entraînent les Américains et d'autres pays dans une situation dangereuse. qui serait exactement à l'opposé des intentions du général Eisenhower. » Et le libéral *News Chronicle* soulignait de son côté « le danger d'assister à la tentative délibérée de la part de Tchang Kaï Chek ou des Etats-Unis d'ouvrir un nouveau front en Chine ». Les Anglais n'oubliaient pas que le chef des nationalistes chinois mise sur la carte de la guerre — une nouvelle guerre mondiale. Le jour même où le général Eisenhower annonçait au Congrès qu'il avait donné l'ordre de « déneutraliser » Formose, Tchang Kaï Chek avait fait une déclaration à Taïpeh où, tout en se félicitant de cet heureux événement, il rappelait que son « plan pour combattre le communisme et reconquérir la Chine constituait nécessairement un chaînon important du plan général du monde libre pour combattre l'agression communiste à l'échelon mondial.

Les Anglais voyaient si bien dans le jeu de Washington qu'ils ne prêtaient aucune foi au désir affiché par les Américains de sortir à tout prix de l'« impasse de Corée ». Pour

1. Cette question a été posée le 5 février aux Communes par M. Morrison, ancien ministre des Affaires étrangères travailliste. Elle préoccupait d'ailleurs les gens sensés en Amérique. L'ancien président de la Chambre des représentants, le démocrate Sam Rayburn, tout en trouvant « très intéressante » la décision du président Eisenhower concernant Formose, se demandait : « Si les nationalistes chinois débarquaient en Chine communiste et étaient repoussés, qu'est-ce que nous ferions? »

eux, il s'agissait là d'un simple prétexte, bien choisi d'ailleurs, vu l'impopularité de la guerre de Corée aux Etats-Unis, pour justifier les mesures envisagées contre la Chine, dans le cadre de la nouvelle politique américaine. Leur méfiance s'était déjà manifestée lors du voyage du général Eisenhower en Corée. Le gouvernement britannique eut alors l'idée de faire accompagner le président-élu par le ministre de la Défense anglais, lord Alexander. Et cette idée n'a été abandonnée que lorsque M. Churchill eut gagné la conviction que l'Angleterre serait, de toute façon, « consultée » par Washington avant tout changement de la politique américaine.

La même méfiance s'exprimait par la manière dont les Anglais essayaient de prendre les Américains au mot. Si, disaient-ils. votre unique souci est de terminer la guerre de Corée et de retirer vos soldats, alors il n'y aurait qu'à faire un effort militaire, limité et local, pour pousser la ligne du front jusqu'à la ligne la plus courte qui traverse la péninsule : Pyongyang-Wonsan, ce qui réduirait le front actuel d'un tiers et le ramènerait à 150 kilomètres, s'y installer solidement et entreprendre sur une grande échelle l'équipement de l'armée sud-coréenne ; ce qui serait conforme à la nouvelle stratégie préconisée par le général Eisenhower : « laisser les Asiatiques combattre les Asiatiques. »

Ce « plan » a été développé par lord Alexander lui-même, à un groupe de journalistes américains. Et le ministre de la Défense britannique désignait une telle opération comme « la seule issue militaire possible à l'impasse de Corée » [1].

***

Mais ce fut surtout la perspective du blocus des côtes chinoises qui alerta les Anglais. Cette question a également été abordée au cours des entretiens Eden-Dulles à Londres. Dans quel sens ? « Nous avons fait savoir — a dit M. Eden, le 5 février, aux Communes — que le gouvernement anglais considère que ce serait une erreur de procéder au blocus de la Chine... » A la séance du 3 février du Parlement, le secrétaire au Foreign Office avait lancé cet avertissement : « Toute atteinte des autorités nationalistes de Formose à la

1. Associated Press, 20 février 1953.

liberté des mers se heurterait immédiatement à la marine britannique. Les bâtiments de commerce anglais seraient protégés si le besoin s'en faisait sentir. »

C'est en pensant au blocus que M. Eden déclarait, au cours de la séance du 5 février aux Communes, qu'il était convaincu que « l'incident de Formose » permettrait d'instituer, entre Londres et Washington, une coopération assez étroite pour rendre impossible à l'avenir l'annonce de décisions « de nature à entraîner des conséquences importantes sur le plan international » sans consultation préalable.

Ces avertissements étaient répétés tous les jours, avec une insistance caractéristique. Le général Bradley, ayant déclaré, le 9 février, à Washington, devant une commission sénatoriale, qu'un bâtiment de commerce anglais transportant une cargaison d'acier à destination de la Chine, avait été arraisonné par les autorités nationalistes de Formose, sans que ce fait suscitât de protestations britanniques. un porte-parole du Foreign Office répliqua immédiatement, le jour même, que la Grande-Bretagne s'opposerait fermement à toute proposition visant à établir un blocus des côtes chinoises. Et il ajouta : « Nous estimons que nous devrions être informés avant qu'une décision de cette sorte soit prise, et je crois que nous le serons. »

Le 10 février, le sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office, lord Reading, affirmait, à la Chambre des lords, que le gouvernement britannique avait pris déjà toutes les mesures appropriées pour assurer la protection des intérêts anglais, chaque fois que l'occasion s'y présenterait. Le 11 février, le Foreign Office annonçait que le gouvernement britannique avait donné au consul de Grande-Bretagne à Formose des instructions permanentes en vue de protester auprès des autorités nationalistes contre toute entrave qu'apporterait à la liberté de circulation des navires britanniques et du Commonwealth dans les eaux chinoises la marine nationaliste. Et la dépêche Reuter qui transmettait cette nouvelle ajoutait que le gouvernement américain avait été informé de l'attitude britannique à cet égard.

Après le précédent de Formose, les Anglais semblaient être bien décidés à empêcher la répétition de tels « incidents ». L'idée du gouvernement britannique, idée esquissée

déjà par M. Eden dans son discours du 5 février aux Communes, était de mettre au point un mécanisme de consultation permanent comprenant les Etats-Unis, l'Angleterre et la France. M. Eden avait entretenu M. Dulles, lors de leurs conversations à Londres, de ce projet ; et il a été entendu de laisser l'initiative d'une première consultation à trois au gouvernement de Washington. Au cas, seulement, où ce gouvernement y manquerait, il pourrait être demandé à sir Roger Makins, ambassadeur de Grande-Bretagne à Washington, de réexposer officiellement au département d'Etat les vues de Londres à ce sujet [1].

Dans la pensée des Anglais, ainsi que cela résultait d'une dépêche de Washington du correspondant du *Times* (9 février), ce projet était la réplique britannique à la démarche de M. Foster Dulles exposant la nouvelle politique asiatique des Etats-Unis. Puisque les Américains entendaient mener cette politique au nom de leurs alliés, ils devaient aussi consulter ces derniers avant de se lancer dans une aventure asiatique. Ce serait là un moyen sûr et efficace de les freiner, sans avoir recours aux avertissements spectaculaires, qui ne pouvaient que nuire à l'unité et au prestige de l'alliance atlantique.

*
* *

C'est ainsi qu'on assista à ce phénomène curieux, mais combien symptomatique : M. Dulles — l'homme à l'ultimatum — venu en Europe pour « exposer », sinon pour imposer, la « nouvelle politique » américaine, se trouva *acculé à la défensive.* A ses interlocuteurs atlantiques, il dut donner des « explications », des assurances et des promesses pour calmer leur appréhension. Au cours de ses conversations avec M. Bidault, notamment, le secrétaire d'Etat américain avait « minimisé » la portée de la décision de Formose, simple conséquence de la campagne électorale, dit-il, dans laquelle on ne devait pas voir les prémices d'une aventure [2]. A Londres, M. Dulles aurait indiqué aussi que, aux yeux de l'administration républicaine, un blocus des côtes de la

1. Associated Press, 9 février 1953.
2. D'après l'exposé de M. Bidault à la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale (*Le Monde*, 20 février 1953).

Chine serait tout aussi « ineffectif » que pour M. Truman [1].

Mieux : l'« homme fort » du département d'Etat n'était pas rentré aux Etats-Unis comme un triomphateur ayant rempli avec succès sa « mission ». Son premier souci a été de *mettre en garde* son gouvernement, le Congrès, le Pentagone et l'opinion publique contre les conséquences de la nouvelle politique américaine par rapport à l'unité de l'alliance atlantique.

Les Etats-Unis devaient, en effet, faire face en Europe à une situation aussi étrange qu'inattendue. Le voyage de M. Foster Dulles, à Paris et à Londres, avait été suivi de près par une visite du président du Conseil et du ministre des Affaires étrangères français dans la capitale britannique, visite provoquée par les Anglais. L'Angleterre tenait à « harmoniser » les points de vue anglais et français sur les problèmes soulevés par la nouvelle politique asiatique de l'Amérique, et à présenter à Washington une sorte de « front commun franco-anglais » [2]. Cette politique avait tenu une bonne place dans les entretiens entre MM. Mayer et Bidault, et MM. Churchill et Eden, ce qui ressortait du communiqué officiel publié à Londres le 13 février, à l'issue de ces entretiens. A côté des phrases rituelles, ce document soulignait que « l'accord le plus complet (s'était) manifesté sur *le rôle essentiel que le Royaume-Uni et la France ont à jouer dans l'organisation et la défense du monde libre* ». Ce qui, selon la juste remarque de l'éditorialiste du *Monde*, était, sous une forme discrète, « un avertissement destiné à mettre les Américains en garde contre la tentation des gestes unilatéraux ».

C'est dans le même ordre d'idées — autre paradoxe qui en dit long — que ce fut le voyage de M. Foster Dulles en Europe qui a donné le signal du revirement américain. Le plus clair des résultats de ce voyage [3] a été la constatation que les alliés des Etats-Unis s'opposaient vigoureusement et résolument à la nouvelle politique de Washington. Et c'était cette constatation qu'il transmit aux Américains à son retour aux Etats-Unis.

1. *Le Monde*, 6 février 1953. Dépêche de Londres.
2. *Le Monde*, 16 février 1953.
3. Les avertissements et les menaces de M. Dulles concernant l'armée européenne étaient restés sans effet.

A la commission des Affaires étrangères du Sénat, tout d'abord, devant laquelle il se présenta dès sa rentrée, le 10 février, il parla de l'Europe et de l'armée européenne, mais en insistant sur les réactions des alliés des Etats-Unis. Selon le sénateur Wiley, membre de la commission, le secrétaire d'Etat avait parlé de Formose par rapport à son voyage en Europe. Et à en croire deux autres membres de la même commission, les sénateurs Smith et Fulbright, M. Dulles pensait *avoir donné satisfaction aux hommes d'Etat européens quant aux intentions des Etats-Unis en Extrême-Orient*, ce qui est tout dire.

Il a été divulgué, d'autre part, qu'au cours de ses déclarations devant ladite commission, M. Foster Dulles avait donné cette double affirmation :

*a*) Aucun blocus de la Chine n'était encore envisagé ;

*b*) Il n'était pas question d'employer la bombe atomique en Corée, ni de bombarder les lignes ferroviaires de Mandchourie.

Tout en soulignant que le président Eisenhower n'était pas allé au delà des ordres donnés à la VII^e flotte américaine du Pacifique concernant la « déneutralisation » de Formose [1]

On avait l'impression que le secrétaire d'Etat définissait la *nouvelle attitude* du gouvernement américain *à la suite* des réactions des Européens aux projets asiatiques de l'administration républicaine.

*
* *

Le gouvernement américain *battait en retraite*. Situation bien gênante et embarrassante pour un gouvernement qui avait fait tant de bruit avec sa politique « dynamique », après avoir reproché à l'administration démocrate de n'avoir rien fait pour sortir la guerre de Corée de l'impasse. Pour *sauver la face*, on se rappela tout à coup l'O.N.U., où une vive opposition s'était pourtant également manifestée contre les nouveaux projets de Washington, surtout parmi les Asiatiques. On estimait à présent qu'il serait préférable

1. Cette assurance était également donnée par le département d'État aux représentants diplomatiques à Washington des nations participant à la guerre de Corée.

que le blocus de la Chine fût décidé *collectivement* par les Nations Unies, qu'unilatéralement par l'Amérique.

On mettait à présent l'accent sur les mots « collectif » et « commun », qui étaient disparus du vocabulaire des républicains depuis leur victoire électorale. Et, pour couvrir le recul, on se flattait d'avoir fait échec aux Russes en revenant sur la méthode de l' « action collective ». Cette « nouvelle orientation » serait l'effet d'un « mouvement » visant à « empêcher toute manœuvre du Kremlin tendant à diviser les Alliés ». Ce qui n'était d'ailleurs que l'aveu pur et simple du fait que — comme dans le cas du limogeage de Mac-Arthur — les Américains avaient reculé *pour sauver l'unité atlantique*[1].

Le 11 février, les deux grandes agences américaines, Associated Press et United Press, mandaient de Washington que le Conseil national de sécurité devait se réunir ce jour-là à la Maison Blanche, pour discuter une « *solution de remplacement* » — « remplacement » par rapport aux mesures envisagées par le gouvernement américain pour faire « pression » sur la Chine. « Des sondages diplomatiques — disaient les dépêches des agences — auraient permis de *constater en effet que, si un blocus maritime de la Chine était décidé, les Etats-Unis ne pourraient compter que sur eux-mêmes pour l'assurer.* »

On ne saurait mieux dire pour expliquer les raisons pourquoi, à Washington, on cherchait une « solution de remplacement », autant dire on abandonnait — ne fut-ce que provisoirement — les solutions qu'on envisageait jusqu'alors dans l'euphorie du triomphe électoral du général Eisenhower. Comme en avril 1951, les hommes responsables, en Amérique, étaient *effrayés à la pensée qu'elle pouvait être restée seule* et mettaient sagement la sourdine à leurs projets asiatiques.

« Le président Eisenhower — disait, le 7 février, le sénateur républicain dissident Morse — devrait réunir les prin-

1. Il est curieux de constater qu'une étrange complicité, quelque chose comme un jeu combiné entre Moscou et les capitales occidentales tient en respect les Américains. Dans leurs efforts de résistance, à la formidable pression qu'ils subissent de la part de leur puissant allié outre-Atlantique, les Européens trouvent un appui considérable et précieux dans la « manœuvre » russe visant à les séparer des États-Unis. En poussant trop loin leur jeu, les Américains risquent de « faire le jeu du Kremlin ». Et cette pensée est — et sera toujours pour eux — le commencement de la sagesse...

cipaux ministres alliés pour chercher en commun une politique en Asie. Autrement, nous pourrions nous retrouver seuls, et seuls, nous sommes plus menacés d'une guerre avec l'U. R. S. S. » Et le lendemain de la réunion du Conseil national de sécurité, un journal modéré de Washington, l'*Evening Star*, écrivait : « Il existe entre les Etats-Unis et leurs alliés des tensions qui pourraient s'aggraver, à moins que tous les intéressés ne fassent un effort pour *éviter tout malentendu* au sujet de Formose, d'un blocus de la Chine et d'autres mesures destinées à sortir de l'impasse coréenne. »

C'était pour éviter ces « malentendus » que le gouvernement américain faisait, de sa part, les « efforts » indiqués, en s'abstenant tout simplement de toute nouvelle « initiative » en Asie. Car, reconnaissait le *New York Times* du 9 février — et c'est là le *fait capital* sur lequel on n'insistera jamais assez — « *les Etats-Unis ne peuvent pas marcher seuls, comme l'Angleterre au* XIX^e^ *siècle.* »

***

C'est dans ces circonstances que l'Amérique se trouva une fois de plus, divisée et hésitante, au moment même où l'unanimité était faite au sein du parti au pouvoir, sur une politique « dynamique » et « activiste » en Asie, et alors que cette politique était déjà — « officiellement » — mise en marche. Et ce fut le président Eisenhower et son principal collaborateur, le secrétaire d'Etat Foster Dulles, qui ont dû — sous la pression de la nouvelle « révolte des Marshalliens » provoquée par cette politique — prendre position contre ceux qui, en somme, ne faisaient que la suivre, pour rafraîchir leur ardeur et les freiner.

Telle était la profonde signification du discours que M. Dulles fit le 12 février, à la radio, pour rendre compte à la nation américaine de son voyage en Europe. Dans ce discours, le secrétaire d'Etat avait soigneusement évité de faire la moindre allusion aux problèmes de l'Asie ; mais il ne pensait qu'à eux, même quand il parlait de l'Europe qui, en apparence, était l'unique sujet de son discours.

S'il insistait particulièrement sur l'importance que revêt, pour la sécurité des Etats-Unis, l'unification de l'Europe

occidentale, ce n'était point pour reprendre ses avertissements aux Européens sur la nécessité de faire leur unité et réaliser l'armée européenne, ainsi qu'il l'avait fait avec brutalité dans son discours du 27 janvier. Ce n'était pas non plus pour répéter la menace que les Etats-Unis « repenseraient » leur politique étrangère, si le traité d'armée européenne n'était pas ratifié. C'était, au contraire, pour bien faire comprendre aux Américains qu'il n'existe pas de « *politique de rechange* » à celle que les Etats-Unis mènent à l'égard de l'Europe. (Cela, alors que le Conseil national de sécurité venait de discuter une « solution de remplacement » pour les problèmes asiatiques, c'est-à-dire une « politique de rechange » à la nouvelle politique américaine en Extrême-Orient.)

Constatation d'importance primordiale, car elle constituait la justification de la nouvelle attitude adoptée par le gouvernement américain — son recul — en présence des réactions des alliés de l'Amérique à ses projets asiatiques; et aussi une explication des raisons pour lesquelles il fallait tenir compte de ces réactions et ménager les alliés européens.

En effet, le secrétaire d'Etat avait averti son vaste auditoire que, dans les six capitales qu'il avait visitées, il avait constaté une certaine crainte que les Etats-Unis ne soient pas qualifiés pour fournir au monde « la direction dont il a besoin dans cette période critique ». « On reconnaît notre puissance matérielle — a dit encore M. Dulles — mais on met en doute notre sagesse à l'utiliser au mieux. »

Et lorsqu'il assura ses auditeurs que les conversations qu'il eut en Europe avaient dissipé en grande partie ces appréhensions, tout au moins en ce qui concernait les milieux officiels, cela voulait dire qu'il avait donné toutes les explications nécessaires pour apaiser ces appréhensions ; autant dire qu'en présence des craintes et des critiques exprimées par ses interlocuteurs européens, il avait *renié* la nouvelle politique de l'administration républicaine — sa propre politique.

C'est sous l'impression de ce qu'il avait entendu en Europe qu'il adressa, en conclusion, aux Américains, cet appel au calme : « Il est important de nous rappeler que nous portons une énorme responsabilité. Le moindre faux pas *pourrait*

*signifier le désastre pour nous et pour nos amis* (...) Aussi devons-nous faire preuve de sang-froid et de retenue dans la conduite de nos affaires. »

Les Américains devaient surtout ne pas oublier — et le secrétaire d'Etat tint à le leur rappeler — l'importance de l'Europe dans un conflit éventuel.

Le lendemain, M. Dulles faisait un exposé devant la commission sénatoriale des Affaires étrangères pour affirmer que l'administration républicaine n'envisageait aucune mesure tendant à l'imposition d'un blocus des côtes chinoises, et qu'avant de prendre, en Extrême-Orient, des initiatives dépassant le cadre de l'ordre donné par le président Eisenhower au sujet de Formose, le Congrès *et les Alliés* seraient consultés [1].

Trois jours plus tard, le général Eisenhower réunissait, à la Maison Blanche, les leaders du Congrès pour leur tenir un langage analogue — langage dont la nouveauté devait choquer quelque peu les congressmen. Le 17 février, parlant aux journalistes, au cours de sa première conférence de presse, le président affirmait que la question du blocus de la Chine était à l'étude dans divers services gouvernementaux, mais qu'elle ne lui avait pas encore été soumise « officiellement »[2] — pour ne pas dire qu'elle était pratiquement remise aux calendes grecques. Du bombardement de la Mandchourie, de l'emploi de la bombe atomique et même des opérations des nationalistes de Formose contre le continent chinois, il n'était plus question. Et la résolution concernant la dénonciation des accords de Yalta, soumise le 20 février au Congrès, était rédigée sous une forme tellement « modérée » qu'elle avait déçu tout le monde.

Désormais, la politique américaine semblait s'engager dans la voie de la sagesse et de la modération — le *middle way* — qui n'était plus celle du « dynamisme » et de « l'acti-

1. Associated Press, 13 février 1953.

2. M. Raymond Aron cite cette déclaration du général Eisenhower pour montrer que rien n'a changé aux États-Unis après l'arrivée des Républicains au pouvoir. « Il a fallu, écrit-il, que le général Eisenhower lui-même déclare que le problème du blocus ne lui avait pas encore été soumis, pour mettre fin provisoirement à rumeurs. »

M. Aron fait tout simplement abstraction de ce qui s'est passé aux États-Unis et chez leurs alliés entre le voyage du général Eisenhower en Corée et la visite de M. Foster Dulles en Europe.

visme ». Le président Eisenhower — tel son prédécesseur accusé de « tiédeur », d'« indécision » et de « faiblesse », parce que trop enclin à tenir compte des réactions des alliés de l'Amérique — faisait figure de héros, intervenant de tout le poids de son prestige et de son autorité pour tenir tête aux « exaltés » et aux « ultras », et faisant de louables efforts pour « reprendre en main » le Congrès et l'opinion, emportés par le nationalisme américain déchaîné.

Son grand mérite — et l'explication de son attitude « sage et réfléchie » — serait d'avoir reconnu les « réalités de la stiuation internationale » et d'en avoir tenu compte. Ces « réalités », c'est *le rôle que jouent les Alliés de l'Amérique*, c'est *le poids qu'ils représentent dans la balance des destinées du monde*. Contrairement à ce qu'on pouvait croire — et qu'on craignait un peu partout — après la victoire des républicains, l'Europe avait les mêmes chances de se faire entendre à Washington, sous la nouvelle administration que sous l'administration démocrate.

Il n'y a certes pas eu, à présent, de limogeage spectaculaire d'un Mac Arthur. Mais ce fut quand même le « macarthurisme » remis en branle sous ses aspects les plus redoutables, avec le retour au pouvoir des républicains, qui a subi, grâce à l'Europe, une nouvelle défaite retentissante, alors qu'il était une fois de plus sur le point de triompher.

E.-N. Dzelepy.

Colette Audry.

# OU EN EST LE CINÉMA FRANÇAIS ? *(fin)*

## IV. — Le proche avenir.

Côté positif : même les mauvais films à bon marché sont aujourd'hui touchés. Récemment encore un producteur pouvait délibérément choisir de n'entreprendre que des films médiocres et s'assurer ainsi une carrière sans histoire. Tel autre, pour l'honneur de sa firme, se lançait de loin en loin dans un grand film alimenté par les bénéfices des petits. Mais dès lors que le public devient plus exigeant, ce genre de combinaison s'écroule. La confection à bon marché n'est plus une garantie ; le prix optimum à dépenser pour un résultat financier optimum devient impossible à définir. En Amérique, où se constate le même phénomène, les grandes compagnies ont commencé à s'orienter vers une limitation du nombre des films, de manière à porter leur effort sur la qualité.

« Le grand film, écrit M. Bessy dans *le Film français* (21-11-52), attire un public beaucoup plus important qu'autrefois ; le film moyen attire un public beaucoup moins nombreux qu'autrefois. Il était nécessaire d'attirer l'attention sur cette évolution capitale de l'exploitation française (menacée au surplus par les progrès foudroyants de la T.V.) à l'instant où les Américains vont obligatoirement procéder à une sélection sévère de leurs films. Un rapide coup d'œil sur leurs programmes permet de constater l'abondance de films à grand spectacle, la plupart en technicolor, et une limitation aux œuvres les plus marquantes d'Hollywood

(dont le cinquième seulement de la production annuelle atteindra le marché français). »

On sait, d'autre part, que l'Union Soviétique a déjà délibérément limité sa production à un petit nombre de films très soignés. De tous les côtés, la production se concentre donc.

Et c'est ici qu'apparaît l'aspect négatif du phénomène : fantaisie et liberté risquent de se trouver sacrifiées. A la faveur de l'éparpillement des capitaux dans des films peu onéreux et sans prétention, un jeune metteur en scène pouvait de temps à autre faire ses preuves. *La Bataille du Rail*, *Jour de fête*, furent réalisés avec de petits moyens. Quelle que soit l'augmentation du coût des films, il reste qu'un film bon marché n'est pas nécessairement un mauvais film, non plus qu'un film cher n'est un chef-d'œuvre. Une concentration de la production qui a l'avantage d'éviter le gaspillage et l'envahissement des écrans par des sous-produits, aura aussi pour conséquence d'imposer des cadres de plus en plus rigides à la création et d'aggraver le poids de la censure. En fait, il n'existe pas chez nous de véritable censure. Ou plutôt, la véritable censure fonctionne la plupart du temps en dehors des organismes tels que la Commission de Lecture des scénarios et l'ancienne Commission de Censure, devenue pudiquement « Commission de Contrôle »[1], chargés de vérifier le contenu des films. Il n'existe pas non plus, en dehors des patronages, de ligues de moralité analogues à celles qui sévissent aux U.S.A. Mais, tel ce professeur de français qui, pendant la guerre, avait supprimé de son enseignement l'explication d'*Esther*, sous prétexte qu'on « ne pouvait pas », à ce moment, étudier Esther, alors que la pièce continuait bel et bien à figurer au programme de V^e^, les producteurs écartent les sujets qui, à leurs yeux, « ne peuvent pas se traiter en ce moment ».

1. Cette commission, héritage de la guerre, n'a jamais été très sévère depuis la fin des hostilités (en France, une commission de censure officielle a, pour le moment encore, mauvaise conscience). Il lui arrive de demander la suppression de quelques phrases de dialogue; elle décide en outre de l'interdiction des films aux moins de 16 ans. Mais ses membres se considèrent surtout chargés de veiller sur la qualité du film français. Son action sur ce point n'est guère plus énergique que sur le premier. Cette commission n'a ni doctrine, ni efficacité.

Le choix se fait sous des prétextes économiques : tel sujet n'est pas commercial. Il est entendu qu'un film sur la Résistance ferait aujourd'hui salle vide : « Le public ne veut plus de films sur la Résistance ». Encore le mot *prétexte* ne convient-il guère, car le producteur croit de bonne foi que le public ne veut plus de films sur la Résistance ; et d'ailleurs, le public le croit aussi[1]. Les exploitants, eux, ne veulent pas de désordre dans les salles. Producteurs, distributeurs et exploitants ne sont rien moins que des fanatiques en politique, mais ils tiennent d'abord à éviter les risques. C'est ainsi que le *Barrage contre le Pacifique* de Marguerite Duras n'a pas pu être tourné. Il est entendu également qu'un film sur les médecins, par exemple, ne doit représenter que de bons médecins ; les internes, à la rigueur, peuvent commettre quelques fautes professionnelles et quelques péchés de jeunesse, cela fait partie de leur apprentissage ; et le patron veille. « Nous aurions tous les médecins contre nous. » Pas question non plus de concevoir un film anticlérical, ou seulement inquiétant pour le clergé : le producteur qui s'aviserait d'accepter un scénario tiré *d'Un Crime* de Bernanos devrait renoncer au départ non seulement à la clientèle des patronages, mais probablement aussi — chose plus grave — à celle de tous les exploitants qui ne veulent pas passer outre aux recommandations de la Centrale Catholique. Le barrage se fait donc à l'échelon du synopsis.

La seule censure qui ait fonctionné *après la sortie d'un film* est celle qu'a exercée le Parti Communiste. Le film de Pagliero : *Un homme marche dans la ville*, n'a passé nulle part parce que les exploitants redoutaient des bagarres dans leurs salles. Ce film, qui se déroulait parmi les dockers du Havre, n'avait rien d'un film bourgeois, il n'était pas anti-ouvrier, mais on y voyait *un* ouvrier ivrogne et qui battait sa femme. La réaction des communistes a été vraisemblablement la suivante : étant donné qu'on voit très peu d'ouvriers sur les écrans, chaque ouvrier incarne la classe ouvrière tout

1. Nous disons : le croit, car nous demeurons persuadés qu'un très bon film surla Résistance aurait sa chance tout comme un autre.

entière. Quand, dans *Bégé Donge*, l'industriel gifle sa femme, ce n'est qu'un mari qui bat son épouse. Quand l'ouvrier d'*Un homme marche dans la ville* bat sa femme, c'est l'ouvrier en soi qui se déchaîne contre le sexe faible.

Toutes ces censures diffuses et juxtaposées tendent aux effets suivants :

1° On finit par ne plus pouvoir montrer à l'écran que des drames entre personnes privées. Tous les corps constitués, groupes sociaux, etc., sont plus ou moins intouchables.

2° Ces personnes privées ne peuvent être que des bourgeois, ceux-ci continuant à incarner dans l'esprit du public (communistes compris) l'homme universel.

3° Dès lors, la peinture de catégories sociales autres que la bourgeoisie, ou de milieux particuliers, ne peut plus être abordée que sous l'angle du pittoresque, ce qui revient à dire qu'en 1953 le scénariste a toute liberté pour traiter les sujets chers à Bataille ou à Bernstein, et ces sujets seulement.

On a reproché à *Jeux interdits*, dans certains journaux, de faire offense à la paysannerie tout entière. Le film a triomphé quand même, mais le producteur a dû trembler. Il n'avait pas pensé aux paysans. Il y pensera sûrement la prochaine fois.

Certes, la puissance affective de l'image cinématographique et le nombre de spectateurs qu'elle atteint font du cinéma un extraordinaire moyen d'action sur les foules. Quelle description imprimée peut rivaliser en intensité avec la séquence du réveil du condamné à mort dans *Nous sommes tous des assassins* ? Mais il est affligeant de constater qu'en raison de sa puissance même le cinéma tend à devenir, aux mains de ceux qui en disposent, l'art le plus conventionnel de tous dans le choix et le traitement des sujets. Et piquant de constater, en revanche, que ces efforts conjugués de stérilisation en vue de *ne pas faire fuir* le public, aboutissent en dernier ressort à *ne plus l'attirer*. Car tout le monde est prêt à reconnaître que le cinéma a besoin de se renouveler, qu'on ne trouve pas de scénarios, qu'on manque d'idées, que c'est la faute aux auteurs, etc. En Amérique,

les producteurs s'efforcent aujourd'hui de trouver des sujets à contenu idéologique. Mais il est douteux que la chasse aux sorcières entretienne un climat favorable aux idéologies neuves et hardies ; c'est mettre le scénariste dans la situation de Figaro[1].

Aussi les grandes compagnies attendent-elles avant tout le salut du relief, dont on prépare la sortie par une énorme propagande d'optimisme at home et d'intimidation en Europe. On peut être assuré qu'Hollywood fera tout ce qui est en son pouvoir pour écraser le cinéma européen sous le poids de cette révolution technique, comme il faillit le faire autrefois avec le parlant. C'est la dernière carte qui se joue ; non point que le cinéma soit perdu (bien qu'il se trouve, à la vérité, quelques cinéastes pour commencer à le penser, dans leur appétit de catastrophes), mais parce qu'après le relief, il ne reste plus rien à trouver. A l'inverse d'autres arts comme la peinture et la poésie, dont les moyens sont donnés une fois pour toutes, et qui visent périodiquement à s'épurer jusqu'à l'incommunicable, le cinéma, depuis qu'il existe, ne cesse de s'engorger de nouveaux éléments empruntés au réel. A peine le véritable rôle du dialogue commence-t-il à se dégager dans les films d'avant-guerre que la couleur fait irruption. Aujourd'hui, alors qu'elle est loin encore d'être techniquement au point et que les réalisateurs commencent à peine à l'assimiler (si tant est qu'elle puisse être un jour complètement assimilée, organiquement assimilée comme l'est la parole dans les meilleurs films, ce qui n'est pas encore prouvé), on nous fait cadeau du relief. Certes, il ne s'agit pas encore du vrai relief, mais d'une illusion de relief. Peu importe : dans ce domaine comme dans les autres, les perfectionnements techniques interviendront fatalement, les réalisateurs finiront par avoir le relief à leur disposition, et se trouveront contraints, en revanche, de dominer une matière encore plus « impure ». A priori, il n'y a aucune raison de penser que le relief s'avérera plus puissant que la couleur. Celle-ci n'a pas tué le noir et blanc, on ne voit pas pourquoi l'image en relief tuerait l'image

1. A noter que les critiques soviétiques, de leur côté, se plaignent du caractère conventionnel des scénarios de leurs auteurs.

plane : on est même tenté de penser le contraire[1], et si nous étions dans une période d'expansion du cinéma, il n'y aurait pas lieu de s'en préoccuper[2]. Mais l'accroissement du coût de production entraîné par l'emploi du relief, en un moment où la rentabilité des films devient aléatoire, le succès momentané de curiosité qu'obtiendront vraisemblablement les premiers films en relief projetés en Europe, et qui aggravera la baisse du public dans les autres salles, l'ampleur des moyens mis en œuvre par les compagnies américaines, tout cela réuni risque de porter un coup extrêmement grave à la situation financière de la production française, c'est-à-dire au cinéma français tout entier. En Angleterre, Rank s'efforce de prendre ses précautions et annonce de nouveaux brevets de relief, mais il n'existe chez nous aucune firme de l'envergure de celle de Rank. La lutte commencée depuis les accords Blum-Byrnes de 1946 entre le film français et le film américain sur notre territoire et au cours de laquelle le film français a dominé tant bien que mal jusqu'à maintenant, grâce à la loi d'aide et à l'amélioration des accords en 1948, peut s'achever par la débâcle de la production française. Il ne s'agit pas ici d'une concurrence ordinaire entre œuvres de diverses nationalités, comme il peut y avoir concurrence entre le roman français et les traductions de romans anglais, ou simplement entre le cinéma français et le cinéma anglais ou italien. Il s'agit d'une bataille dans laquelle les pressions d'ordre politique viennent fausser le jeu dit normal de la concurrence, et dans laquelle le cinéma français part handicapé. Il s'agit d'une politique du cinéma.

1. Un article du bulletin *Cinéma* (avril 1953) remarque très justement que, dans les films actuels, le relief « d'habitude » (analogue à celui que nous continuons de percevoir en fermant un œil et qu'en principe nous ne devrions pas percevoir) joue déjà un grand rôle : « Lorsqu'un personnage s'éloigne de la caméra, nous n'avons pas l'impression qu'il rapetisse, mais bien qu'il utilise une troisième dimension ». A moins donc de chercher à tirer du relief des effets neufs, des effets d'« avant-garde » (dont les producteurs se méfient généralement) par l'utilisation des divers plans de profondeur, il ne faut attendre du cinémascope ou autres procédés qu'une sensation un peu plus intense.

2. Supposition toute gratuite : en période d'expansion, on ne se soucie guère de nouveautés techniques. Il est sympatomatique que le *cinémascope*, procédé adopté par la XXth Century Fox et la Metro Goldwynn Mayer ait été inventé il y a des années par un petit professeur Nimbus retraité à Nice.

*
* *

## V. — LE CINÉMA ET LES POUVOIRS.

Quand les accords Blum-Byrnes furent signés en juin 1946, le cinéma français estima qu'il avait été immolé sur les autels de l'économie française et de l'amitié franco-américaine réunies. Aux représentants des travailleurs et de la profession convoqués au ministère de l'Information, Léon Blum déclara du reste que les accords n'étaient pas aussi défavorables qu'on voulait bien le croire, mais que, s'il avait fallu sacrifier pour de bon le cinéma tout entier, il s'y serait résolu. On se souvient des clauses essentielles de ces accords :

1° Institution d'un contingent à l'écran, ou « quota » : les exploitants français étaient tenus de projeter des films français 4 semaines par trimestre sur 13. Liberté leur était laissée pour les 9 autres semaines.

2° Blocage de la majeure partie des bénéfices réalisés par les films étrangers pour éviter la fuite des devises.

Le chiffre de 4 semaines parut misérable. En fait, rien n'empêchait les directeurs de salles de passer des films français pendant 5, 6 ou même 13 semaines sur 13, mais la curiosité du public pour les films américains était telle qu'il ne fallait pas compter sur l'héroïsme patriotique des exploitants pour défendre le film français et rendre les accords nuls et non avenus. Ce qui revient à dire que, de toute façon, la liberté complète eût été encore plus catastrophique que les accords. On considérait alors que, la plupart des films américains s'amortissant à peu près sur le marché intérieur, l'exportation constituait un surbénéfice pour les compagnies. Rien n'eût donc empêché celles-ci de louer en France leurs films au taux le plus bas autorisé [1] et d'envahir les écrans par dumping jusqu'au moment où la production française se fût trouvée assez affaiblie.

Le gouvernement français s'était réservé de dénoncer les

1. Le taux de location maximum et minimum des films est, en effet, réglementé. Les parties débattent le prix à l'intérieur de ces deux chiffres-limites qui sont calculés en proportion de la recette hebdomadaire de la salle. Les pourcentages varient selon l'importance de l'exploitation et la date de sortie des films projetés.

accords de 46 au bout de deux ans. Ce qui fut fait. Passant à la contre-offensive, il obtint que le minimum de 4 semaines, qui s'avérait par trop insuffisant, fût porté à 5 semaines. Mais la nouveauté des accords de 48 fut surtout d'instituer un contingentement sur *le nombre* des films étrangers autorisés à être doublés (185 en tout, dont 121 américains). Ainsi, d'un côté se trouvait restreint le choix de l'exploitant français, de l'autre, on obligeait les Américains à sélectionner leurs propres films ; plutôt que d'inonder en effet les écrans français de films de toutes catégories, ils avaient intérêt à envoyer de préférence des films de qualité, c'est-à-dire des films qui leur avaient coûté cher et qui ne pouvaient être loués à bas prix. C'était accroître les chances du film français en dehors des 5 semaines obligatoires.

La Loi d'Aide, sur laquelle nous reviendrons, complétait ce dispositif en instituant, au bénéfice des producteurs français une taxe à la sortie sur tout film parlant français (c'est-à-dire français ou doublé). Cette décision qui équivalait à imposer un véritable droit de douane aux productions étrangères est probablement celle qui a écarté le plus de mauvais westerns et de petits films.

Quant aux recettes bloquées en France, il était stipulé dans ces nouveaux accords que, sauf le cas de co-production [1] et quelques autorisations exceptionnelles, elles ne pouvaient être réinvesties dans l'industrie cinématographique.

A partir du moment où le système des accords commerciaux était en place, on pouvait passer des accords de coproduction, dont les premiers en date et les plus importants furent les accords franco-italiens d'octobre 1948. L'objet de ces accords était la production de films à double nationalité, de manière à faire bénéficier ces films des deux lois d'aide. Leur succès fut d'autant plus grand que les Italiens se montrèrent assez peu exigeants en matière de conditions de tournage. Ils avaient, en effet, besoin de techniciens et travaillaient surtout pour l'exportation. De fait, si aucun

1. A noter que la mise sur pied d'une coproduction, qui est aisée avec les Italiens, plus ardue avec les Anglais à cause des conditions posées par ceux-ci (nombre de travailleurs anglais à employer, obligation de tourner en Angleterre), s'avère à peu près impossible avec les Américains, tout simplement parce que le mécanisme de tournage et les attributions des travailleurs ne correspondent pas à ce qu'ils sont en France.

des films ainsi réalisés ne fut un chef-d'œuvre bouleversant, les accords italiens donnèrent lieu à quelques films populaires à grande diffusion : *Fanfan la Tulipe* et *le Petit Monde de Don Camillo* en particulier.

Grâce à ces différents accords, à la première Loi d'Aide et à certaines détaxations, la vie du cinéma français se trouva assurée au cours des années qui suivirent. En 1952, la question du renouvellement des accords américains revenait à l'ordre du jour, mais entre temps la situation mondiale du cinéma s'était profondément modifiée.

C'est à partir de 1948, en effet, que commence à se dessiner, ainsi que nous l'avons vu, la courbe descendante du nombre des spectateurs. Aux U.S.A. un nombre croissant de films ne peut plus s'amortir dans le pays même (malgré le nombre des salles, la concurrence est sévère et le film américain revient très cher). La question de l'exportation devient vitale pour Hollywood. Etant donnée l'influence énorme des magnats du cinéma, toute la puissance économique et politique des U.S.A. va accentuer sa pression sur l'étranger pour écouler la production. Or le Mexique et l'Argentine sont devenus eux-mêmes producteurs, l'Inde produit pour son propre marché ; la Russie, la Chine, les Démocraties populaires sont fermées. Restent donc, en dehors du Japon, les pays d'Europe occidentale. Parmi ceux-ci, deux sont particulièrement visés et subissent le maximum de pression : l'Angleterre, parce qu'elle parle la même langue et que les frais de doublage n'existent pas ; la France pour des raisons qui lui sont particulières. Un film américain qui n'a pas de succès auprès du public français de Paris et de province n'a pas de valeur en Europe. En outre, c'est en France que se trouvent les studios de doublage et que se pratiquent les coupures et le remontage des films. Bref, la France adapte les films au goût européen et décide de la carrière d'un film dans le reste de l'Europe et au Canada français.

Pour que le tableau soit complet, il ne faut jamais oublier qu'entre la France et l'Amérique, il n'existe pas de réciprocité. On négocie sur l'entrée des films américains en France, non sur l'entrée des films français en Amérique. Cette entrée est libre *en principe*. Les distributeurs américains peuvent

acheter autant de films français qu'il leur plaît. Mais ils n'en achètent pas. Quelques films français passent dans certaines salles d'exclusivités de New-York ou de Chicago, mais, sous prétexte que les fermiers américains n'aiment pas les films doublés ou sous-titrés et ne comprennent pas le français, jamais un film français ne peut avoir accès au « grand circuit », c'est-à-dire à l'ensemble des salles du territoire américain.

C'est sur ce fond de tableau que sont revenus en discussion au mois de mai 1952 les accords franco-américains. A cette époque, la fringale du public français pour le film américain s'était, depuis longtemps, apaisée ; la production française souffrait, elle aussi, de la baisse du nombre des spectateurs, et la balance des paiements se trouvait, par ailleurs, dans une situation si inquiétante qu'il fallait s'attendre à un effort énergique du côté français pour limiter l'entrée des films étrangers. C'est ce qui se produisit pendant toute une première partie des négociations, et l'entente s'avéra impossible. Le 30 juin, date à laquelle les accords auraient dû être renouvelés, on se trouvait dans une impasse. Sur la proposition du Directeur du Centre, le gouvernement français prit alors une décision unilatérale, et, par le décret du 18 juillet, ramena de 186 à 138 le nombre des films étrangers autorisés à être doublés (ce qui laissait 115 films au lieu de 121 aux Américains). Des autorisations supplémentaires étaient prévues pour les pays qui favoriseraient la diffusion du film français. Tel fut le premier acte.

Les Compagnies américaines rétorquèrent en suspendant toute demande d'autorisation de doublage, ce qui, à la longue, eût mis l'exploitation dans une situation difficile, la production française étant incapable d'alimenter les écrans en quantité suffisante. En fait, si le gouvernement avait voulu sérieusement livrer bataille, il aurait certainement pu faire traîner cette période en longueur en laissant entrer plus de films anglais, italiens, allemands, suédois, mexicains, etc. La chose ne semble même pas avoir été envisagée.

En octobre, les pourparlers furent repris, mais repris presque clandestinement. Ainsi que le remarque délicatement et sans la moindre intention humoristique, *le Film français*,

qui est un hebdomadaire d'information à peu près aussi indépendant que *Paris-Presse :*

« Plutôt que de mener au grand jour des négociations officielles avec toutes leurs conséquences dangereuses (campagnes de presse, actions diverses des syndicats, etc...), les entretiens restèrent dans le cadre officieux. » (21 nov. 52.)

Très exactement, au lieu d'accords de gouvernement à gouvernement comme les accords Blum-Byrnes et les accords de 1948, les nouveaux accords allaient consister en trois lettres adressées par le Directeur du Centre, nouvellement désigné, M. Flaud, au Président de la M.P.A.A.[1], *lettres d'un fonctionnaire français au président d'un syndicat étranger ne groupant pas la totalité des producteurs de la nation.* Quand les textes eurent été mis au point par M. Flaud et M. Th. Smith, représentant de la M.P.A.A., M. Eric Johnston, son président, traversa en personne l'Atlantique pour les entériner, et repartit au bout de quatre jours en se déclarant, toujours aux dires du *Film français*, « fort satisfait ».

A cette occasion, les journaux annoncèrent que les services de M. Louvel avaient obtenu que le contingent de films américains autorisés à entrer serait ramené à 90. Ainsi, les Américains qui, le 30 juin, rompaient officiellement les négociations sur le chiffre de 115 films, étaient officieusement enchantés en novembre du chiffre de 90.

1° On commence à comprendre quand on s'aperçoit que les nouveaux accords se signalent d'abord par ce qu'ils passent sous silence. Dans aucune des trois lettres de M. Flaud à la M.P.A.A. il n'est question du quota à l'écran. Le quota à l'écran de quatre semaines était apparu comme la grande défaite des accords Blum-Byrnes de 1946, le passage aux cinq semaines comme une victoire des accords de 1948. D'une façon générale et malgré tous les éclaircissements fournis, les gens gardaient confusément l'idée que les salles françaises *n'avaient le droit de passer des films français que quatre semaines* — ou cinq — sur treize, alors que le sens véritable du quota était qu'elles se trouvaient tenues à quatre semaines — ou cinq — de films français *au moins.* Il faut attribuer sans doute à cette méprise foncière le fait

1. Motion Picture Association of America.

que personne, sur le moment, n'ait paru remarquer la disparition du quota. Mais cette suppression ne signifie pas que les salles auront le droit de passer les films français plus de cinq semaines — elles ont toujours eu ce droit. Bien au contraire, elles pourront désormais *n'en passer que* trois, deux, une ou zéro semaine. A quoi on peut répondre que le danger de voir les écrans français submergés est moindre aujourd'hui qu'en 1946, puisque le public est rassasié de films américains, mais on doit toujours tenir compte des pressions qui peuvent s'exercer sur les exploitants, et, comme nous allons le voir, les moyens de pression accordés aux Compagnies américaines se trouvent précisément accrus.

2° Il faut ensuite ajouter aux 90 films autorisés pour l'année 1952-53 un contingent supplémentaire de 20 films, à valoir sur le contingent de l'année suivante (53-54). Ce qui porte le chiffre de 90 à 110 : on n'est donc plus très loin du chiffre de 115 sur lequel les négociations s'étaient interrompues. La victoire de M. Louvel s'amenuise. Les négociateurs français affirment que cette avance de 20 films ne peut être considérée que comme « une facilité de fin d'exercice », qu'en aucun cas ces 20 films ne sauraient être mis en exploitation avant le 1er juillet 1953. Mais toute la question est de savoir si, l'année prochaine, on n'accordera plus, dans ces conditions, que 90 visas, car qui ne voit qu'une facilité de fin d'exercice indéfiniment renouvelée équivaudrait bel et bien à un contingent annuel de 90 + 20 films. Sur ce point, il n'a pas été possible jusqu'ici d'obtenir de précision [1].

3° Mais le point le plus important de ces accords, et le moins connu parce que les Français ne s'intéressent pas aux clauses financières, concerne l'utilisation des recettes des films américains en France.

On a vu que, pour éviter l'évasion des devises, une grande partie de ces fonds demeurait jusqu'à maintenant bloquée en France, et ne pouvait être utilisée que dans des activités autres que le cinéma, sauf dérogations exceptionnelles pour

1. A noter par ailleurs que, jusqu'en 1952 aucune prolongation de visa n'avait été accordée aux Américains (la durée autorisée d'exploitation d'un film est de sept ans), Depuis les récents accords, les films américains reçoivent toutes dérogations qui, en principe, ne devraient être accordées qu'aux grands classiques français et étrangers.

des co-productions où les garanties en faveur des Français étaient assez rigoureuses. Or les nouveaux accords stipulent :

A. — Que les Américains pourront rapatrier ces fonds jusqu'à concurrence de $ 120.000 par mois. C'est plus qu'ils n'avaient jamais été autorisés à transférer. Le précédent Directeur du Centre, au moment des premières négociations, avait envisagé, en contre-partie d'un déblocage, la constitution aux U.S.A. d'un fonds de propagande ou de diffusion du film français (régime dont bénéficient les Italiens). Il fut remplacé pendant la période de suspension des négociations, et le principe de cette aide ne fut pas retenu.

B. — Les sommes demeurant en France doivent servir à la constitution d'un fonds de 300 millions de francs qui aura pour objet d'apporter des facilités à l'industrie cinématographique française, et de développer la diffusion du film français en zone-dollar, particulièrement aux U.S.A., de telle sorte que chaque prélèvement sur ce fonds fera bénéficier son utilisateur du rapatriement de 50 % de la somme investie.

C. — Enfin le reliquat, s'il en existe un, sera versé au compte capital et pourra, par conséquent, être, de façon indirecte, transféré aux U.S.A. au cours libre.

On peut parier que la satisfaction de M. E. Johnston se fondait sur ces clauses financières. Grâce à elles, en effet, il devient possible aux distributeurs américains, non seulement de rapatrier des sommes beaucoup plus importantes que par le passé, mais aussi d'acheter, avec le fonds de réserve de 300 millions, des films français exploitables à l'étranger ou en France même de telle façon que :

1° Il ne reviendra pas un dollar aux Français, une fois le film acheté ;

2° Les Américains seront en état de concurrencer le film français :

en France même, en imposant aux exploitants un train de 3 ou 4 films américains pour un film-locomotive français [1] ;

1. On appelle film-locomotive un film à succès que le distributeur n'accepte de louer à un exploitant que moyennant la location simultanée de trois ou quatre autres films médiocres.

sur les marchés étrangers où, partout où le film français est établi, on répétera cette même opération et partout où il n'est pas établi, on se contentera de le mettre de côté, les producteurs français ne pouvant exercer aucun contrôle sur ces opérations.

Ce qui revient à peu près à utiliser son propre concurrent comme commis-voyageur.

Le caractère officieux des négociations et le caractère peu spectaculaire des clauses financières firent qu'aucune voix ne s'éleva sur le moment pour dénoncer ces accords. Depuis lors, les distributeurs et les exportateurs français qui se voient enlever des films par les Américains ont commencé à s'inquiéter [1]. Ces remous n'ont encore atteint ni le public, ni le gros des techniciens et des travailleurs du cinéma, ni même les producteurs qui vivent à la petite semaine. Toujours est-il que la victoire de M. Louvel en 1952 pourrait bien s'avérer moins glorieuse encore, dans les mois qui viennent, que la retraite sans combat de Léon Blum en 1946 [2].

Pour parer à cette menace, il faudrait que s'ouvrent au film français de vastes perspectives d'expansion à l'étranger dans les années à venir. Rien de semblable ne peut être espéré. L'Europe orientale est, jusqu'à présent, à peu près fermée : la Russie achète un film de loin en loin, la Tchécoslovaquie et la Roumanie ont cessé d'être des débouchés. En Asie, le seul client possible — et minime — est le Japon. Une production nationale se développe en Amérique latine depuis 1940. La clientèle des U.S.A. est, comme nous l'avons vu, très modeste. En 1952, les recettes à l'étranger ont été de 1.060.500.000 francs, en augmentation de 1,3 % seulement sur 1951 [3], c'est-à-dire pratiquement stationnaires si

1. Or, tout manque à gagner des distributeurs et de quelques exportateurs équivaut, en dernière analyse, à une diminution des capitaux avancés aux producteurs.

2. A vrai dire, jusqu'à maintenant (i. e. à la date du 15 avril 1953) aucune autorisation de prélèvement sur le fonds de 300 millions n'a encore été accordée. Mais il paraît difficile que cet abstentionnisme puisse se prolonger, et la menace n'en subsiste pas moins. A ce propos, les accords étant passés pour un an, il faudra surveiller de près leur renouvellement au cours de l'été.

3. Chiffres fournis par le *Film francais.*

l'on tient compte de l'élévation croissante du coût de production. A l'opposé du gouvernement italien, le gouvernement français n'a pas de ressources à consacrer au développement du film français à l'étranger (les attachés de cinéma ont été progressivement supprimés). Il s'est contenté de fonder, pour la propagande, un organisme collectif, *Unifrance*, qui vit de ressources prélevées sur les fonds fournis par la Loi d'Aide. On aurait pu penser que les producteurs, sensibles à l'utilité d'un pareil organisme, compléteraient ces ressources. Ils ne l'ont pas fait. D'une façon générale, ils se sont toujours montrés incapables de se mettre d'accord pour organiser en commun la publicité et le placement de leurs films. En ce qui concerne les opérations commerciales, le Centre, aidé par certains organismes bancaires, a pu créer un ensemble de sociétés : la C.O.F.R.A.M., destinée à distribuer le film français en Amérique du Sud. Le cinéma français se développe dans les pays de langue française (Suisse, Belgique, Luxembourg, Canada). En Angleterre où il était en recul, la société *Unifrance* vient de faire un gros effort en organisant à Londres la Semaine du Film français. En Italie, les recettes s'accroissent, grâce aux accords franco-italiens qui font connaître les vedettes et les techniciens français. Malgré tout, sociétés para-officielles et accords de coproduction avec l'étranger sont des œuvres de longue haleine dont il ne faut pas espérer de résultats spectaculaires et immédiats. Or on ne doit pas oublier que les derniers accords américains vont mettre un certain nombre de films français aux mains des distributeurs américains, et que, même si ces films sont effectivement distribués, c'est-à-dire même si le « rayonnement français » y gagne, ce sont les distributeurs américains qui empocheront les recettes. La C.O.F.R.A.M. est menacée de ne plus pouvoir acquérir que des films dont les Américains n'auront pas voulu. Ceux-ci disposent en effet d'argent frais, tandis que les sociétés françaises ne peuvent effectuer leurs paiements qu'à terme, au fur et à mesure des rentrées.

Reste donc, en tout et pour tout, afin d'assurer l'existence de notre production, *la Loi d'Aide temporaire à l'Industrie cinématographique*, votée en septembre 1948, qui vient d'être remaniée au Parlement sous le nom de *Loi tendant à*

*créer un fonds de développement de l'Industrie cinématographique*, et qui se trouve, à l'heure actuelle, à l'état de projet adopté par l'Assemblée nationale et non encore soumis au Conseil de la République.

La disparition du mot *temporaire* est symptomatique : considérée à l'origine comme une mesure exceptionnelle — une piqûre de morphine, n'a-t-on pas manqué de dire — pour aider la production à traverser un moment de crise, la loi s'est avérée peu à peu indispensable au fonctionnement d'une industrie qui entrait, en réalité, dans une période de stabilisation [1].

Le fonds de développement prévu est constitué :

1° Par une taxe à la sortie de chaque film, calculée par mètre de pellicule.

2° Par une taxe sur le prix des places.

La masse ainsi obtenue est défrayée d'impôts et répartie également entre la production et l'exploitation. Les exploitants reçoivent une certaine somme, à condition d'exécuter des rénovations importantes, réfections et constructions, et proportionnellement au devis. Quant aux producteurs, la loi de 1948 leur accordait l'aide sous forme d'une subvention pour entreprendre un nouveau film. Le montant de cette aide était calculé d'après les recettes du film précédent, baptisé *film de référence*. Le principe de cette loi consistait donc, pour l'Etat, à organiser le soutien de l'industrie cinématographique par elle-même, et à participer à ce soutien en s'abstenant de percevoir des impôts sur les sommes ainsi récupérées. L'avantage, pour le producteur, est qu'il reçoit une sorte de subvention non remboursable. Et, si la subvention n'est pas considérable (de l'ordre de 6 à 8 millions pour un film de 50 millions), comme ce sont toujours les derniers millions qui sont les plus difficiles à amortir, on comprend que l'aide arrive juste à point pour assurer l'amortissement.

Les transformations apportées par le nouveau projet à la première loi visent :

1. Il faut ajouter : dans un pays qui n'est pas assez peuplé, et dont la langue n'est plus assez répandue dans le monde pour que l'amortissement de ses films soit assuré. Par ailleurs, l'organisation de l'aide au cinéma, sous des formes diverses, en Italie et en Angleterre confirme bien que le problème n'est pas particulier à la France mais s'étend à l'échelle internationale.

1° A accroître substantiellement les ressources par une augmentation des taxes à la sortie[1] des films et sur les places ;

2° A pouvoir faire porter les versements non seulement sur le film à venir ou film de réinvestissement, mais sur le film de référence lui-même pour assurer le remboursement de certains créanciers privilégiés. L'expérience des cinq dernières années a montré, en effet, que les créanciers hésitaient à mettre en faillite les producteurs défaillants, dans l'espoir d'être remboursés sur les sommes qui seraient versées au titre de la Loi d'Aide pour le film suivant. L'administration et les travailleurs — créanciers privilégiés — se trouveront ainsi protégés et la situation financière de l'ensemble de la production assainie ;

3° Toujours dans le même souci d'assainissement, à obliger les producteurs à financer eux-mêmes partiellement leurs films, afin d'accroître leur responsabilité, et à éviter les dépassements de devis (le versement étant supprimé si le dépassement excède 5 %) ;

4° A encourager la « qualité » par le versement d'une prime de 10 millions au producteur d'un film sélectionné par un jury dont la composition est prévue ;

5° A faire enfin bénéficier des avantages de la loi la totalité des branches de l'industrie.

A vrai dire, si l'accroissement des ressources et l'aide portée sur le film de réinvestissement représentent d'incontestables progrès sur la loi de 1948, la plupart des autres mesures constituent des améliorations beaucoup plus apparentes que réelles. Le fait, par exemple, de faire bénéficier des avantages de la loi toutes les branches de l'industrie complique sans utilité la gestion administrative : il devient impossible de garantir durablement à chacun un certain volume de subventions et l'on en sera conduit à de perpétuelles réadaptations. Surtout, il y avait intérêt à faire porter la masse des ressources, comme par le passé, sur les deux

1. Nous disions plus haut que cette taxe à la sortie sur tout film parlant français équivaut, dans le cas de films étrangers, à un véritable droit de douane, ou encore à une subvention par l'étranger de l'industrie cinématographique française. Il n'est pas exclu, dans ces conditions, que les Américains protestent contre une augmentation de la taxe, ou même que les récents accords comportent des clauses secrètes à ce sujet.

branches : production, exploitation, dont la prospérité se répercuterait automatiquement sur l'ensemble de l'industrie. L'obligation pour le producteur de financer son film jusqu'à concurrence de 20 % au minimum institue un dirigisme de détail qui, ou bien gênera considérablement le producteur, ou bien le poussera à tourner la loi par des subterfuges impossibles à contrôler. Par ailleurs, le contrôle du film par un expert-comptable qui aura, en même temps que le producteur, *la responsabilité financière du film* (art. 12 *bis*) et qui sera en outre chargé (art. 13) de déterminer le caractère national de la société productrice, paraît à peu près irréalisable. Enfin, l'article 16 du projet va directement contre les intentions exprimées par tous les orateurs qui se sont succédé, à savoir l'encouragement à la qualité. Cet article prévoit que :

*Le concours financier alloué pour le financement d'un film de réinvestissement agréé ne peut excéder* 50 % *du devis présenté à l'appui de la demande d'agrément. En aucun cas, il ne peut dépasser les dépenses privilégiées.*

Imaginons un producteur dont le film précédent (film de référence) aura été largement bénéficiaire : le voici en mesure d'entreprendre un grand film. Mais la crainte de tout perdre le pousse plutôt à risquer son argent dans deux ou trois productions moyennes. *Si rien ne vient l'encourager*, il préférera donc « saupoudrer » son risque. Ainsi, au moment où les grands pays producteurs s'orientent vers une concentration de la production, le cinéma français, lui, cherchera la sécurité dans la médiocrité. Nul ne paraît s'en être avisé.

Le projet dans son état actuel serait donc d'un esprit inutilement tatillon et d'une application très difficile, si ce n'est impossible, pour certains articles. Il sortira vraisemblablement très remanié de la discussion au Conseil de la République et de la seconde lecture à l'Asemblée, si bien qu'il est peu probable que la loi puisse être promulguée avant le 1er juillet 1953 comme il était prévu. L'échéance des accords américains au cours de l'été, la lenteur du vote de la loi, l'attente des premiers films américains en relief créent dans tout le cinéma français un climat d'incertitude profonde.



Ainsi, sur la toile de fond des difficultés que rencontre le cinéma dans le monde entier, privé de très grandes firmes comme celles de Rank et de Korda en Angleterre, ayant à sa tête des producteurs à courte vue, ne pouvant compter à l'étranger que sur une progression lente et toujours limitée, menacé au surplus par l'essor de la télévision, le cinéma français se trouve dans une situation particulièrement précaire. La Loi d'Aide, qui lui a jusqu'à présent permis de vivre, tend, sous sa forme actuelle, à le maintenir dans un état stationnaire au lieu de l'encourager à se renouveler. Il est peu probable, en outre, que l'accroissement de ressources qu'elle va lui assurer contrebalance les effets à venir des récents accords américains. Sous le régime qui est le nôtre, ce qu'on pouvait espérer des Pouvoirs, c'était, sinon une véritable politique du cinéma, tout au moins une bonne administration, assurant une rentabilité convenable, veillant à l'assainissement des opérations financières, préservant une certaine liberté des sujets, permettant aux meilleurs techniciens de s'affirmer, développant la propagande à l'étranger, protégeant ainsi le fameux « rayonnement français ». C'est bien à quoi s'est employé, au cours des dernières années, le Centre national du Cinéma.

Mais à mesure que se poursuit et se ramifie l'assujettissement du pays aux forces atlantiques, par-delà l'infléchissement de la politique générale (extérieure et intérieure), par-delà l'abaissement du niveau de vie de l'ensemble de la nation sous la charge des armements, on assiste à une paralysie progressive des rouages administratifs. Que peuvent, en effet, les services quand une industrie tout entière est peu à peu sacrifiée à un concurrent étranger plus puissant ? Il ne reste aux administrateurs qu'à devenir des syndics de faillite qui fassent traîner les choses en longueur. Si encore il ne s'agissait que d'un chômage définitif menaçant toute une profession, on pourrait espérer des remèdes : le nombre des travailleurs du cinéma n'est pas si grand que leur réemploi ne puisse être envisagé : les ouvriers mis à la rue par la fermeture des studios ont été immédiatement

réembauchés dans le bâtiment. De même, le développement de la télévision pourrait absorber l'ensemble des techniciens et des acteurs. Mais il s'agit de bien autre chose, car le cinéma est bien autre chose qu'une industrie. Il est un moyen d'expression par l'image [1], un moyen collectif d'expression pour une collectivité, l'image qu'un pays, une société offrent — et s'offrent — d'eux-mêmes. C'est pourquoi une offensive politico-économique qui tend à étouffer ce moyen d'expression dans un pays donné ne peut être comparable qu'aux moyens de force dont use parfois un conquérant pour priver le vaincu de sa langue.

Colette AUDRY.

ERRATUM. — Des erreurs s'étant glissées dans la première partie de notre article, prière de lire :

P. 1700, note, lire : *Toutefois le ministère de l'Information demeure compétent en ce qui concerne les Actualités.*

P. 1709, lire : *L'Etrange sursis* au lieu de *L'Etrange Suzy.*

1. Certes, il s'exprime souvent très mal, il lui arrive de gaspiller l'argent à tort et à travers; mais qu'on pense au déchet effroyable de la chose imprimée, au nombre non moins effroyable de mauvais peintres.

*Elena de La Souchère.*

# L'EXPÉRIENCE PERON ET LA GUERRE DES DEUX AMÉRIQUES

## I. — Naissance de la mystique de l'indépendance économique

Un citoyen « *yankee* » passait, le 15 avril dernier, à Buenos-Ayres, à proximité du lieu où une bombe venait d'exploser. Il n'en fallut pas davantage pour convaincre la foule argentine qu'il était l'auteur de l'attentat. La nationalité de ce passant était une présomption de culpabilité. Une tentative dirigée contre Peron devait nécessairement être inspirée par Washington. L'origine réelle de l'attentat importe peu à notre propos. Seule importe la réaction de la foule. Ni mot d'ordre ni mise en scène n'aurait pu la provoquer, si le peupe argentin n'était préparé à voir en tout Américain du Nord un agent ennemi du régime. L'incident du 15 avril est la lueur subite qui éclaire des profondeurs de haine insoupçonnées.

L'acuité de la lutte qui oppose le régime Peron aux Etats-Unis n'est pas perçue du seul peuple argentin. Les autres peuples hispano-américains en ont conscience. Dans tous les pays d'Amérique du Sud, les forces en lutte contre la domination des intérêts « yankees » considèrent le gouvernement Peron comme leur protecteur naturel ; elles entrent en contact avec lui, se réclament de son exemple et sollicitent son appui. Le sentiment de frustration des petits pays hispano-américains asservis aux intérêts « yankees » s'est cristallisé autour de l'Argentine, la seule des nations sud-américaines qui, pourtant, n'ait jamais eu à subir la domination du capital nord-américain.

De fait, l'Argentine était resté, jusqu'à l'avènement de Peron, une zone réservée aux intérêts anglais qui, au cours du XIX[e] siècle, avaient investi dans le pays 420 millions de livres sterling. Des sociétés anglaises contrôlaient le réseau des chemins de fer, la distribution du gaz, les téléphones, nombre d'autres entreprises... Le nationalisme péroniste est né d'une réaction contre cette emprise. Il n'est pas un des discours de la période 1943-1946, celle de la montée au pouvoir, où Peron ne dénonce les méfaits de la domination étrangère sur l'économie du pays : « *Quelle est* — dit-il dans un discours du 23 juillet 1947 — *la différence entre la domination politique et la domination économique ? N'est-ce pas colonialisme pour colonialisme ? N'est-ce pas la même chose d'être politiquement vassal que de l'être économiquement ?* » Dans l'année qui suit la première élection de Peron à la présidence de la République, « l'indépendance économique » de la nation est solennellement proclamée au cours d'une cérémonie organisée à San Miguel de Tucuman, la ville où, cent trente et un ans plus tôt, jour pour jour, fut proclamée l'indépendance politique de l'Argentine. Le choix du lieu, celui de la date sont significatifs. Il est impossible de marquer plus clairement que l'indépendance économique revêt aujourd'hui la même importance que l'indépendance politique pour les hommes du siècle dernier. Aux confuses aspirations des masses argentines, la doctrine de Peron propose un nouvel objectif : affranchir l'économie de l'emprise étrangère pour affranchir l'homme de la servitude de la faim.

Le péronisme apparaît à l'époque la moins propice, en apparence, à l'éclosion d'un mouvement revendicateur, de quelque nature qu'il soit. La guerre mondiale offrait les plus larges possibilités au commerce d'un pays neutre. La conjoncture semblable de 1914-1918, en favorisant la naissance de quelques industries, avait accru l'importance sociale des classes moyennes industrielles et commerçantes. Expression politique de ces secteurs de la population, le parti radical avait été porté au pouvoir en 1916. Les conservateurs, du pays furent d'ailleurs ramenés au gouvernement par la crise commerciale de 1930.

Au cours de la seconde guerre mondiale, les phénomènes

de la période 1914-1918 se reproduisent sur une beaucoup plus large échelle. Les pays belligérants absorbent des stocks plus importants de denrées alimentaires argentines, tandis que l'orientation de leur industrie vers la production de guerre provoque le fléchissement de leurs exportations de produits manufacturés. L'Argentine subit une pénurie d'articles industriels, au moment où l'excédent de ses exportations sur ses importations accroît ses réserves d'or et de devises. Celles-ci qui, en 1940, ne dépassaient pas 1.330 millions de pesos, atteignent 6.157 millions dans l'immédiat après-guerre, en 1946. Les disponibilités en capital s'allient au besoin d'articles manufacturés pour favoriser l'essor industriel. En 1943, à la veille du coup d'Etat militaire, le pays compte déjà 60.000 établissements industriels, pour 40.000 en 1935. Plus d'un million d'ouvriers étaient employés dans les usines, où l'on ne comptait, huit ans auparavant, que 577.000 travailleurs. La création du sous-secrétariat d'Etat à l'Industrie et au Commerce, l'une des premières mesures du régime issu du « pronunciamiento » de 1943, constituera moins un premier jalon sur la voie de réalisations à venir que la conséquence d'un état de fait.

L'accroissement du rôle économique des classes commerçantes et industrielles s'était traduit par une promotion sur le plan politique. En 1941, comme en 1916, et pour les mêmes motifs, les élections envoient au Parlement une majorité radicale. Pour s'affranchir de la tutelle d'un Parlement hostile, le président Castillo proclame l'état de siège. Affaibli par l'opposition de l'exécutif et du législatif, le pouvoir est à la merci d'une rébellion militaire, d'une simple démonstration. Il n'offrira pas la moindre résistance aux conjurés du 4 juin 1943.

Car ce pouvoir divisé contre lui-même est aussi — fait plus grave — isolé de la masse populaire. Celle-ci se composait en grande majorité de « *peones* », les ouvriers des grands domaines ruraux. Entassés dans des baraques collectives, les *peones* percevaient des salaires dérisoires de 15 à 20 pesos par mois. Encore étaient-ils souvent exploités par le magasin du lieu, auquel l'éloignement de toute agglomération conférait un monopole de fait qui lui permettait d'imposer ses prix. Le tenancier du magasin est presque toujours

le concessionnaire du propriétaire du domaine. Ainsi, en vertu d'un système circulaire, le numéraire versé au *peon* revenait-il aux mains du grand propriétaire, par le canal du magasin. Eternel débiteur de celui-ci, l'ouvrier était, de ce fait, plus étroitement à la merci du maître de l'*estancia* [1]. Passif et dispersé, le prolétariat rural n'était pas en mesure d'obliger les *estancieros* [2] à lui octroyer des conditions de travail plus équitables. Si la naissance de l'industrie avait créé un prolétariat urbain, celui-ci était encore trop faible numériquement pour pouvoir imposer ses revendications. Ainsi le bénéfice de l'essor commercial des années de guerre avait-il été accaparé par une minorité. L'écart s'était accentué entre le luxe des privilégiés et la misère des travailleurs.

Le mécontentement confus, inexprimé, de la masse constituait une excellente matière première de révolution. Encore convenait-il de l'organiser, de l'ordonner en fonction d'un objectif précis, facile à concevoir, sinon à atteindre. Un coup de génie ou, peut-être, un coup de chance, valut à Peron, vainqueur parmi d'autres, le 4 juin 1943, le secrétariat d'Etat au Travail, poste modeste, mais à la source de toutes les réformes sociales. Peron s'empresse de décréter une augmentation des salaires. Les fermages sont réduits de 20 %. Les conditions de travail des ouvriers agricoles sont réglementés. Un salaire minimum leur est garanti. Le *peon* jouit désormais d'un statut protecteur. Ces réalisations constituent, aux yeux des travailleurs, la meilleure caution des promesses de Peron, qui, au cours de cette période d'enfantement du régime, va de ville en ville, portant partout sa doctrine, qui tient en quelques phrases faciles à convertir en slogans. Sans se lasser, il explique, avec des mots très simples, le danger de l'emprise du capital étranger sur l'économie du pays. Il affirme que l'industrialisation est la condition de la libération économique. Et il se trouve que l'essor industriel favorisé par le nouveau régime, en précipitant l'exode des *peones* vers la ville, fournit des troupes à la révolution.

Lorsque les collègues de Peron prennent conscience du

1. *Estancia* : grand domaine rural.
2. *Estancieros* : grands propriétaires terriens.

danger qu'il représente, le destituent, le relèguent, il est trop tard : une émeute des *descamisados*, alertés par Evita, impose son rappel (17 octobre 1945). Sous la pression de la masse, il élimine ses rivaux et impose ses conceptions. Le néo-fascisme péroniste est né de l'émeute prolétarienne. Et, lorsque le dictateur de fait pose sa candidature à la présidence de la République, l'opposition ouverte de l'ambassade américaine, alarmée par le nationalisme économique de Peron, favorise la cristallisation du sentiment national autour de la figure du leader. L'union de la masse prolétarienne et de la minorité nationaliste est accomplie. La revendication de classe s'est transformée en revendication nationaliste. La transmutation qui constitue l'essence même du fascisme s'est opérée. Elle est pleinement accomplie dès l'année 1946, c'est-à-dire bien avant l'éveil du sentiment de revendication de l'indépendance économique, dans les pays latino-américains assujettis à la domination du capital *yankee*. Aussi le régime Peron, bien qu'il soit né de circonstances de fait fort différentes de celles que l'on constate dans les autres pays du monde hispano-américain, joue-t-il, par rapport aux mouvements néo-fascistes éclos postérieurement dans ces pays, le rôle de précurseur et d'archétype.

## II. — De l'industrialisation a la crise économique.

Comment le régime allait-il atteindre cette indépendance économique, qu'il définissait comme l'objectif essentiel de son effort ? Dans ses discours et ses écrits de la période de la montée au pouvoir, Peron s'est attaché à démonter le mécanisme de l'emprise étrangère. « *L'Argentine* — dit-il dans un discours du 9 avril 1947 — *vend à l'Angleterre, chaque année, pour* 400 *millions de pesos de viande ; mais elle payait, en tout, pour frêt, services, change, assurances et réassurances,* 600 *millions de pesos. C'est-à-dire que, pour que nos amis anglais mangent notre viande, nous les payions* 200 *millions de pesos par an.* » Voici d'autres exemples : le lin exporté par l'Argentine lui revenait sous forme d'huile, la laine sous forme de textile. A l'aller et au retour, le transport des marchandises était effectué par des chemins de fer sous contrôle étranger, par des navires appartenant

à des sociétés anglaises. Dans tous ces cas, l'Argentine acquittait le prix du travail de transformation de ses propres matières premières et celui du transport. Double perte de valeur que Peron entend épargner à son pays.

Pour y parvenir, il lui faut, parfois, créer de toutes pièces des services nouveaux. A la faveur de la guerre, la saisie de quelques navires étrangers, qui seront d'ailleurs rendus à leurs propriétaires après l'armistice, fournit à l'Argentine l'embryon d'une flotte marchande. Plus tard, elle commandera des navires aux chantiers de Grande-Bretagne, de Suède, d'Italie. Une compagnie aérienne est créée au capital de 150 millions de pesos, dont un tiers souscrit par l'Etat. En d'autres cas, il faut racheter à des sociétés étrangères des services ou des entreprises. Le stock d'or et de devises accumulé pendant la guerre permet au gouvernement d'indemniser les sociétés étrangères qui contrôlaient les chemins de fer, la distribution du gaz, les téléphones... Aux actionnaires étrangers de l'Union téléphonique du Rio de la Plata, l'Etat verse une indemnité de 95 millions de dollars. Avant la première élection de Peron à la présidence, en 1946, la dette extérieure a déjà diminué de 528 millions de pesos. Son montant global qui, au dernier bilan avant le coup d'Etat de juin 1943, s'élevait à 1.011 millions de pesos, était tombé, cinq ans plus tard, en 1947, à 110 millions.

Désormais maîtresse de ses communications, l'Argentine, pour économiser le prix du travail d'élaboration de ses propres matières premières, va s'efforcer de constituer une industrie de transformation. L'industrialisation est la grande pensée de Peron, comme elle est, en Espagne, celle de la Phalange. Le dictateur argentin résume son programme en une formule-slogan : « *Produire plus, valoriser par l'industrialisation.* »

A peine installé depuis quelques mois au secrétariat d'Etat au Travail, Peron avait créé la Banque de Crédit Industriel. Il possédait désormais l'instrument de financement qui allait lui permettre de développer nombre d'industries de transformation : fabriques d'engrais, tanneries, usines textiles et chimiques, industries alimentaires du beurre et du fromage, du sucre et de la bière, du vin et de l'huile, des conserves de viande et de poisson... Dans tous les cas, un pourcentage

important des crédits est fourni par l'Etat, tantôt sous forme de prêt accordé à des sociétés privées, tantôt au moyen de la création de sociétés d'économie mixte, dans lesquelles l'Etat est associé à des intérêts privés. Dans ce cas, le président de la société est désigné par le gouvernement. En d'autres cas, des entreprises ont été directement créées par des organismes d'Etat, parfois les plus inattendus. Des usines de textiles, de ciment, d'aluminium ont été fondées et soutenues par la Direction Générale des Fabrications Militaires.

Le développement industriel présuppose un accroissement du potentiel énergétique. L'Argentine importait, avant la guerre, trois millions de tonnes de charbon, les trois quarts en provenance de la Grande-Bretagne. L'industrialisation accroît les besoins, et il importe de réduire les importations, pour réserver les devises disponibles aux achats de machines et d'équipement. Le gouvernement met en exploitation les gisements carbonifères de Patagonie, qu'un chemin de fer relie désormais à Puerto-Gallegos, le port d'embarquement par lequel le minerai est dirigé vers Buenos-Ayres. Mais, en dépit de tous les efforts, la production carbonifère s'avère incapable de couvrir les besoins du pays. Les insuffisances des industries d'extraction de la houille et du fer, qui interdisent l'espoir d'un grand essor de l'industrie métallurgique, ne seront pas étrangères, nous le verrons, au désir du gouvernement Peron de conclure une union douanière avec le Chili. Des résultats beaucoup plus substantiels ont été obtenus par le premier plan quinquennal argentin en ce qui concerne la mise en valeur du potentiel hydro-électrique et le développement de la production pétrolifère. Celle-ci qui, en 1939, était inférieure à trois millions de mètres cubes, atteignait déjà en 1946, première année d'application du plan quinquennal, le chiffre de 3.636.521 mètres cubes. Les besoins de la consommation interne se trouvaient couverts, dès cette époque, dans la proportion de 70 %.

La proximité d'un barrage ou d'un gisement a déterminé, çà et là, l'apparition d'usines dans des localités secondaires, à Jujuy, au nord-ouest du pays, dans une région riche en plomb et en zinc, à Santiago-del-Estero, à Tucuman, à Mendoza... Dans une période à venir, l'épanouisse-

ment industriel déterminera peut-être une décentralisation. Mais la première étape de l'industrialisation a, au contraire, provoqué une centralisation croissante. Les banlieues de Buenos-Ayres, la Boca, Avellanada, Quilmes, se sont hérissées de cheminées fumantes. La grande cité attire les masses rurales. Près du quart de la population du pays se concentre dans la capitale et sa banlieue industrielle.

Le prolétariat urbain est désormais en mesure d'exercer une pression sur le pouvoir. D'ailleurs, le souci de donner satisfaction aux classes populaires, soutiens du régime, est en accord avec les impératifs économiques. Car il ne suffit pas de produire : il faut vendre. L'essor industriel suppose une masse consommatrice. Dans un discours de novembre 1944, Peron affirmait que la moitié de la production argentine était exportée et il exprimait la crainte que le retour de la paix n'entraînât un fléchissement de la demande étrangère. De là, l'urgente nécessité de créer des débouchés internes. En juillet 1947, le dictateur déclare que le pays doit consommer 80 à 90 % de sa production, et n'exporter que le surplus. Pour stimuler l'achat, les salaires sont relevés [1].

L'augmentation du numéraire jeté sur le marché du fait de la hausse des salaires se conjugue avec la pratique du crédit pour enfler exagérément la demande. Le rendement d'une main-d'œuvre bien rétribuée et trop hâtivement formée reste médiocre, et la période d'amortissement des installations industrielles n'est pas terminée. Aussi les prix de revient sont-ils excessivement élevés. La production argentine est une production chère [2]. Pour empêcher que la hausse des prix de revient n'ait une incidence sur celle des prix de vente, il aurait fallu la compenser par une compression du revenu du capital ou de la part des intermédiaires, compression qui aurait supposé des réformes de structure dans lesquelles le régime n'entendait nullement s'engager. La hausse des prix de revient aurait pu, il est

1. Les *droits des travailleurs* ont d'ailleurs fait l'objet d'une *déclaration* solennelle (février 1947). Les assurances sociales sont étendues à tous les risques. Les vacances payées sont désormais obligatoires.

2. Aussi le gouvernement doit-il protéger la production nationale contre la concurrence étrangère par le relèvement des tarifs douaniers. Cette politique protectionniste se justifie aussi par la nécessité de limiter les importations superflues afin de défendre l'équilibre de la balance commerciale menacée par les importations d'outillage.

vrai, être compensée, dans le budget de l'entreprise, par une réduction des charges fiscales. L'Etat aurait dû diminuer son train de vie. Sans doute aurait-il pu mettre ordre à la prolifération des offices et des organismes autonomes, au gaspillage qui y règne. Sans doute aurait-il pu réduire les dépenses militaires qui représentent 30 % du budget. Encore ne le ferait-il point sans mécontenter l'armée et mettre le régime à la merci d'un *pronunciamiento*.

Les économies ainsi réalisées n'auraient d'ailleurs pas permis de rétablir l'équilibre budgétaire, tant que l'Etat devait faire face à la double tâche du rachat des intérêts étrangers et de l'équipement industriel du pays, tout en supportant une large part des dépenses de la sécurité sociale. Mais point de relèvement du niveau de vie des travailleurs, point de masse consommatrice, point de débouchés pour l'industrie. La politique de l'indépendance économique est un bloc dont aucun élément ne saurait être disjoint sans que l'ensemble ne soit compromis. Où trouver les fonds pour faire face à de telles charges ? Trois années ne se sont pas écoulées depuis le coup d'Etat de juin 1943, on entre à peine dans la période de réalisation du premier plan quinquennal, et déjà le budget de l'Etat a doublé. Il ne dépassait pas 1.056 millions de pesos en 1943. En 1947, il atteint 2.055 millions. Et les dépenses qui figurent au budget ne représentent qu'une partie des charges publiques. En Argentine, comme en Espagne, les fonction sociales et économiques de l'Etat sont partiellement dévolues à des organismes autonomes qui possèdent leur budget et leur comptabilité particulière. Sur le plan social, la Fondation Eva Peron collecte et répartit des fonds considérables. L'Institut Argentin pour le Développement des Echanges — I. A. P. I. — monopolise le commerce extérieur et finance l'équipement industriel. Le I. A. P. I., Etat dans l'Etat, a ses finances propres et émet des emprunts. De fait, lorsque les réserves d'or et de devises accumulées pendant la guerre furent épuisées, l'emprunt devint la grande ressource du régime. Quand les souscripteurs s'inquiètent et se lassent, le gouvernement adopte des mesures qui ressemblent fort à des emprunts forcés. En 1950, la Caisse d'Epargne postale et l'Institut de Prévision sociale doivent, en échange de titres d'Etat, lui

remettre respectivement 468 millions et 3 milliards de pesos. Tandis que la dette externe s'amenuise par le remboursement des sociétés étrangères, la dette interne s'accroît, mais dans une beaucoup plus large mesure. Elle passe de 4.102 millions de pesos, au dernier bilan avant le coup d'Etat de juin 1943, à 9.131 millions au terme de la première année du plan quinquennal [1]. Aujourd'hui, le montant de la dette s'élève à 25 milliards de pesos : 17 milliards de dettes de l'Etat proprement dit et 8.369 millions émis par l'I. A. P. I. Les intérêts de la dette grèvent de plus en plus lourdement les budgets. Pour faire face à ses obligations, l'Etat doit émettre de nouveaux titres monétaires. La circulation fiduciaire, qui ne dépassait pas 4.800 millions de pesos en 1943, atteint 15 milliards à la fin de 1951 et 17 milliards au dernier bilan de 1952. La devise nationale se déprécie. Le dollar, qui valait 4 pesos en 1943, en vaut 30 aujourd'hui, à la bourse noire de Buenos-Ayres. L'expérience Peron aboutit à une classique crise d'inflation.

Et celle-ci, en accélérant la hausse des prix, annule les effets de l'augmentation des salaires. Sur la base de l'indice 100 en 1943, le relèvement des salaires s'exprimait, en 1952, par les indices 390,2 pour les ouvriers qualifiés et 450,5 pour les manœuvres. Mais, à la même époque, l'indice du coût de la vie atteint le chiffre 513,8. Le relèvement des salaires, purement nominal, a contribué à précipiter le processus inflationniste, mais il n'a pas atteint son objectif : le relèvement réel du niveau de vie de la masse. Et celle-ci exerce une pression sur le pouvoir, dans la mesure où elle le soutient. Aussi, pendant les huit premières années du régime, a-t-il suffi que les syndicats sollicitent un relèvement des salaires pour que le gouvernement fasse aussitôt droit à leur demande. Le pouvoir hésite-t-il ? La grève est bientôt déclenchée. En 1951, la situation financière du réseau de chemins de fer était si précaire que le gouvernement se refusait à octroyer aux cheminots une nouvelle augmentation de salaire. La grève est déclarée. Un décret accorde hâtivement le relèvement exigé. Mais le budget du réseau accuse, au

1. Soit un accroissement de 5.029 millions de pesos en quatre ans. Dans le même temps, le total des sommes remboursées à des compagnies [illegible] est élevé à 901 millions de pesos.

dernier bilan de 1951, un déficit *officiel* de 2 millions de pesos. Le réseau ne peut même plus faire face aux versements de la sécurité sociale. L'un des premiers actes de Peron, après sa rélection à la présidence de la République, en novembre 1951, sera de relever de 70 % les tarifs des chemins de fer. L'augmentation des frais de transport surcharge tous les prix. Voici, saisi sur le vif, le schéma de l'inflation continue.

Peron s'était flatté d'échapper à la fatalité de ce mécanisme. Miguel Miranda, son conseiller financier, avait conçu un plan fondé sur le postulat du caractère *illimité* des ressources agricoles du pays. Le I.A.P.I., investi du monopole du commerce extérieur, serait chargé de collecter les produits agricoles et de les vendre à l'extérieur. Le monopole de la vente lui permettrait d'imposer un prix maximum aux acheteurs étrangers. Le prix d'achat aux producteurs serait fixé au cours le plus bas. Ainsi le lin, payé l'an dernier aux cultivateur 50 pesos le quintal, était-il revendu 100 pesos à l'étranger. Le solde de l'opération devait permettre de financer l'équipement industriel du pays. L'industrie s'accroît des sacrifices de l'agriculture.

L'augmentation du prix de revient, conséquence du relèvement des salaires des *peones*, et la taxation du cours des denrées ne laissaient au producteur qu'une marge bénéficiaire dérisoire. La production agricole n'était plus rémunératrice. On assista alors à une fuite devant la culture des denrées exportables, sur lesquelles l'I.A.P.I. étendait son contrôle : les céréales en particulier. La superficie ensemencée en céréales, qui atteignait 21.269.000 hectares en 1940-1941, tomba à 16 millions d'hectares en 1950-1951. Une période de sécheresse acheva de compromettre la récolte de céréales. Celle-ci, qui avait atteint 22.232.000 tonnes en 1941, tomba en 1951 à 8.627.000 tonnes. Dans ce total, la récolte de blé représentait 2.255.000. Le solde exportable de blé ne dépassait pas 550.000 tonnes, et l'Argentine s'était engagée à livrer au Brésil 700.000 tonnes. Le pays ne pouvait exporter que 400.000 tonnes de maïs, alors que la demande extérieure dépassait un million et demi de tonnes. Du pain de farines mêlées fut mis en vente dans les bou-

langeries de Buenos-Ayres. L'Argentine en arriva à importer des céréales.

La diminution des contingents exportables aggrave les difficultés financières du gouvernement. Celui-ci s'efforce d'accroître ses bénéfices sur les exportations de viande, et ceci au moment où la taxation des cours décourage les éleveurs. Dans son désir d'obtenir des acheteurs étrangers les plus hauts prix possibles, l'I. A. P. I. acquiert de jeunes bêtes. La reproduction est compromise. La sécheresse aggrave les difficultés des éleveurs. Pour pouvoir livrer à la Grande-Bretagne les 200.000 tonnes de viande promises, dans le délai d'un an, par l'accord de 1951, le gouvernement doit imposer des restrictions à la consommation interne. Des centaines d'abattoirs sont fermés. Un jour sans viande est institué. Le journal et l'affiche préconisent la consommation du poisson. La viande de buffle fait son apparition dans les boucheries de Buenos-Ayres.

Des premiers mois de 1952 à l'automne, le prix des denrées de première nécessité a subi une hausse de 100 %. Le pouvoir d'achat de la masse consommatrice n'est plus au niveau des prix. Le commerce est paralysé. Des faillites se déclarent, vingt-sept fois plus nombreuses en septembre 1952 qu'au cours de la période correspondante de 1951. Les sommes mises en jeu, qui, à cette dernière époque, ne dépassaient pas 2 millions et demi de pesos, atteignaient, en septembre 1952, le chiffre de 67 millions. Nombre de faillites touchaient des jeunes entreprises industrielles nées du premier plan quinquennal.

Cette première phase aiguë de la crise de l'économie argentine se situe au printemps et dans l'été 1952, Cette époque est aussi celle où se précise un mouvement de réaction qui, il est vrai, s'annonçait déjà depuis quelques mois. Dès la fin de l'année précédente, le gouvernement avait décidé de relever les prix de taxe des denrées agricoles. L'accroissement de la marge bénéficiaire avait ranimé l'activité et accru la superficie ensemencée. La récolte de 1952, d'ailleurs favorisée par les pluies, devait être sensiblement plus abondante que celle de l'année précédente. Une nouvelle politique née d'une tardive prise de conscience de la périlleuse réalité de l'inflation, aspire à contenir la

poussée des prix en augmentant la production et en limitant le prix de revient par le blocage des salaires. Classique solution proposée au mal d'inflation par la doctrine de droite. Pour contenir l'action des syndicats ouvriers en faveur d'un relèvement des salaires, le gouvernement prend appui sur les forces de droite. Il s'engage à consulter, sur les questions économiques, la Confédération économique générale, porte-parole des producteurs. Pour donner satisfaction à ceux-ci, une loi limite à 33 % la part prélevée sur l'épargne par le secteur public. Les deux tiers des capitaux disponibles seront à la disposition des entreprises privées. Le second plan quinquennal, beaucoup moins ambitieux que le premier sur le plan des réalisations industrielles, prévoit des mesures en vue de favoriser la production agricole et le retour à la terre.

Mais cette politique de déflation ne comportait pas d'économies réelles elle laissait subsister la cause de l'inflation : un déficit budgétaire chronique qui obligeait l'Etat à recourir à l'emprunt et à l'émission de nouveaux titres monétaires. La nouvelle politique cumulait les inconvénients de l'inflation et ceux de la déflation : tandis que le blocage des salaires restreignait le marché intérieur, la dépréciation monétaire déterminait une hausse continue des prix. Le croissant écart entre les salaires et les prix suscitait, dans la masse ouvrière, un mécontentement exaspéré par le spectacle du luxe insolent étalé par le petit monde d'affairistes et de prébendiers qui prospéraient à l'ombre du dirigisme péroniste. Le régime était menacé d'être coupé de sa base populaire, de perdre la confiance des *descamisados*. Dans la période mars-avril, le mécontentement fut porté à son comble par une pénurie de viande motivée par une taxation maladroite. Le slogan « la viande à bon marché » est aussi sacré aux yeux des politiciens argentins, que peut l'être, pour des politiciens français ou espagnols, la formule : « Le pain à bon marché. » Le prix de la viande, seul immobilisé par la taxe dans un monde de prix mouvants, détermina la fuite de la marchandise vers le marché clandestin, où elle retrouvait sa valeur réelle augmentée de la surtaxe du risque. La viande de bœuf, base de l'alimentation, disparut des étalages, où elle était affichée à 4 ou 5 pesos le kilo, pour être débitée, à

20 pesos, dans les arrière-boutiques. Poussés par le mécontentement de leurs troupes, les dirigeants de la C.G.T. qui, déjà au cours de l'hiver 1952-1953, avaient, à plusieurs reprises, fait pression sur le pouvoir pour obtenir un relèvement des salaires, posèrent, à la veille de Pâques, un véritable ultimatum au gouvernement Peron. Après quatre jours de discussions acharnées, le dictateur céda à demi, pour calmer l'effervescence : il sacrifia certains de ses collaborateurs, en particulier le ministre du Travail, Freire, et recourut au procédé classique qui consiste à expliquer l'inexorable déroulement des phénomènes économiques par la mauvaise volonté ou les agissements frauduleux de certains individus : grossistes ou détaillants, affairistes ou fonctionnaires indélicats. Appât d'autant plus infaillible que la fraude est plus réelle et que la masse est plus disposée à punir de ses privations des responsables visibles et charnels. Une petite guerre d'étiquettes et d'amendes est déclenchée contres boutiquiers, et Peron a nommé, pour enquêter sur les ressources des fonctionnaires suspects, une commission à laquelle la mort spectaculaire de Juan Duarte a conféré, à l'avance, un sanglant certificat de sévère impartialité. Une série d'attentats aux origines imprécises a permis d'accréditer la version d'un complot ourdi contre le régime et de détourner la colère populaire contre les *Yankees* et l'opposition de droite. A la faveur d'un sursaut de xénophobie et de haine de classe, le régime a scellé une nouvelle alliance avec les *descamisados*.

Ainsi la tentative de chercher une solution au problème économique dans un rapprochement avec la droite n'a eu d'autre effet que d'aliéner au gouvernement la confiance de la masse populaire. Aujourd'hui, la nécessité de retrouver cette confiance et l'aggravation de la crise rejettent le régime vers la gauche. Ces oscillations et la pauvreté des expédients employés pour reconquérir l'audience populaire soulignent mieux que toute analyse le caractère fatal du dilemme dans lequel se débat le gouvernement Peron. Ce dilemme, toujours le même depuis 1949, est celui de l'inflation ou de la déflation. Faut-il augmenter les salaires ? Faut-il réduire le train de vie de l'Etat ? Un relèvement des salaires susciterait une hausse des prix qui en annulerait les effets. Mais

ce relèvement peut-il être différé si l'on ne parvient pas à freiner la marche ascendante de l'indice des prix ? Et comment ce résultat pourrait-il être atteint ? Comment le régime parviendrait-il à juguler l'inflation sans retranchements de crédits, sans limitation des investissements ? Mais la réduction de ces derniers porterait atteinte à l'industrialisation, condition de l'indépendance économique et objectif premier du régime. Le dilemme ne saurait être dépassé que grâce à un apport extérieur, à des crédits à longs termes qui permettraient d'acquérir, sans débours immédiats, l'outillage industriel et les matières premières nécessaires à l'industrialisation. A ce stade du processus économique surgit la tentation du recours au prêteur *yankee*. Et le régime a succombé à cette tentation en 1950, époque où il sollicita de l'Export and Import Bank un prêt de 125 millions de dollars.

## III. — Les impératifs économiques de la politique antiyankee.

Peu de pays éprouvent au même degré que l'Argentine le besoin de crédits en dollars. Les courants traditionnels de son commerce extérieur ont été bouleversés par la seconde guerre mondiale, dans la mesure où celle-ci entraîna le déclin de la Grande-Bretagne et l'épanouissement de la puissance *yankee*. Le Royaume-Uni, qui reste le meilleur client de l'Argentine, cesse d'être son premier fournisseur. Son potentiel industriel est affaibli, au moment où l'industrialisation suscite, en Argentine, une forte demande d'outillage. Seule l'industrie *yankee* peut répondre à ces besoins nouveaux. Mais les Etats-Unis achètent peu aux producteurs argentins. La balance commerciale argentine, créditrice par rapport aux pays de la zone sterling, est débitrice vis-à-vis de ceux de la zone dollar. De là les efforts du gouvernement Peron pour obtenir des autorités britanniques la reconnaissance de la clause de la convertibilité de la livre en dollar. De là les longs démêlés qui opposèrent à ce propos négociateurs argentins et anglais. Dès 1947, première année d'application du plan quinquennal, la valeur des exportations argentines à destination des Etats-Unis représentait à peine

le quart de celle des importations de produits *yankees* : 547 millions de pesos contre 2.431 millions. Au cours des années suivantes, le développement de l'industrialisation argentine a eu pour effet d'accroître le besoin d'équipement en provenance des Etats-Unis. L'octroi de crédits *yankees* permettrait seul de financer ces achats, de compenser le déficit de la balance commerciale. Si l'industrialisation de l'Argentine est un effort pour se libérer de l'emprise des intérêts britanniques, cette tentative aura-t-elle pour résultat de placer le pays sous la dépendance de l'économie *yankee ?* L'Argentine n'aura-t-elle fait que changer de maître ? Le vague sentiment de rivalité qui, dès l'avènement du régime, dressait le nationalisme péroniste contre la grande puissance qui cherche à étendre son hégémonie sur le continent américain, se convertit en crainte de plus en plus précise. Washington devient chaque jour davantage, pour l'Argentine, ce que l'Angleterre était autrefois : l'ennemi de l'indépendance économique.

Cette craintive animosité éprouvée par les dirigeants argentins à l'égard des Etats-Unis se complique d'un antagonisme d'intérêts des deux pays sur le marché sud-américain. Cette rivalité n'est d'ailleurs que l'une des conséquences de l'industrialisation argentine. Le pays a désormais besoin de matières premières pour ses usines et de débouchés pour ses articles manufacturés. Il trouve les uns et les autres sur le marché sud-américain. Mais les courants surgis de ces besoins nouveaux ne se consolident et ne s'entrecroisent qu'au détriment des courants traditionnellement établis entre les Etats-Unis et le monde hispano-américain. Le faible niveau de vie de la plupart des peuples sud-américains maintenait leurs importations de produits manufacturés *yankees* à un niveau inférieur à celui de leurs exportations de matières premières à destination des Etats-Unis. Ces échanges leur ménageaient un solde créditeur en dollars qui leur permettait d'acquérir sur le marché argentin, des denrées alimentaires. L'Argentine utilisait les dollars ainsi obtenus pour se procurer des articles manufacturés *yankees*. A ces échanges en triangle, l'évolution de l'Argentine vers l'industrialisation tend à substituer un système linéaire d'échanges entre les pays sud-américains, limitant progressivement les

interférences *yankees.* A partir de 1948, le gouvernement de Buenos-Ayres conclut avec la Bolivie, le Chili, le Venezuela, des accords prévoyant la fourniture d'étain, de cuivre, de pétrole, en provenance de ces pays, contre des denrées alimentaires et des articles manufacturés argentins.

Peut-on espérer que les Etats-Unis favorisent, par leurs crédits, le développement, en Argentine, d'une industrie qui menace à la fois leurs débouchés sur le marché sud-américain et leurs sources de matières premières ? Et ceci sans contre-partie d'ordre militaire, puisque Peron a refusé d'entrer dans le système nord-américain. Et sans doute ne l'a-t-il pas fait sans motif. Il savait qu'un pacte d'alliance impliquait une politique de réarmement qui aurait orienté l'industrie vers la production de guerre. L'augmentation des dépenses militaires, en aggravant les difficultés financières et les besoins de crédits de l'Etat argentin, aurait placé celui-ci sous la dépendance de plus en plus étroite du prêteur *yankee.*

Si la neutralité est la condition de l'indépendance économique, l'entrée dans le système militaire présidé par les Etats-Unis aurait constitué la condition fondamentale d'un apport financier nord-américain. Si le besoin de crédits engendré par l'industrialisation avait conduit à l'acceptation des servitudes impliquées par l'aide financière *yankee,* l'effort de libération économique aurait abouti à la création d'un nouveau lien de vassalité. En pactisant avec Washington, le régime aurait reconnu l'échec de sa mission. Il aurait admis que le pays était voué à une fatalité de servitude et que la promesse de libération apportée par Peron n'était qu'un leure. Le régime se déjugerait en traitant avec Washington, et en se déjugeant il s'exposerait. Car un peuple galvanisé depuis dix ans par le mot d'ordre de l'indépendance économique ne tarderait pas à se retourner contre ceux qui l'auraient berné d'une espérance vaine.

Si le régime ne peut pactiser avec le prêteur *yankee* sans mettre en question son existence, d'où lui viendra le secours qui lui permettra d'assainir son économie ? Pour juguler l'inflation et la hausse des prix, il faudrait, à la fois, accroître la production et limiter les prix de revient. Comment réduire ceux-ci sans toucher aux salaires ? Et si, par hypothèse, on

abaissait encore le niveau de vie des travailleurs, où trouverait-on une masse consommatrice à l'échelle d'une production accrue ? Ce problème, insoluble en apparence, cesse de l'être dès l'instant où on ne l'envisage plus dans les termes étroits de l'économie nationale, mais dans les perspectives d'une unité de vie économique plus large. L'union douanière avec les pays voisins, pour faible que soit le niveau de vie de leur population, élargirait la masse consommatrice. En abaissant le coût des matières premières en provenance de ces pays, la suppression des droits de douane limiterait le prix de revient des articles manufacturés argentins. L'expansion économique constitue la seule solution à la crise suscitée, en Argentine, par la politique d'industrialisation.

## IV. — De l'expansion économique a la guerre des deux Amériques.

La politique d'expansion se heurte à l'obstacle des intérêts créés *yankees*. Pour réaliser ses projets de coopération économique et d'union douanière avec les pays voisins, le régime Peron doit débusquer les intérêts *yankees* de positions dès longtemps contrôlées par eux. Il ne peut réussir que là où s'exerce un pouvoir décidé à secouer la tutelle économique des Etats-Unis. Ainsi le gouvernement argentin est-il amené à soutenir de ses encouragements et de ses subsides tous les mouvements de nationalisme antiyankee qui se développent dans le monde sud-américain. L'expansion économique présuppose l'intervention politique.

En Bolivie, les armes et les subsides fournis par l'Argentine ont assuré, en avril 1952, le succès du mouvement insurrectionnel dirigé contre une dictature soutenue par Washington dans la mesure où elle assurait, à bas prix, à l'industrie nord-américaine, la majorité de la production d'étain du pays. Le régime avait réalisé contre lui l'union de la minorité nationaliste et de la masse ouvrière indienne, impitoyablement pressurée par les compagnies minières. Et cette union s'était cristallisée autour de la personnalité d'Estensoro, ancien dirigeant du gouvernement pronazi chassé en 1946. L'implantation en Bolivie d'un régime néo-péroniste a

coïncidé — et ce n'est pas l'effet du hasard — avec l'inscription au second plan quinquennal argentin de vastes plans d'accroissement des industries de traitement de l'étain. Mais la nationalisation des mines d'étain a suscité, en manière de représailles, une suspension des achats *yankees*, que la détente internationale peut prolonger dans la mesure où, ralentissant le rythme des armements, elle diminuerait les besoins d'étain de l'industrie nord-américaine. En Bolivie, pays d'économie pauvre, qui subit de la façon la plus rigoureuse la servitude de la monoproduction, la mévente de l'étain compromet le ravitaillement et risque de remettre en cause la révolution accomplie. Si le soutien donné par Peron au mouvement Estensoro s'explique par un souci d'ordre économique, celui d'assurer à l'industrie argentine un important pourcentage de la production bolivienne d'étain, aujourd'hui la nécessité de sauver le régime satellite de La Paz devrait conduire l'Argentine à tripler sa consommation d'étain.

Au Chili, où la mainmise *yankee* sur les mines de cuivre suscite un mouvement du type nationaliste revendicateur les encouragements et, peut-être, les subsides argentins ont contribué à assurer l'élection à la présidence de la République, à l'automne dernier, du vieux leader Ibanez qui, lui aussi, rallie autour d'un programme assez vague une minorité nationaliste avide d'indépendance et une masse ouvrière avide de réformes. Mais la leçon d'une première tentative dictatoriale[1] avait permis à Ibanez de mesurer la force des traditions parlementaires en ce pays, qui, seul entre toutes les nations sud-américaines, semble avoir la vocation de cette forme de démocratie qui se base sur le système représentatif. Le souci de ménager l'opposition paralysa l'initiative du nouveau président, et la timidité de sa politique déconcerta ses partisans. Les agents péronistes encouragèrent alors l'aile extrémiste du mouvement ibaniste, qui, en janvier dernier, remporta un succès à l'élection sénatoriale de Santiago. Menacé d'être débordé par ses propres troupes, Ibanez, à la veille des élections législatives de mars, accepta de rencontrer Peron. Il pensait ainsi donner un gage aux extrémistes de son mouvement et satis-

1. De 1927 à 1931.

faire le sentiment antiyankee des masses populaires chiliennes. Dans la mesure où Ibanez poursuivait des fins électorales, sa manœuvre s'est retournée contre lui : les imprudentes déclarations de Peron, présentant l'union économique argentino-chilienne comme un premier pas vers l'union politique des deux pays[1] ont fourni un argument à l'opposition, en alarmant le nationalisme chilien, et ont ainsi contribué au demi-échec des listes « ibanistes ».

Les partis démocratiques auront peut-être lieu de regretter leur fragile victoire. En se renforçant, l'opposition parlementaire accule Ibanez à la lutte : elle l'oblige à prendre appui sur l'aile extrémiste de son mouvement, sur la masse ouvrière[2]. La nécessité de ménager ces concours peut entraîner le vieux renard plus loin qu'il ne le voudrait, lui imposer la nationalisation des gisements de cuivre. Ainsi le nationalisme électoral est-il entraîné par la voie des oppositions politiques qu'il suscite, vers le renforcement du pouvoir personnel et la lutte contre les intérêts *yankees*.

Les données économiques jouent dans le même sens. Les entretiens Peron-Ibanez ont été sanctionnés par un accord prévoyant l'échange en franchise de produits alimentaires argentins — bétail et huile — contre du cuivre et de l'acier chiliens. La pénurie d'acier barrait à l'Argentine — pays pauvre en charbon et en fer — la route de la grande industrie. Mais le Chili, qui a entrepris son effort d'industrialisation dès 1939, sous l'impulsion d'un gouvernement de Front populaire et qui possède d'abondantes ressources de charbon, de fer et d'énergie électrique, a créé à Huachipato, près de Conception, d'ailleurs avec le concours financier de l'Import and Export Bank, une aciérie géante qui, non seulement couvre les besoins du pays, mais peut encore exporter d'importants contingents d'acier vers l'Argentine, la Bolivie et le Pérou. La mise en commun de la production chilienne de cuivre et d'acier et des industries argentines de transformation a créé, à la pointe sud du continent, un

1. Ces déclarations ont été publiées par le journaè *La Nacion*, de Santiago du Chili.
2. Ibanez vient de congédier les ministres socialistes qui participaient au gouvernement et de les remplacer par des membres de son parti, mesure considérée à juste titre comme un premier pas vers le renforcement du pouvoir personnel.

puissant combinat industriel. Cette union, en fécondant les ressources des deux pays, accroît leurs besoins de matières premières et de débouchés. Une expansion chaque jour plus nécessaire les opposera plus durement chaque jour à leurs rivaux *yankees* sur le marché sud-américain. Dans la mesure où elle est féconde, l'union argentino-chilienne suscite aussi de nouveaux besoins d'outillage, que seuls, dans le nouveau monde, les Etats-Unis seraient en mesure de satisfaire. Mais peut-on espérer que l'industrie *yankee* fournisse à ses rivaux les éléments dont ils ont besoin pour la combattre et que les Sud-Américains acquièrent au prix de leur soumission les instruments de leur libération ? Le combinat argentino-chilien doit trouver les moyens de son équipement au delà du continent américain. Mais la guerre a diminué le potentiel industriel du vieux monde. L'Argentine a récemment conclu un accord d'échanges avec le gouvernement de Bonn. Les fournitures de l'Allemagne sont toutefois limitées par les besoins de son propre rééquipement. Aussi le régime Peron, à l'heure où il tend la main au nouveau Reich occidental, est-il conduit par la pénurie d'outillage, à accomplir le geste en apparence le plus opposé. L'Argentine qui, l'an dernier, envoyait des observateurs à la conférence de Moscou, et qui a déjà conclu des accords d'échanges avec la Roumanie et la Tchécoslovaquie, a engagé des conversations commerciales avec l'U. R. S. S. L'entretien que Staline, peu avant sa mort, accorda au nouvel ambassadeur argentin, M. Bravo, a été suivi de l'envoi en Russie d'une mission commerciale argentine. Les facteurs idéologiques n'ont joué aucun rôle dans ce rapprochement. Et point davantage le souci de donner un gage au parti communiste argentin. Celui-ci avait, il est vrai, adopté, au cours des dernières années, une politique de bienveillante neutralité à l'égard d'un régime qui avait, à ses yeux, le grand mérite de combattre l'influence *yankee*. Mais l'acuité des problèmes sociaux vient de rejeter les communistes argentins dans l'opposition, et ceci à l'heure même où le régime engage des pourparlers commerciaux avec Moscou. La nécessité économique motive seule ces conversations. Mais celles-ci impliquent le rejet délibéré du concept de solidarité occidentale. En dépit de la détente internationale, cette attitude fournit

aux Etats-Unis un nouveau grief contre le gouvernement Peron.

Ainsi chaque acte d'hostilité aggrave et nourrit le conflit. Puisque cette guerre non déclarée est une réalité qui implique des périls pour le régime argentin, celui-ci devait être tenté de la convertir en thème de propagande, en idée-force. Ce pas a été franchi par Peron dans ses discours du 1er mai. Bombes et pétards l'ont pourvu d'un prétexte. Il importe peu de savoir quelles mains les ont semés au quatre coins de Buenos-Ayres. Seul importe l'empressement avec lequel Peron s'est saisi de ce prétexte. Il a désigné des coupables : *les agents de l'impérialisme, aidés par de mauvais Argentins.* En d'autres termes, les *Yankees* et l'opposition de droite. Sans doute ces accusations sont-elles surtout à usage interne. Elles ont pour objet de justifier, par le grief de connivence avec l'étranger, les mesures prises contre l'opposition, de détourner l'attention des problèmes économiques et de susciter un sursaut de xénophobie et de haine de classe propre à favoriser le rapprochement du régime et de la classe ouvrière. Les atteintes portées à l'ordre public sont exploitées pour justifier un renforcement du pouvoir personnel. A ce stade de l'opération, la parole a été donnée au représentant officiel de la classe ouvrière, Eduardo Vuletich, secrétaire général de la C.G.T., dont le discours du 1er mai, prononcé au balcon de la Casa Rosada, servit d'introduction à celui de Peron : « *Si, pour éliminer ceux qui jettent des bombes, ceux qui répandent la panique et les traîtres de moindre importance, nous avons besoin d'un dictateur, alors* — dit-il en se tournant vers Peron — *nous vous donnerions la bienvenue en qualité de dictateur.* »

Mais au-dessus de la foule argentine massée sur la plaza de Mayo, au pied du balcon de la casa Rosada, Peron s'adressait à un auditoire plus large : à toutes les foules du monde hispano-américain, lorsqu'il affirmait que l'objectif des *Yankee*, instigateurs des attentats, était d'empêcher l'union des peuples sud-américains, en provoquant, dans le bloc argentino-chilien, noyau de cette union future, des troubles susceptibles de justifier cette objection : « *Comment Peron peut-il aspirer à une union sud-américaine, s'il n'est pas capable de résoudre ses problèmes internes ?* » Ainsi l'Argen-

tine semée de bombes mystérieuses, assaillie par d'insaisissables agents de l'impérialisme *yankee*, souffre-t-elle pour la cause de l'indépendance des peuples hispano-américains. Ces images qui. ne constituent sans doute qu'une traduction du réel dans le style schématique et puéril qui émeut les foules, sont merveilleusement propres à nourrir le mythe d'une Argentine nation-leader de l'unité du continent sud-américain et championne de l'affranchissement des peuples asservis au capital *yankee*. Et quel thème de propagande servirait mieux la cause de l'expansion économique argentine dans le monde sud-américain ?

La guerre des deux Amériques, cette guerre qui n'osait dire son nom, est désormais assumée, revendiquée par le gouvernement argentin. Le jeu de celui-ci peut être favorisé par certains aspects actuels de la politique nord-américaine. Les économies édictées à Washington réduisent les crédits distribués en Amérique Latine au titre du Point Quatre, tandis que la détente internationale, si elle ralentissait l'exécution des programmes d'armement, limiterait les besoins de l'industrie *yankee* en matières premières sud-américaines. Et l'on a vu de quelle façon la discussion, au Congrès de Washington, d'un projet de loi limitant les importations de pétrole vénézuélien avait compromis la stabilité de la dictature « constitutionnelle » du colonel Perez Jimenez. Mais ce courant de limitation des commandes passées en Amérique Latine peut être combattu, à Washington, par des arguments d'ordre politique. La mission confiée au frère du général Eisenhower montre que les milieux dirigeants des Etats-Unis sont conscients de l'importance que revêt, pour leur pays, la coopération des nations sud-américaines. Des offres peuvent être adressées à celles-ci à l'issue de la tournée de Milton Eisenhower. Ces offres n'excluraient d'ailleurs pas le recours à d'autres méthodes de lutte. Les accusations portées par Peron contre les agents *yankees* ne sont peut-être pas entièrement imaginaires. L'Argentine, dans la mesure où elle prend aujourd'hui ouvertement position contre Washington, doit s'attendre à recevoir coup pour coup. Aussi bien est-elle la position-clef et le noyau de l'union latino-américaine. Si de la coopération économique des autres peuples du continent sud-américain

dépend la solution de la crise argentine, les besoins de matières premières du combinat industriel argentino-chilien peuvent seuls fournir aux petits Etats de l'hémisphère Sud les moyens d'échapper à l'emprise du client unique et de valoriser leur production. Déjà, serpentant à travers les vastes *estancias* du Pérou et de l'Equateur, où peinent les races indiennes asservies, le mouvement de libération monte vers le nord-ouest du continent. Là aussi, en Colombie, au Venezuela, s'agitent confusément des masses ouvrières affamées et de jeunes minorités qui ont appris la leçon de nationalisme hispanique de la Phalange et du péronisme. En ces pays, l'emprise *yankee* a, certes, des racines profondes. Là même où le péronisme semble triompher, au Chili, en Bolivie, les intérêts nord-américains sont loin d'avoir épuisé tous leurs recours. Leur plus sûre alliée est, en Argentine, l'inflexible réalité économique ennemie des projets sommaires et hâtifs. Nul ne connaît encore les vainqueurs et les vaincus de cette guerre de mines, de routes et de marchés. Rien n'est encore décidé ; rien n'est cristallisé. La lutte est chaude, mouvante. La réalité de cette lutte est la seule certitude du jour présent : le temps de la paisible domination des Etats-Unis sur leur propre continent est révolu. Si la tentative péroniste devait échouer, les causes qui l'ont engendrée ne disparaîtraient pas avec elle : le sentiment revendicateur des peuples sud-américains se manifesterait sous quelque forme nouvelle.

Elena de La Souchère.

*Georges Limbour.*

# PIERRES D'EXERCICE PHILOSOPHIQUE

Les pierres ont un étrange pouvoir, parce qu'elles dorment, nues et pesantes, inamovibles, arides, seuls êtres silencieux du monde. Ces masses informes, hostiles à la vie et gardiennes de la solitude, plus encore que le don d'apaiser ont le secret de l'exaltation. Elles rêvent comme des bêtes, au grand drame des origines, et elles n'ont pas besoin de bouger ni de geindre pour nous communiquer leur délire, leur passion, leur extase.

Elles ont leurs animaux, ceux qui se cachent dessous, dans l'humidité ; dessus, les lézards nés de leur chaleur, qui fuient tout droit avec la promptitude d'une déchirure ; le hibou et la chouette s'y perchent quand elles sont dressées ou levées.

En vastes amoncellements chaotiques ou disséminées, aux portes des déserts, sur les plateaux secoués par les vents auxquels elles livrent leurs fantômes nuageux, qui les réintègrent en pluie, ou éclatées par le soleil, elles provoquent des apparitions. Mais qu'on sache bien qu'elles n'ont ni yeux, ni bouches, ni visages ; qu'elles ne sont ni des personnages, des animaux ou des dieux, ni des monstres, mais beaucoup plus que cela. Il ne faut pas les nommer, encore moins les ridiculiser. Je sais qu'il en est de folles, mais rarement, d'hugolâtres et dévergondées, atteintes par la manie de la personnalité ; qui font une scène de comédie, jouent à la satire, s'illustrent même par la caricature et l'actualité pour amuser le populaire. Ce sont des pierres dégénérées et ambitieuses qui méritent d'être foudroyées, et le seront. Celles qui sont loyales, pures et vraies restent impersonnelles et énigmatiques, et ce qu'elles suggèrent circule dans tout l'espace et le temps.

Elles veulent et créent les grandes solitudes. Aux pierres

nobles répugnent donc les frondaisons. Elles sont hostiles aux arbres, qui recherchent volontiers leurs assises pittoresques pour faire un tableau romantique. Eux, jaillissent et balancent leurs formes spécifiques, chantent et frémissent, mélodieux, et même interminablement babillent. Ils sont verts, humides et mortels. C'est l'idylle et la saison.

Mais le secret de la force et de l'esprit est dans les pierres. Enfermées en leur silence, elles sont sèches. C'est la passion et l'éternité.

Une pierre plate, une pierre absolue dans un désert : le soleil et les nuits, tout l'univers est servi dessus. Quel festin pour un troglodyte! Elles aiment aussi les sacrifices.

Certains hommes qui ne sont ni minéralogistes ni géologues rapportent chez eux, enroulée dans leur manteau car elle ne tient pas dans la poche, une grosse pierre qui leur a paru riche en sortilèges. Elle n'est pas de grande race comme celle de la Kasba, ni un morceau de marbre de Carrare, ni un éclat de grès pompeux ; plutôt un morceau de silex éclaté et dont les veines pointent et fendent, mieux encore, une pierre entière, de pauvre mine et fort décente, ne montrant rien de ses robes intérieures, de ses enchantements cachés ; ne laissant pas même supposer ses dessous brillants, soyeux, colorés, au cœur secret. C'est un talisman qu'ils posent sur la table, non pour presser le papier qui n'en a pas besoin, mais quelque chose de trop léger et de trop épars dans leur cœur. Lourde de pensées encore irrévelées, elle hypnotise et fait voir beaucoup plus qu'une boule de verre, morceau de chaos, ou le chaos tout entier, fragment de cataclysme, souvenir de la création, pleine des dieux de Carnac et d'ailleurs.

J'ai besoin d'une pierre, d'une très grosse pierre dans ma maison, pour élancer ma pensée, pour m'abriter contre le vent, ou le faire souffler, pour me chauffer, pour manger dessus du soleil, pour voir s'enfuir des lézards ; pour y trouver visage de femme, yeux de chouette, épaule de hibou, contempler envol de chimère ; une pierre griffée par l'aigle et d'où s'échappent des bisons ; pour lier conversation avec elle, en faire sortir une longue méditation, d'une pierre pour *suspendre ma pensée*, pour sucer son silence et pour dormir dessus, pour appeler mes dieux ;

une pierre dans ma maison, posée sur la table ou debout sur la commode, mais mieux, plus énorme encore, dressée *levée* sur le sol de ma chambre, lourde comme un éléphant, installée comme un grand-duc et sentant le sanglier, et toutes sortes de bêtes, de pourritures marécageuses, les rivages et le fond de la mer, le thym, le serpolet, la pimprenelle et le feu solaire ; une pierre de nuit, une pierre de jour ; de silence pur et d'où monte l'écho de l'abîme ; sauvage, sauvage, et qui me morde de sa gueule noire, et menace de rouler sur moi, de m'écraser, oppressante, étouffante, funéraire, difficile à apprivoiser, dangereurese ; et douce aussi, et consolante, une pierre à me mettre sur le front, une pierre à mouiller de mes larmes, une pierre à rire, une pierre où tailler mon petit calvaire, une pierre où m'asseoir avec ma bien-aimée, une pierre à crever le plancher ; crevassée, striée, angulaire, bossuée, avec des douceurs lisses comme le ciel, des surfaces d'eau ; ignorante et inhumaine, bien dépourvue d'hiéroglyphes, ah ! pas une pierre à vocabulaire ; une pierre à cacher mes secrets dessous, mes butins, mes rapines, bagues, colliers, monnaies ; une pierre sous laquelle poussent des animaux, d'abord petits vers, des cloportes qui se colorent en scarabées, et volent déjà des coccinelles, et toutes sortes de papillons, et ce sont des petits lions.

J'appelle une pierre.

Une pierre ! Personne ne peut en avoir dans sa maison ! On peut avoir des jets d'eau, des poissons, des colonnes, des poteries, des cactus, des rocailles, et même des fleurs. Des pierres, jamais. Car elles meurent en captivité.

Dès que le flux cosmique ne les traverse plus, elles languissent. Or, lui, reste au seuil des villes, ne passe pas dans les maisons, car il n'aime pas rencontrer les tuyaux du gaz.

Quel enchanteur, j'appelle donc, charmeur de pierres, qui les persuade d'entrer docilement dans ma maison, et qui sache aussi les choisir pour leur séculaire savoir et les riches paroles de leur silence. Il lui faut trouver l'essence de pierre. Il faut dorloter la pierre dans son éternité, il faut lui chanter une chanson dans son sommeil, profiter qu'elle dort pour lui ravir son excessive pesanteur, et tout en lui laissant son âpre consistance, la rendre maniable comme un

nuage et le songe. Mon désir est d'une pierre incantée, refondue, repassée à un feu plus ardent et d'autre vertu que le feu solaire millénaire, mais aussi vieux, plus vieux encore, à la haute température de l'esprit.

Ainsi se réalisera ce passage de l'Apocalypse de saint Cristofan : « Je donnerai une voix au désert et les pierres elles-mêmes parleront et elles marcheront. Elles entreront dans les maisons et diront au Seigneur et Maître : Passe ta langue sèche sur mes rêches aspérités, et tu seras désaltéré ; et de ma profonde aridité tu verras se lever les fleurs et les oiseaux, et tu entendras couler comme un ruisseau, le chant clair de ta bien-aimée. »

Rien ne saurait ainsi rendre à la pierre sa vie profonde et transfigurée, qu'un art à la fois réaliste et magique[1] L'Orphée nous donne des pierres non apprivoisées mais tout à leur état sauvage, de sorte qu'il reste beaucoup à faire à leur possesseur, ou à leur spectateur, s'il veut entrer en profond dialogue avec elles. A vrai dire, les rapports entre l'homme et ces pierres sont des plus complexes, car il s'agit tout aussi bien d'entrer dans l'intimité de la pierre que de la laisser, sans effort, au fil d'une sereine contemplation, pénétrer dans la nôtre, et il faudra nous ouvrir tout larges et tout secrets. Aussi, quand je dis spectateur, quel mot faible ! Car un vulgaire spectateur, qui la considère un instant comme un objet dans une vitrine, au lieu de s'asseoir dessus, afin de se reposer et songer, n'a le temps de prendre aucun réel contact avec elle : et il est tout de suite rebuté par ce qu'elle présente au premier abord *de pauvre et de désenchanté.*

Mais il convient d'expliquer davantage ce qu'est une *pierre philosophique* et quel usage on doit en faire.

Une pierre philosophique est peinte sur une toile ordinaire ou sur une plaque de bois pressé. Peinte ? Pour quelques personnes qui tiennent toutes prêtes des définitions traditionnalistes de la *peinture*, ce terme ne peut s'appliquer à ce genre de travail. Qu'à cela ne tienne ! Disons que c'est là une sorte de peinture. Bien sûr ! il n'y a même pas de couleurs dans le sens qu'on donne généralement

1. Écrit à propos d'un petit accrochage de Jean Dubuffet à la Galerie René Drouin, 3, rue du Cirque.

à ce mot, et quant à un dessin, autant n'en pas parler. D'ailleurs, ce n'est pas une pierre *peinte*, comme celles de Courbet ou des Barbizoniens, c'est une *vraie pierre*, tout entière et solitaire dans son cadre. Elle est présente — et non représentée — posée sur le fond étroit et clair qui l'entoure, sous l'aspect d'épaisse croûte massive d'une matière très dure qu'il n'est pas utile de préciser ici. Ce serait même très déplaisant, grossier et pédant. Elle présente des boursouflures, de sombres aspérités, des stries, éraflures, griffures et empreintes de toutes sortes. Elle est granuleuse, âpre et rêche à souhait. Sa couleur, comme celle des roches, est peu définissable ; il en est de grises, rosées ou violacées, ou couleur de pain d'épices. (Tel le *pain philosophique*, qui est une pierre mais s'appelle *pain*, parce que cette pierre est pour le philosophe nourrissante.) Bref, une pierre philosophique qui n'est jamais *colorée* comme on l'entend généralement pour désigner des effets charmeurs et divertissants de rouges vifs, verts éclatants, etc... elle est plutôt mordue de noirs profonds. L'intelligence chercherait en vain dans sa structure cette composition apparente et raisonnable qui est la manifestation de l'art : elle est informe véritablement. Mais les accidents qui profondément la ravivent, sans répondre à un calcul délibéré, obéissent cependant à des rythmes difficiles, provenant d'un geste instinctif et en quelque sorte inspiré.

De ces pierres, il faut donc d'abord nous accommoder, dans le sens de cette expression, s'arranger et prendre ses dispositions avec ce qui est gênant, trouver un *modus vivendi*. Il le faut bien, puisqu'elles roulent et dévalent sur nous en une lourde et nombreuse avalanche. Nous pouvons prendre la fuite, personne ne nous oblige à rester ! Habitants casaniers des villes, ce serait là manifester votre poltronnerie, et une grande paresse d'esprit, vous qui l'avez si délié pourtant et si fûté. Il faut ensuite s'y accommoder. Mais justement, comme elle est discrète, pauvre et presque humble, *patiente à attendre son invité*, cette pierre informe ! Là réside tout son pouvoir, sa force de pénétration et d'obsession. Son silence oppresse l'imagination. Objet à suggestion du fait même qu'elle est informe, elle excite mon don de voyance, et si je suis passif, elle n'est plus rien. Sa vertu

progresse à proportion de mon effort pour la pénétrer. Pas trop d'efforts cependant ! et seulement par intermittence, car, comme chaque fois que nous voulons pénétrer le secret des choses, il ne convient pas de les interroger trop brutalement, d'exiger réponse immédiate, il faut aussi se laisser aller avec paresse et abandon, vivre un peu dedans, au lieu de penser du dehors. C'est ainsi qu'on entre en familiarité, et la conversation commence à devenir intarissable. La pierre parle par tous les signes qui l'entaillent et la modèlent et qui sont les empreintes des divers gestes humains, les diverses manières d'une main d'imposer sa trace sur une matière encore molle. Or ces gestes, s'ils sont instinctifs et proviennent d'une main encore liée, à travers le frêle pédoncule du corps, aux puissances de la vie universelle, ne font que répéter et reproduire, à plus petite échelle, les grands mouvements naturels qui se sont figés dans les formes. Mais n'est-ce pas là le secret et la signification de tout art véritablement créateur ?

Nous voyons l'usage que nous pourrons faire de ces pierres magiques, et quelle force physique même elles nous donnent, avec quelles puissances elles nous mettent en communication, outre l'usage que j'ai indiqué plus haut, quoique de façon sommaire et bien mal, et qui est celui général des pierres.

L'invention de la pierre philosophique est le produit d'une longue méditation et d'exercices répétés, aussi bien mentaux que matériels. Depuis longtemps, ce peintre s'était plus intéressé à la substance des choses qu'à leurs contours définis et à leur individualité propre, plutôt à des matières qu'à des objets. Il y a quelques années, au cours d'un long séjour aux confins du désert algérien, il chercha à représenter la nature du sol et l'étendue, et fit une centaine de gouaches. A son retour, sous l'appellation générale de *Sols et Terrains*, il composa des tableaux qu'il serait difficile de nommer paysages, car rarement y apparaissait quelque objet individuel et définissable : c'était des espaces purs, des terrains vagues, de la terre en général, des sols vus à la fois de haut et en coupe.

C'est alors que, guidé par quelque intuition d'un nouveau pas à franchir, il montra le goût de reprendre ce vieux

thème de la nature morte, une table et différents objets dessus : encrier, plume etc... Ces tables prirent vite un aspect très particulier et certaines furent finalement débarrassées de tout ce qui s'était d'abord trouvé dessus. Dépourvues de toute symétrie, « de forme indécise », disons informes, reposant sur des pieds courts et de traviole, elles dressaient sur la toile leur surface rugueuse, hantée de boursoufflures et chaotiques. Qu'on y vît encore ou non des fantômes colorés d'objets, ces tables aussi géologiques que mobilières, étaient englouties par une matière tempêtueuse, englouties et transfigurées. L'auteur les rassembla sous l'appellation générale de *Tables paysagées*.

Et n'est-ce pas là la vraie nature des tables, nos partenaires quotidiens, à nous qui ne faisons, dans la journée, que changer de table ? Quelles physionomies revêtent-elles donc ? Est-ce que nous voyons leurs pieds ? pas plus que les nôtres, qu'elles dévorent. Une table est une surface à projection de pensée, hantée de tristesses, de colères ou de sérénités, un lieu à apparitions qui se nourrissent de tous papiers et volumes posés dessus, ou les consument. L'encrier, le presse-buvard surnagent avec peine, en des naufrages successifs. Vrai ! ils se mettent à délirer au gré de telles aventures, emportés par le vent qui souffle en ces paysages, jusqu'à ce qu'ils soient bel et bien submergés.

Sur ces tables, où l'on peut voir parfois et accidentellement une lettre posée, s'inscrit un message d'une autre nature et qui ne vient pas des hommes ; la table tout entière est un message à déchiffrer.

Métamorphoses de la matière : comme si ce monstre trappu à pattes courtes passait par le stade du têtard, il va perdre subitement ses membres, ses spectres accidentels d'objets et prendre une signification plus évidente : voici la Pierre.

La pierre elle-même est appelée à une nouvelle métamorphose, toute travaillée par la vie intense qui bouillonnait dans les tables, puis qui en elle est passée. Elle multiplie ses espaces, échappe à ses contours, envahit tout le tableau sauf à ménager en haut une bande d'espace plus clair où elle projette son ciel. La pierre aux dimensions du monde est devenue paysage,

Ceux-ci — du moins en ce qui concerne cette série — sont donc formés d'une substance en reliefs épais et fort dure, généralement quasi monochrome, ou très peu colorée : ils sont blonds, ou présentent l'aspect de vieux bois polis, du chêne sombre, de l'airain, du bronze, du vieil ivoire ou de vieux os. Mais l'imitation de ces matières n'est aucunement recherchée ; tout au contraire, elle n'aurait aucun intérêt, et ce n'est ici qu'une comparaison. En effet, la puissance d'évocation de ces tableaux est liée à la nature toute spéciale et inconnue de ces matières (différentes) et aux qualités des formes qu'elles animent. De celles-ci, qui ne sont donc pas dessinées, mais en volumes, il y a tout un répertoire et l'on peut suivre les variations de chacune de tableau en tableau, ou dans le même paysage. Les différentes formes évoluent donc, comme une dent, un os, ou un organe végétal dans l'évolution des êtres, bref à la manière des formes vivantes et sous l'action des mêmes forces. Bien entendu, ne voyons là aucun scientisme : cette peinture relève seulement de la poésie.

Parmi les différences de qualité de la matière — que je ne puis ici signaler toutes — une des plus saisissantes est celle que j'appellerai du visqueux et du fluide, bien qu'en fait toutes les pâtes une fois séchées soient aussi métalliquement dures les unes que les autres. Mais cette dureté ne laisse pas de faire sentir leur origine et leur première qualité. En effet, l'auteur traite souvent une substance de toute évidence gluante, collante, visqueuse au moment où elle vient d'être préparée. Par cette viscosité, elle paraît s'être séparée avec peine, adhérant déjà à la toile, de l'instrument qui l'y projetait, traînant derrière elle des filaments que l'on voit figés à présent dans les paysage auquel ils donnent vie et mouvement. Ainsi les formes poissent les unes aux autres. C'est la matière du mouvant (*Paysage blond*, *Paysage tragique*). Une des suggestions de ces paysages est donc celle de transmutations, d'une odyssée de la matière. N'imaginons-nous pas l'effort des êtres vivants pour surgir d'un monde où la matière est en train de prendre ? Bien qu'ils ne soient aucunement représentés, nous voyons des oiseaux, dont les cartilages sont encore mous et les ailes poisseuses prises au sol ; des animaux qui

collent encore les uns aux autres, peinant à se désengluer et à conquérir l'individualité. La matière hésite, comme nous, entre le minéral, le végétal et l'animal. De hautes falaises molles se sont peu à peu figées en escarpements.

Mais ce n'est qu'une interprétation en quelque sorte réaliste, fort légitime et qui ne pourrait déplaire à l'auteur car il nous engage à pousser au plus loin toute signification possible. N'oublions pas que ces tableaux sont de sens ambigu et peuvent avoir deux origines, la nature ou l'esprit. Bien sûr, ce qui vient de la nature passe nécessairement par l'esprit, mais un tableau pourrait être aussi, sous l'apparence d'un matérialisme passionné, une pure projection mentale n'empruntant rien directement à la nature. Ce pourquoi l'auteur désigne un grand nombre d'œuvres de cette inspiration sous l'appellation générale de *paysages métaphysiques* ou même encore *paysages métapsychiques*. Mais pourrait-on dire qu'ils sont *abstraits*, quand la présence d'un ciel plus ou moins tourmenté, accordé à la nature du sol et à son coloris général, les impose comme des paysages ? Le ciel d'ailleurs conquiert parfois la plus grande partie de la toile, lieu d'un drame intense (un coloris bleuté apparaît alors) et la re-création de ce ciel par relief aux crêtes argentées est alors d'une vigueur et d'une poésie exaltante, et peut rappeler, quoique dans un genre tellement différent, la spiritualité du Greco, seul peintre ancien que j'évoquerai ici ! (La spiritualité ne vient pas d'un thème ou d'une idée, elle est toujours *un effet* de la matière.) Quelques titres de ces tableaux : *Extase au ciel*, *Tumulte au ciel*, *Exaltation du ciel*.

Sans doute ne suffit-il pas de *faire un ciel*, pour qu'il y ait aussitôt paysage. Ce serait trop commode ! Si dans ces quelques tableaux, c'est le ciel, attirant le premier regard, qui *nomme* ce qui se passe au-dessous de lui, dans d'autres c'est au contraire le paysage qui appelle et nomme son ciel.

Dans ces œuvres à grands ciels, l'esprit inspiré par lui trouve de suite la signification toute subjective à donner aux reliefs un peu plus épais et plus sombres, qu'il domine et auxquels, faute de toute qualification précise, nous ne pouvons prêter d'autre nom que le sol. Comme le ciel est parcouru de mouvements, ce sol est un ensemble de rythmes

apparemment pierreux, aussi illimité que le ciel. La matière de ces peintures est aux dimensions de l'univers.

Ces derniers tableaux sont réalisés, on s'en doute, non plus avec l'élément visqueux, mais avec un matériau plus délié et plus prompt à se solidifier, de sorte que les formes s'enchaînent tout en gardant leur individualité en de fermes contours.

Entre tous ces paysages qui forment une vue synthétique de l'univers aux coloris et aux rythmes des sérénités et des inquiétudes cosmiques de l'homme, sans objets, sans personnages et même sans pierres, car ce que j'appelle *pierre*, à cause de la consistance et par pauvreté d'expression, n'est pas plus minéral que végétal, élirai-je le *Paysage d'airain* comme porte de ce monde réel et imaginaire ? Cette grande toile de 2 mètres est, à mon goût, l'un des plus beaux tableaux qui aient été faits depuis la guerre. Son ciel, argenté, occupe un quart environ de la surface et intensifie les reflets argentés du sol. Ce tableau présente une massive et *superbe* unité, bien que sans aucune monotonie, et impressionne par sa dureté toute métallique. Le métal a ceci de particulier que, le plus impénétrable des corps, il est aussi le plus froid, le plus nu, et repousse ; il est cependant susceptible des plus hautes températures, orgueilleusement rebelle à la flamme. Ainsi ce tableau : glacial et passionné, serein et tragique, solitaire et tellement habité, silencieux, mais dès que nous frappons le moindre coup, il résonne tout entier comme un gong profond. Il me paraît la porte puissante, redoutable et attirante, d'un mystérieux monument désert, temple ou palais, fondue dans un métal inconnu. Celui qui a franchi cette porte solennelle... Mais c'est l'histoire des envoyés d'Al Raschid aux déserts fabuleux et mortels — hantés de forteresses muettes, de portes dressées dans la solitude — d'où ils rapporteront les urnes qui renferment les fumées des génies.

Je n'ai parlé ici que de tables, pierres et paysages à gros reliefs peu colorés. Mais ce peintre emploie aussi, toujours dans le même esprit, de tout autres procédés, des vernis peu épais par exemple, et très colorés, ou de la bonne couleur traditionnelle à l'huile, avec lesquels ils suscite des objets, des personnages, des animaux, des frondaisons

— complètes ou non — des arbres en fleurs. Mais cela est une autre histoire, à raconter une autre nuit. Avec de telles peintures, Shéhérazade s'assurerait une assez longue vie. Pourtant, un moment imprévu viendrait où la parole lui manquerait, car, comment dire ce qu'un tableau peut dire ? Ce qui est bien : nous avons pour elle une pierre funéraire, et nous préférons qu'elle meure jeune.

Georges LIMBOUR.

## REPONSE A UNE OBJECTION :

Une pierre *philosophique* — ou un paysage dit métaphysique — est un objet, tels une pomme, un tournesol ou une cafetière électrique. Peindre une pierre philosophique n'est pas plus faire de la philosophie que peindre une cafetière électrique n'est étudier l'électricité. La *peinture philosophique* consiste à illustrer des idées ; celle dont j'ai parlé n'illustre qu'une totale mais *provocante* absence d'idées : par ce dénuement, elle nous *provoque* à de très divers états de conscience.

*René Guyonnet.*

# NOUVEAUX DÉVELOPPEMENTS DE L'AFFAIRE ROSENBERG

« Les Greenglass, écrivaient les *Temps Modernes* en décembre dernier, ont dénoncé pour sauver leur peau. Cela prouve-t-il qu'ils ont menti sur le compte des Rosenberg ? Oui. puisque les Rosenberg affirment qu'ils sont innocents et qu'aucun fait matériel ne vient démolir leur thèse ; oui, puisque les Greenglass avaient toutes les raisons de mentir et qu'aucun fait matériel ne vient à l'appui de leurs déclarations. » Autrement dit, à l'époque, en l'absence de preuves matérielles, on en était réduit à démontrer que le témoignage des Rosenberg était plus vraisemblable que celui des Greenglass. Aujourd'hui, ces preuves matérielles existent : des faits ont été révélés, qui établissent que les Greenglass ont menti.

*
* *

Le premier fait, c'est tout simplement des aveux indirects de David Greenglass. C'est *Combat* qui, le 18 avril dernier, a publié une photocopie d'une lettre de Greenglass reprise dans l'*Humanité* du 20 et traduite *in extenso*. Certes, *Combat* n'a pas révélé l'origine de ce document ; mais au cours du meeting du 3 mai, au stade Randall, à New-York, Joseph Brainin, président du comité américain de défense des Rosenberg, a déclaré qu'il avait fait expertiser la lettre et que l'expert a confirmé qu'elle était bien de la main du principal témoin de l'accusation. D'autre part, des dépêches A. F. P. et Reuter, publiées par l'*Humanité* et le *Monde* du 5 mai, ont fait connaître des déclarations de John Rogge, l'avocat des Greenglass, selon lesquelles « un docu-

ment de ce genre a bien été écrit de la main de Greenglass et est sensiblement identique à celui publié par la presse française » ; d'après Rogge, la lettre de Greenglass aurait été « empruntée » le mercredi 25 avril aux dossiers du F. B. I. et remise à sa place le lendemain. Le F. B. I. enquête sur cette disparition momentanée, confirmant donc l'existence du document.

Ce document est le suivant :

« Samedi 9 juin 1950[1].

« Voici à peu près les déclarations que j'ai faites au F. B. I. :

« 1. J'ai déclaré que j'avais reçu Gold à N.M., 209 N, High Street, mon domicile ; ils (le F.B.I.) m'ont dit que je lui avais dit de revenir plus tard, parce que je n'avais pas les choses prêtes. Je ne me souvenais pas de cela, mais je l'ai laissé mettre dans ma déclaration. Lorsqu'il est revenu à nouveau, j'ai dit que je lui avais donné une enveloppe avec les trucs dedans sans m'attendre à être payé, et qu'alors il m'avait donné une enveloppe dans laquelle j'avais trouvé 500 dollars.

« 2. Je leur ai dit qu'au cours d'une visite que ma femme me fit en novembre 1944, elle me demanda si je voudrais donner des renseignements. J'ai fait bien attention de dire au F.B.I. qu'elle transmettait cette demande de la part de mon beau-frère Julius, et que cela n'était pas sa propre idée. Elle faisait cela parce qu'elle pensait que je pourrais être en colère si elle ne me l'avait pas demandé.

« J'ai alors mentionné un rendez-vous avec un homme que je ne connaissais pas, arrangé par Julius. J'ai situé approximativement l'endroit du rendez-vous, mais pas la date exacte. Le lieu était une voiture Olds appartenant à mon beau-père, quelque part au-dessus de la 42e rue, sur la première avenue, en mars. J'ai parlé à l'homme, mais je n'ai pu me rappeler que très peu de choses au sujet de notre conversation. J'ai pensé que peut-être il voulait que je réfléchisse au sujet des lentilles d'implosion utilisées dans les expériences de la bombe atomique.

1. Greenglass a été arrêté le 15 juin 1950.

« J'ai fait une déclaration sur mon âge, etc. Vous savez... les choses habituelles. Je n'ai mentionné aucune autre entrevue avec qui que ce soit.

« Encore une chose : j'ai identifié Gold par un bout de papier ou de carton, mais je ne leur ai pas dit où ni comment je l'avais eu [1]. J'ai aussi placé d'une façon certaine ma femme en dehors de la pièce, au moment de la visite de Gold.

« Egalement, je ne savais pas qui m'avait envoyé Gold [2].

« J'ai fait aussi un croquis au crayon d'un moule de lentille d'implosion utilisé pour une expérience. Mais je dois honnêtement reconnaître que les renseignements que j'ai donnés à Gold ne sont peut-être pas du tout ceux que j'ai dits dans ma déclaration. »

Nous avons cité cette lettre en entier parce qu'elle confirme notre interprétation : « Il est probable que Greenglass, pressé de questions par le F. B. I. désireux d'apprendre « le reste de l'histoire », a jeté un nom qu'il avait sur le cœur : celui de Julius. Et ensuite, comme ce nom... était une trouvaille, il a, avec les encouragements et l'aide de son avocat et du F. B. I., bâti son histoire sur des épisodes réels, mais au contenu différent et invérifiable. »

Puisqu'il ne saurait être question de ménager le couple Greenglass, rappelons également la déposition de Ruth Greenglass sur le caractère de son mari, dont Joseph Brainin a donné lecture au meeting du 3 mai : « Il a une tendance à l'hystérie ; par moments, il délire et, un jour, lors d'un accès de grippe, il arpenta entièrement nu son vestibule, en clamant qu'il était environné d'éléphants et qu'il ne voulait pas porter de pantalon en plomb. » Mme Greenglass a dit aussi, dans sa déposition, qu'elle connaissait son mari « depuis l'âge de dix ans et qu'il avait l'habitude de mentir à tout propos ». (*Humanité* du 5 mai [3].)

1. Au procès, Greenglass a affirmé que ce bout de carton était une boîte de Jello découpée par Julius Rosenberg.

2. Au procès, Greenlass a affirmé que Gold lui avait dit : « Je viens de la part de Julius. »

3. J'ai vu depuis, une photocopie de cette déposition. Il s'agit en fait d'une note d'avocat rendant compte d'une conversation et commençant par ces mots : « O. J. R. et moi sommes allés voir Mrs Greenglass ».

***

Parmi les arguments de l'accusation se trouvait l'histoire d'une « table-console » valant « au moins 85 dollars » et qui aurait été donnée aux Russes par les Rosenberg ; cette table qui, dit Ruth Greenglass, avait soulevé son admiration, aurait en outre été truquée pour permettre aux Rosenberg de faire des microphotographies (voir sténographie des débats, pp. 521, 706-707, 1211, 1331-2). Mais, bien qu'elle ait montré au jury un tronc pour quêter en faveur des réfugiés espagnols et autres documents « accablants », l'accusation n'a jamais produit la table, que tout le monde croyait disparue. Or, *cette table vient d'être retrouvée :* le *National Guardian* de New-York [1] lui consacre une double page dans son numéro du 13 avril 1953, avec photos à l'appui. La véritable histoire de cette table est une preuve supplémentaire de la machination dont ont été victimes les Rosenberg. Elle confond les Greenglass et l'accusation et montre que les Rosenberg ont dit la vérité. Comme l'a affirmé Julius au procès (pp. 1054-1055), cette table a bien été achetée chez R. H. Macy and Company en 1944 ou 1945, pour une vingtaine de dollars (quelque chose comme 21 dollars, prétendait Julius Rosenberg : les marques que porte la table, contrôlées sous serment par un employé de chez Macy, montrent qu'elle a été vendue 19 dollars 97 ; 19 dollars 97 plus 2 % de taxes égalent 20 dollars 37). Outre des gros plans de la table, le *National Guardian* publie une photocopie de la déclaration de l'employé de chez Macy.

Mais comment se fait-il que cette table n'ait pas été montrée au jury, ni par l'accusation ni par la défense ?

Sur le premier point, la réponse est simple. Si la table avait été produite, le jury aurait pu se rendre compte très facilement que c'était une table-console tout à fait banale

« O. J. R. » ne peut être que O. John Rogge, l'avocat des Greenglass, dont le rôle devient de plus en plus curieux. Dans cette note, *il n'est pas question de Rosenberg* : elle est de juin 50, date à laquelle on ne songeait pas encore à la machination.

1. Dont soit dit en passant, le rédacteur en chef Cedric Belfrage, Anglais établi aux États-Unis depuis vingt ans, vient d'être expulsé de ce pays sur l'initiative du sénateur Mac Carthy.

et de peu de valeur. Il fallait donc qu'elle reste dans la coulisse et acquière ainsi les dimensions mystérieuses et maléfiques de l'inconnu. Quelques rapprochements de dates montrent que l'histoire de la table truquée n'a été ajoutée au témoignage des Greenglass qu'à un moment où l'accusation s'imaginait qu'elle avait disparu à tout jamais, soit qu'elle ait été vendue à des inconnus en ignorant l'origine, soit qu'elle ait servi à faire du feu. Car, si l'on en croyait les Greenglass, le F. B. I. aurait connu l'existence de cette table dès le début de juillet, avant l'arrestation des deux Rosenberg. Or, le 16 juillet, le F. B. I. a arrêté Julius Rosenberg chez lui et fouillé de fond en comble son petit appartement. La table était là : le F. B. I. ne l'a pas prise. Il ne l'a pas prise non plus le 11 août 1950, quand il est venu arrêter Ethel Rosenberg. La table est restée dans l'appartement jusqu'au mois d'octobre, date à laquelle la famille Rosenberg décida de donner congé, devant l'impossibilité où elle était de trouver les cautions réclamées pour Julius et pour Ethel (respectivement 100.000 et 50.000 dollars). Il est donc certain que si l'accusation avait attaché la moindre importance à cette table, elle aurait pu se la procurer comme elle voulait. Mais, en fait, la table-console n'a pris de l'importance que postérieurement, par les mensonges des Greenglass et de leurs conseillers.

On comprend plus mal, dans ces conditions, que cette table, la défense, elle, ne l'ait pas produite devant le jury. Mais, là aussi, il faut se rappeler les dates : le procès n'a lieu qu'en avril 1951 et le congé a été donné en octobre 1950. Six mois se sont donc écoulés avant que la table devienne une pièce à conviction. Et lorsque les avocats des Rosenberg ont cherché à savoir où était passée cette table, on leur a dit que tout le mobilier des Rosenberg avait été vendu six mois auparavant. En fait, il restait quelques petites choses : de la vaisselle, un aspirateur — et la table. La table était dans la cave de la sœur de Julius, mais celle-ci ne pensait pas que ce meuble miteux pouvait être la table diabolique dont parlaient les Greenglass. C'était pourtant la seule table console qu'il y ait eu dans l'appartement des Rosenberg. Greenglass lui-même en a témoigné. Certes, il est curieux que personne dans la famille Rosenberg n'ait

songé à faire le rapprochement, puisque, s'il y avait la description mensongère des Greenglass, il y avait aussi celle, véridique, de Julius mais le fait est que le rapprochement n'a pas été fait. Tout concorde assez bien, par ailleurs, pour qu'on puisse admettre ce point. L'affolement d'une famille sur laquelle s'abat un drame peu commun serait, du reste, une explication suffisante.

Toujours est-il qu'on imaginait si peu l'importance de la table que, dès juin 1951, moins de trois mois après le verdict, la mère de Julius Rosenberg allait la reprendre dans la cave de sa fille, pour meubler le nouvel appartement où elle allait habiter en compagnie des enfants des Rosenberg, Michael et Robbie. La table-console est restée là jusqu'à ce que des journalistes du *National Guardian* entendent dire, par hasard, qu'il y avait une table ayant appartenu aux Rosenberg chez la mère de Julius, et la fassent examiner par un expert, apportant une preuve irréfutable que les Greenglass sont des menteurs.

***

Il est vrai que tous les arguments et toutes les preuves du monde ne sauraient ébranler ceux qui croient à la culpabilité des Rosenberg : pour ceux-là, dans l'affaire Etats-Unis contre Rosenberg, les Etats-Unis ne sauraient avoir tort. Une machination policière est, par définition, impossible dans la grande démocratie américaine. Pour ces gens, si le procureur de l'affaire Rosenberg, Irving Saypol, est maintenant à la Cour Suprême de l'Etat de New-York, c'est que dans tous les pays du monde il est normal que les magistrats aient, un jour ou l'autre, de l'avancement ; si le photographe Ben Schneider a été introduit secrètement dans la salle du tribunal par le F. B. I., la veille de sa déposition, pour pouvoir reconnaître les Rosenberg le lendemain, c'est qu'il est normal, dans un pays libre et démocratique, d'aider la mémoire défaillante d'un citoyen : après tout, dans un procès jugé il y a quelques mois en Tunisie, le commissaire du gouvernement n'a-t-il pas remis une brochure aux témoins de l'accusation, pour, lui aussi, leur rafraîchir la mémoire ? Si un des co-directeurs de l'usine de Los Alamos,

où a été construite la première bombe atomique, se déclare pour les Rosenberg contre les Greenglass, c'est qu'il doit être atteint, à son tour, par le « virus communiste ». Ce qu'on peut faire, à la rigueur, comme le Pape l'a demandé, c'est témoigner de l'indulgence aux Rosenberg, mais à condition surtout de ne pas être « victime des manœuvres insidieuses des communistes », à condition de ne pas « s'immiscer dans les affaires intérieures des Etats-Unis », à condition de ne pas croire les Rosenberg innocents. Tout plutôt que donner tort aux Etats-Unis : au besoin, faire croire, comme la *Civilta Cattolica*, organe des jésuites, ou comme Thierry Maulnier dans le *Figaro*, que ce sont les communistes qui sont responsables du sort des Rosenberg !

René GUYONNET.

*P. S., 28 mai.* — Pour la troisième fois, lundi dernier, la Cour Suprême des Etats-Unis a rejeté l'appel formulé par les avocats des Rosenberg, déclarant, comme l'y invitait le Département de la Justice, qu'il n'y avait pas de « faits nouveaux ». Dès le lendemain, les avocats déposaient une nouvelle demande de sursis d'exécution, jusqu'au 9 juin, afin de constituer le dossier d'un nouvel appel. Mais dès le lendemain aussi, on apprenait que M. Fred Vinson, président de la Cour Suprême, avait refusé d'accorder le sursis. La date d'exécution est désormais fixée, pour la quatrième fois. Le juge Irving Kaufman a choisi la semaine du 15 au 22 juin. M. Dwight D. Eisenhower, président des Etats-Unis, a déjà refusé la grâce en février dernier.

R.G.

*Marcel Péju.*

# HIER ET AUJOURD'HUI : LE SENS DU PROCÈS SLANSKY (II)

« ... *Je demande la peine de mort pour tous les accusés. Que votre jugement tombe sans la moindre pitié sur leurs têtes tel un poing de fer ! Qu'il soit le feu qui brûlera jusqu'à la racine cet arbre gangrené de trahison ! Mais qu'il soit une cloche sonnant à travers notre belle patrie tout entière pour de nouvelles victoires dans sa marche vers le soleil du socialisme !* [1] »

Le poing s'est abattu. Mais à moins de partager le redoutable optimisme du procureur Urválek, on admettra que ce procès hâtif, escamoté, cette mise à mort équivoque, marque vers le soleil un chemin inattendu. Il faut donc en étudier de plus près le mécanisme et préciser d'abord, par rapport à ses organisateurs, la fonction qu'il assume.

De ce point de vue, notons-le, les doutes qu'on peut émettre sur la valeur du compte rendu officiel, l'influence qu'a pu avoir le huis-clos sur le comportement des accusés, n'ont qu'une importance secondaire. Ce que les accusés ont dit vraiment, ce qu'ils auraient peut-être dit dans des circonstances différentes, est moins significatif que ce qu'on a voulu leur faire dire. Or nous disposons précisément, avec le compte rendu officiel, de l'œuvre même des organisateurs. Et si l'absence de contrôle y a tempéré l'amour qu'ils portent d'ordinaire à la vérité, le résultat, n'en coïncidant que davantage avec leur projet, permettra de le découvrir d'autant mieux. Le procès est un spectacle fragile où le principal acteur, sans cesse tenté de ne pas jouer son rôle, compromet toujours un peu la démonstration. Ici au contraire, où toutes les conditions étaient réunies pour réduire au maximum la marge d'imprévu, où nous ne connaissons les débats que dans la mesure où

1. *Procès des dirigeants du centre de conspiration contre l'Etat dirigé par Rudolf Slansky* (Ministère de la Justice. Prague 1953), p. 619.

l'on juge bon de nous en faire part, où les « metteurs en scène » enfin ont eu toute latitude de rectifier les entorses éventuelles au programme, on peut admettre que le Procès, tel qu'ils nous le présentent, répond assez largement à leurs désirs. Si l'on n'est pas très certain des renseignements qu'il nous donne sur les accusés, ceux qu'il nous apporte sur les accusateurs sont incontestables; et si l'on peut hésiter à expliquer l'attitude des premiers à partir du comportement qu'il leur prête, on sait du moins qu'aux yeux des seconds, les accusations, les questions, les réponses, s'organisent en une entreprise cohérente, en vue d'un résultat dont il faut rechercher la nature.

Il conviendra seulement de se demander ensuite si les circonstances particulières dans lesquelles il se trouve obtenu n'en modifient pas la valeur et ne posent pas de nouveaux problèmes : si, elles aussi, malgré les juges cette fois, ne possèdent pas un sens.

## Parodie de la vérité.

Lit-on le compte rendu des débats, deux éléments se dégagent vite : le caractère *faux*, truqué, de l'accusation (et des aveux qui la confirment) — la stéréotypie du langage, le ton à la fois excessif et irréel du vocabulaire.

Invraisemblance, disions-nous plus haut. C'est en effet ce qui frappe d'abord, mais il faut préciser. L'invraisemblance, — l'inexactitude même, lorsqu'une vérification est possible — s'attache en premier lieu à quelques faits concrets, généralement de nature policière, où la puérilité le dispute à la fantaisie : signature de pactes avec la police, d'engagements dans les services d'espionnage... etc... Que Clementis, arrêté à Paris en 1939 et interrogé à la Préfecture de Police, ait aussitôt promis, par écrit, de collaborer avec la Sûreté Nationale [1]; que Simone soit entré dans le réseau d'espionnage personnel du « nationaliste juif Mandel », alors ministre des Colonies [2]; que le même Simone, un mois plus

1. Clementis : *En décembre* 1939, *j'ai été emprisonné par le Service d'espionnage français et interrogé à la Préfecture de police de Paris... Après l'interrogatoire, le fonctionnaire qui menait l'enquête se mit à me parler sur un ton amical et me demanda directement si je désirais collaborer avec la Sûreté Nationale. Je fus d'accord avec cette proposition. Il me présenta un formulaire que je signai et, de ce fait, je me trouvais engagé.* » (*op. cit.*, p. 167).

2. « Simone : *Au début de septembre* 1939, *je me suis engagé à collaborer avec le ministre français Mandel qui était un nationaliste juif. Je savais alors*

tard, dans un appartement de l'hôtel George V, ait signé l'engagement dans l'Intelligence Service que l' « agent Paul Willert » venait de taper à la machine en trois exemplaires [1] : cela est digne des plus mauvais films d'espionnage. Mais c'est un rite significatif, aussi, dont nous reparlerons tout à l'heure. Car ces traîtres, ces criminels, il n'en est pas un qui n'ait éprouvé le besoin, à quelque moment de sa vie, de passer un contrat écrit avec la police. On dirait qu'il importe avant tout de concrétiser leur vilenie, de matérialiser leur crime. Comme si la trahison ne ressortait pas suffisamment de leurs actes, il faut qu'elle se formule, qu'elle se définisse elle-même comme telle; il en faut la « preuve » la plus simple, la plus précise, indiscutable semble-t-il, et pourtant la plus bête et la plus vide : une promesse écrite de trahir.

Étonnants espions en tout cas, qui ne s'arrêtent de signer des engagements que pour se faire photographier avec leurs nouveaux maîtres!

« A quelle occasion fut prise cette photographie? » demande le président du tribunal, à qui le procureur vient de remettre une photographie de l'accusé Geminder avec Koni Zilliacus.

— GEMINDER : *C'est lorsque j'ai pour la première fois donné des informations ayant un caractère d'espionnage à Zilliacus* [2] ».

Mais, ces cas particuliers mis à part, l'invraisemblace tient surtout au thème général de l'accusation, à la conclusion qui se dégage du procès, à une signification d'ensemble. On est surpris du leitmotiv des aveux : je suis né traître, je n'ai cessé d'espionner, je ne suis entré au Parti communiste que pour y exercer une activité criminelle. Non que la provocation policière n'existe pas

*que Mandel entretenait son propre réseau d'informations à l'aide des grands capitalistes juifs et de certains grands capitalistes français.* » (*op. cit.*, p. 242).

1. Simone vient de raconter comment l'acteur anglais Noël Coward, « qui occupait alors un poste important dans le Service d'espionnage britannique », le convainquit « après une discussion assez longue » de se joindre à l'I. S. :

« SIMONE : *Conformément à ce qui avait été convenu avec Coward, je me retrouvai deux jours plus tard avec Willert au café Marignan à Paris. Au cours d'une brève conversation, je lui déclarai que j'acceptais sa proposition de collaborer avec l'I. S. Willert me répondit que, selon la coutume, chaque agent de l'I. S. doit signer un engagement. Après mon consentement, nous nous rendîmes à l'hôtel George V dans le bureau de Willert. Willert écrivit à la machine mon engagement de collaboration avec l'Intelligence Service. Le texte était en anglais, en trois exemplaires dont le dernier était sur papier bleu* » (*op. cit.*, p. 243).

2. *Op. cit.*, p. 149.

ou qu'il soit impossible à un agent double de parvenir jusqu'à un poste de premier plan. Il en est même des exemples illustres. Mais ils ne le sont précisément, qu'à raison de leur rareté : soutenir un tel jeu n'est pas si facile; il est un niveau où la duplicité, le mensonge, ne peuvent être « purs », si l'on ose dire, ni par rapport à soi, ni par rapport aux autres. Admettre que, dans toutes les démocraties populaires, des espions occidentaux au sens strict aient pu conquérir les postes les plus importants, contrôler un moment l'appareil du gouvernement et du parti — et les procès l'affirment, si on les prend à la lettre, — ce succès si constant d'une entreprise si périlleuse ne témoignerait pas seulement d'une habileté inattendue de l'espionnage occidental : il serait le signe d'un extraordinaire pourrissement intérieur du P. C. Il exigerait au moins quelques détails touchant l'exercice concret de ce double jeu, de la part d'hommes qui, non sans raison, semblaient jusqu'alors avoir lutté, souffert, et parfois durement, pour le communisme. Or l'exploit, — et le problème — qu'il représente ne paraît ici, étonner personne. Nul ne songe davantage à expliquer comment une conspiration poussée si loin, si intégrée à l'appareil de l'État, a pu être découverte : qui a mené l'enquête, quand, de quelle manière... etc.

Voilà alors le plus étrange : considère-t-on précisément les faits qui appuient cette affirmation générale, les détails qui l'illustrent, les preuves qu'on en fournit à l'audience, on s'aperçoit en effet que toute monstruosité se dissipe. A l'inverse de ces portraits qui, de loin, paraissent normaux, mais se résolvent, lorsqu'on se rapproche, en une série de dessins fantaisistes, l'accusation, absurde et extravagante dans ses grandes lignes, retrouve sa vraisemblance dès qu'on en voit les éléments. Mais elle cesse du même coup d'être accusation : être traître, ce n'est donc *que* cela, se dit-on soudain. Maints exemples, maintes preuves accablantes de trahison et d'espionnage semblaient brandis avec indignation, confessés dans la honte, et l'on s'apprêtait à les discuter en détail quand tout à coup ils s'évanouissent. Réduits à eux-mêmes, ils ne sont pas seulement vraisemblables. Ils sont vrais : vrais et connus comme tels depuis longtemps, par tout le monde. Parfaitement normaux au demeurant, si l'on y réfléchit, mais chargés brusquement d'un sens nouveau, grevés d'étiquettes et d'adjectifs, modifiés jusque dans leur être par l'éclairage inattendu sous lequel on les montre. Étonnante métamorphose : des actes qui parais-

saient anodins se transforment sous nos yeux en agissements criminels. On dirait que le procureur, le président, les témoins, les accusés eux-mêmes, sont le jouet d'une illusion d'optique, la proie d'un étrange délire.

Voyez Slansky : « Dites, lui demande le procureur, comment, en Union Soviétique, vous êtes passé à l'activité factieuse dans la lutte contre le parti et contre le peuple tchécoslovaque? »

. . . . . . .

— SLANSKY : *Je suis entré en relations avec le général Pika, agent anglo-américain, qui était alors attaché militaire tchécoslovaque à Moscou. Au cours de mes visites chez Pika, je lui ai donné des informations sur diverses questions concernant le mouvement des partisans... Avant que j'aie pris l'avion pour la Slovaquie, Pika m'avait demandé de faire le nécessaire... pour que, selon son désir, les groupes de partisans en Slovaquie se mettent sous les ordres du commandement militaire tchécoslovaque du général Golian, qui siégeait alors à Banskâ Bystrica.*

LE PROCUREUR : Pourquoi l'agent anglo-américain Pika avait-il intérêt à ce que les unités de partisans en Slovaquie soient placées sous le commandement de Golian?

SLANSKY : *Il voulait que toutes les unités de partisans soient soumises au commandement réactionnaire du général Golian à Banskâ Bystrica pour que Golian puisse diriger et contrôler leur activité. Pika voulait que, dans l'intérêt des impérialistes américains et du gouvernement londonien du Dr Bénès, l'influence des partisans soit réduite le plus possible...*

. . . . .

LE PROCUREUR : Votre collaboration avec l'agent anglo-américain Pika est très clairement prouvée par un rapport secret, portant le numéro 629/2 et adressé le 28 septembre 1944 par l'espion Pika à l'ancien ministre du gouvernement émigré, le traître Ingr à Londres. Dans ce rapport, Pika écrit à Ingr : « J'ai fait venir à Moscou le député Slansky qui m'a présenté un rapport détaillé. La collaboration est bonne et la confiance est entière... [1] »

1. *Op. cit.*, pp. 60, 61.
Des « preuves » de trahison analogues sont fournies contre Clementis : Je soumets aux juges, dit le procureur pour accabler l'accusé, le document nº 3. Ce sont des lettres personnelles de Bénès datées du 27 avril 1943 et du 5 juin 1944, adressées à l'accusé Clementis. Les deux lettres confirment la très proche collaboration de Clementis avec Bénès au cours de la guerre, en Angleterre. Bénès écrit littéralement : « A cette occasion,

Maintenant, supprimez les qualificatifs, les étiquettes, les « *espion* X... », « *traître* Y... », l'atmosphère de complot dont on enveloppe les entrevues, les conversations, les rapports, et l'interprétation discutable d'une certaine politique, que reste-t-il? Que Slansky, pendant la guerre, a fait la liaison entre le mouvement de résistance slovaque et Moscou, qu'il a appliqué les instructions du gouvernement tchésoslovaque en exil, seul reconnu non seulement par les Anglo-Américains mais par l'U.R.S.S., qu'il a collaboré avec son représentant officiel en territoire soviétique, le tout conformément à une ligne qui n'était sans doute pas strictement « communiste », mais tout simplement parce que la ligne communiste, à ce moment-là, prescrivait la collaboration avec les partis bourgeois, un Bénès qui n'était pas « réactionnaire » et des Anglo-Américains dont on avait oublié l'impérialisme. C'est le contraire, en vérité, qui eût été surprenant : et n'importe quel responsable des F. T. P. en France, n'importe quel chef communiste pourrait être « accusé » en des termes semblables.

Voyez Clementis encore : « *Au printemps de* 1946, dit l'acte d'accusation, *Tito bourreau du peuple yougoslave et valet de l'impérialisme, a personnellement rendu visite à la Tchécoslovaquie et il s'intéressait vivement à la situation de la politique intérieure en Tchécoslovaquie. Clementis l'a constamment accompagné et il a mené avec lui de longues conversations* [1] ».

On a bien lu : au printemps de 1946, — à une époque où Tito était l'enfant chéri du monde communiste, et Clementis vice-ministre des Affaires Étrangères. Où voulait-on donc qu'il se trouvât? Mais il suffit d'ajouter au nom de Tito « bourreau-du-peuple-yougoslave-et-valet-de-l'impérialisme », de mettre entre parenthèses le temps écoulé, pour condamner rétrospectivement l'attitude de Clementis.

Le procédé est d'une simplicité désarmante : Slansky a rencontré X. Or X. est un espion. Donc Slansky a des contacts d'espionnage. Clementis a été félicité par Y. Or Y. est un agent anglo-américain. Donc Clementis est un instrument de l'impérialisme occidental [2].

nous voudrions vous remercier de votre collaboration et de la façon dont vous vous êtes consacré avec dévouement, un sens pratique certain et vraiment avec succès à toutes nos activités. Et comme je vous l'ai déjà dit, j'espère que nous collaborerons de la même manière après la guerre. » (*Op. cit.*, p. 170). L'étonnant document, en vérité.

1. *Op. cit.* p. 48.

2. Quand Slansky, par exemple, avoue avoir favorisé l'activité des francs-maçons en Tchécoslovaquie, il ajoute : « *Je veux souligner que le*

Si X. et Y. sont vraiment des espions, dans quelle mesure et depuis quand on pourrait les tenir pour tels, nul, bien entendu, n'a l'impertinence de le demander. L'exposé ne prend même pas, à vrai dire, la forme de ce faux syllogisme : il n'y a pas démonstration, fût-elle sophistique, mais récit truqué, tableau déformé, par l'emploi systématique de formules, de schémas, d'épithètes qui créent un climat louche de conspiration et de traîtrise. Une amorce de raisonnement inviterait à la réflexion, laisserait place au doute : on ne l'esquisse même pas. On ne tente à aucun moment cette interprétation des actes qui, d'une recherche de leur sens subjectif à l'analyse objective de leurs répercussions, pourrait fonder une accusation cohérente. On leur incorpore une signification figée en chose. De manifestations libres, de centres d'indétermination ouverts sur un avenir qui les « révèle », ils deviennent des absolus, soudain opaques, denses, définis par une décision arbitraire : et qui refluent alors sur l'accusé, le dépossédant de lui-même.

D'une certaine manière, tout est affaire de définition. Écoutons Simone : Slansky, déclare-t-il, me demanda « *de maintenir des relations non officielles avec les journalistes étrangers dans les États capitalistes. Il dit que j'avais une grande autorité parmi ces journalistes. Au printemps* 1947, *j'informai Slansky dans son bureau, de mes relations avec les journalistes, agents des impérialistes occidentaux. Je lui parlai de la visite de l'agent américain Schœnbrunn et de l'espion britannique Werth à Prague... J'indiquai qu'ils ne s'intéressaient pas aux nouvelles officielles mais qu'ils désiraient des renseignements secrets expliquant les causes des événements politiques et économiques en Tchécoslovaquie, et que je leur fournissais de tels renseignements*[1] ».

Réduisons d'abord ces aveux à la matérialité des faits : qu'ont-ils d'extraordinaire? Simone, le plus célèbre journaliste de Tchécoslovaquie, très répandu avant la guerre dans les milieux de presse internationaux [2], désormais éditorialiste du *Rudé Prâvo*, maintient des contacts personnels avec quelques correspondants étrangers

*caractère ennemi des loges maçonniques ressortait du fait que le Dr Edvard Benès, cet agent impérialiste, en était membre* » (*op. cit.*, p. 82).

1. *Op. cit.*, pp. 251-252.

2. « *Vieux trotskiste, globe-trotter versé, espion professionnel* », comme dit plaisamment le procureur, Simone collabora en Allemagne, dès 1926, avec Ervin Piscator, puis avec Willi Münzenberg qu'il suivit à Paris lorsque Hitler prit le pouvoir. En 1939, il gagna New-York, puis le Mexique et ne retourna à Prague qu'en 1946.

et, en marge des informations officielles, dont ils ne se contentent pas, — étranges journalistes en vérité — leur donne des renseignements officieux. Car David Schoenbrunn est correspondant de l'*Overseas News Agency* et Alexander Werth du *Sunday Times* et du *Manchester Guardian*[1]. Mais voici l'un « espion britannique », l'autre « agent américain », et le tour est joué. De même : « *l'espion américain Howard Smith... se présentait alors officiellement comme journaliste* »[2], l'« agent White » était un « *collaborateur typique de l'*Overseas News Agency, *au service des grands capitalistes juifs* »[3] et le « journaliste Sulzberger » était « *de sa vraie profession agent américain* »[4].

A tous, Simone fournit des « renseignements secrets à caractère d'espionnage ». Renseignements-secrets, informations-secrètes, renseignements-à-caractère-secret-pour-mon-activité-d'espion : ces formules reviennent sans cesse. Secret, secret, secret. Mais quelles sont ces informations secrètes?

« ... *White*, dit Simone, *s'intéressait entre autres à la question ecclésiastique... je lui donnai également des renseignements sur le chiffre d'affaires du marché libre, sur des changements dans l'enseignement et sur les rapports de la Tchécoslovaquie avec la zone soviétique de l'Allemagne...* »[5].

A cette révélation, le procureur s'émeut. Comment, s'écrie-t-il, vous procuriez-vous de tels renseignements? Ah, c'est Slansky, Geminder, Lôbl, Frejka, etc., ces traîtres et criminels, qui les lui fournissaient. Ils lui en donnaient bien d'autres, d'ailleurs :

« SIMONE : *Au printemps de* 1947, *Slansky, au cours d'une conversation au Comité Central du Parti communiste de Tchécoslovaquie, m'informa sur la circulation des billets de banque. Il m'indiqua des chiffres exacts d'après lesquels il était possible de se rendre compte de la situation des finances de l'État et de la situation fiduciaire de la Tchécoslovaquie*[6]. »

On mesurera la gravité de l'indiscrétion, en notant que la « situation hebdomadaire de la Banque de France » qui donne

1. Correspondant à Moscou, d'ailleurs (de 1941 à 1948) : ce qu'on oublie de mentionner, au procès, lorsqu'on parle de ses voyages en Tchécoslovaquie, en 1947.
2. *Op. cit.*, p. 259.
3. *Op. cit.*, p. 260.
4. *Op. cit.*, p. 262.
5. *Op. cit.*, p. 260.
6. *Op. cit.*, p. 261.

précisément ces informations, est régulièrement publiée à Paris. Pour nombre de ces renseignements, d'ailleurs, le seul crime de Simone est de devancer un peu leur publication officielle. Que lui apprend Slansky encore?

« ... *un jour au Parlement, il me fit connaître la décision du Front National rénové de présenter une liste unique aux prochaines élections. C'était à l'époque où cette nouvelle n'avait pas encore été rendue publique*[1]. »

— Naturellement, questionne ailleurs le Président, ces informations dont vous parlez maintenant (il s'agit de l'attitude de la délégation tchécoslovaque à la Conférence de Genève) n'avaient pas alors été rendues publiques?

— SIMONE : *Non. C'étaient des informations secrètes*[2]. »

Bref, il y a activité d'espionnage parce que les renseignements sont secrets et les renseignements sont secrets toutes les fois qu'ils ne sont pas officiels. Inversement, le journaliste étranger étant défini a priori comme espion, — et sa tendance à rechercher d'autres informations que les informations officielles confirme évidemment qu'il l'est, — tout contact avec lui prend *ipso facto* le caractère d'une activité d'espionnage. Que l'on considère le point de départ ou le point d'arrivée, il y a trahison et Simone est pris entre les deux branches de ciseaux. Tout est affaire de définition, disions-nous :

— Vous avez reconnu avoir financé l'activité criminelle d'André Simone, demande le procureur à Clementis. Parlez-nous de cela.

— CLEMENTIS : *Vers la fin de* 1947, *alors que Simone se trouvait dans mon bureau au Ministère des Affaires Étrangères, je lui remis* 50.000 *couronnes provenant des fonds secrets et je lui dis que c'était une indemnité pour les frais de voyage et autres dépenses entraînées par son activité de publiciste.*

LE PROCUREUR : Vous voulez sans doute dire activité d'espionnage?[3] »

1. *Op. cit.*, p. 261.
2. *Op. cit.*, p. 259.
3. *Op. cit.*, p. 188.
Rapportant le même fait, Simone déclare : « *Clementis... m'a dit qu'il savait quelles dépenses j'avais à faire pour entretenir mes relations avec les journalistes étrangers et qu'il me remettait pour cela* 50.000 *couronnes...*
LE PROCUREUR : Cela veut dire qu'en fait Clementis finançait votre travail d'espion avec les journalistes occidentaux qui étaient en réalité des agents des services d'espionnage impérialistes. » (*Op. cit.*, p. 253.)

Il suffit, en effet, de s'entendre. Simone, à cet égard, fait preuve d'une bonne volonté sans défaillance :

« *En été* 1947, déclare-t-il encore, *Clementis souligna dans une conversation que, selon les coutumes établies en Occident, il était nécessaire de donner aux journalistes étrangers de plus larges renseignements sur les événements de Tchécoslovaquie.* »

Et de traduire aussitôt : « *Cela représentait à mes yeux une directive bien nette de poursuivre mon travail d'espion au profit des agents des impérialistes occidentaux*[1]. »

S'agirait-il, comme cette phrase le donnerait à penser, comme semble parfois l'indiquer la nature des renseignements dont on reproche à Simone la divulgation, d'une différence d'appréciation de ce qui est « secret » et de ce qui ne l'est pas? On s'étonnerait lors de voir des informations aussi anodines considérées comme secrets de Défense Nationale, et l'on rechercherait les causes de cette « espionnite » : du moins l'on pourrait comprendre qu'un tribunal chargé d'appliquer les lois punisse des citoyens pour les avoir enfreintes. Or, ce problème existe en effet, mais n'est pas, ici, essentiel. Car cette conception du secret, de l'espionnage, peut sembler aberrante : Simone, Slansky, Clementis, eux, la partagent avec leurs juges. Aussi ne font-ils pas difficulté pour accorder la traduction.

Le truquage, en revanche, — la mauvaise foi — commence lorsqu'on leur reproche un comportement parfaitement connu, en réalité, et impliqué par leurs fonctions mêmes, mais qui, de par sa nature, ne pouvait s'exercer qu' « en marge ». Il ne faut pas jouer les vertus surprises. Les contacts de Simone avec certains correspondants étrangers, les informations « officieuses » qu'il leur donnait parfois, excédaient peut-être ses strictes obligations de journaliste gouvernemental : ils ne traduisaient pas une initiative personnelle. Ils jouaient un rôle défini, au contraire, s'inséraient dans une certaine politique : ils constituaient, dans un contexte de coexistence-pacifique, l'espèce de soupape qui permet d'atténuer les contradictions, de nuancer les antagonismes, le contrepoint « humain » dont on confie traditionnellement l'exercice à quelques intellectuels à cheval sur les deux mondes. Et les juges le savent bien, Mais comme en un jeu dont on refuse soudain de reconnaître les règles, ils affectent de l'oublier parce que cela a cessé d'être utile. Si l'on hésite d'abord, c'est parce que leur mau-

1. *Op. cit.*, p. 253.

vaise foi est au second degré, mais c'est pourquoi aussi Simone est deux fois « pris » : on lui fait grief, au nom de principes qu'il approuve, d'entorses à ces principes, approuvées, lorsqu'il les faisait, par ceux-là mêmes qui les lui reprochent, mais sans que les uns ni les autres aient jamais cessé de les condamner. Bref, il n'y a pas divergence sur les principes, mais pacte rompu. Et l'accusation, si elle ne part pas de faits imaginaires, ne se base pas davantage sur des manifestations d'opposition réelle ou virtuelle dont le sens serait discutable : elle vise des actes conformes, lorsqu'ils furent commis, à la ligne officielle, — tout simplement parce que cette ligne, aujourd'hui, a changé.

Ce qu'il y avait d'un peu équivoque, à cet égard, dans le cas de Simone, disparaît tout à fait chez ses co-accusés. C'est Slansky, qui avoue avoir favorisé des accords commerciaux avec la Yougoslavie [1] alors que toutes les démocraties populaires faisaient de même, ou organisé une campagne d'aide économique à Israël, quand l'U.R.S.S. la première soutenait à fond le jeune État. Slansky, rapporte le témoin Goldstücker, « *parlait d'Israel avec une sympathie évidente...* »; il ne disait « *absolument rien de la politique d'Israel faite pour plaire aux impérialistes occidentaux...* »; sa ligne de conduite « *était celle d'une coopération amicale avec le gouvernement israélien et avec les sionistes* [2] : mais quelle était la ligne des délégués soviétiques à l'O.N.U. et que disaient-ils d'autre?

C'est Lôbl encore, qui s'accuse d'avoir collaboré, en 1945, avec les « agents anglo-américains de l'U.N.R.R.A [3] », Sling, qui entre, dès 1939, « en liaison avec Jan Masaryk et d'autres gens de la clique Bénès » [4], et Pavel Kavan, qui organise des « liaisons d'espionnage » en 1946, entre Slansky et Zilliacus. Ils se mirent d'accord, précise-t-il, imperturbable, pour s'entretenir en russe : « *J'ai assisté à tout l'entretien, mais je n'ai rien compris. Je peux seulement dire qu'il a duré environ une heure et qu'il était très amical. Au cours de la conversation, Zilliacus a pris des notes dans son carnet* [5] ».

1. « *Par exemple, j'ai donné mon accord à mon complice Frejka pour qu'il parte en tête d'une délégation d'économistes en Yougoslavie titiste et pour que cette délégation prépare là-bas un accord d'investissement à long terme... et...* » (*Op. cit.*, p. 76). Mais qui donc était Président du Conseil?
2. *Op. cit.*, p. 112.
3. *Op. cit.*, p. 366.
4. *Op. cit.*, p. 470.
5. *Op. cit.*, p. 113.

En 1947, ajoute pour sa part, Slansky, j'ai dit à Zilliacus « *que je considérais la démocratie populaire comme étant fondamentalement différente de la dictature du prolétariat. Je lui ai ainsi laissé entendre que je suis pour une conception contre-révolutionnaire, celle de la prétendue voie spéciale suivie par la Tchécoslovaquie pour aller au socialisme* »[1]. N'était-ce pas la définition officielle, alors, de la « démocratie populaire », et que déclarait donc Thorez à l'*United Press?*

Ainsi, le mécanisme est clair. Des faits normaux, souvent de notoriété publique et qui corespondaient de toute façon à une politique officielle endossée non seulement par les accusés mais par leurs accusateurs, sont soudain définis comme crimes. Il n'y a pas mensonge, mais transposition, parodie du vrai[2]. Dans le même temps, la responsabilité de cette politique, originellement assumée par tous, se trouve concentrée sur quelques-uns. Il arrive alors un moment où le mouvement se renverse. Slansky, étant espion, l'*est* de part en part, sans hésitation et sans distance : et tous ses gestes participent de la trahison, même quand ils semblent la démentir. D'ordinaire, on établit d'abord les faits, puis on recherche leur signification. Ici, on commence par poser les significations puis on recherche les faits qui les confirment, ou plutôt les illustrent. Ce procédé tourne facilement à la caricature. Le tribunal, par exemple, reproche volontiers aux accusés de s'être trouvés à Londres pendant la guerre, et d'y avoir collaboré avec Bénès. Slansky, lui, était à Moscou. Mais le procureur ne s'y laisse pas prendre :

« *L'agent et proche collaborateur de Bénès,* lui dit-il, *Hubert Ripka, vous a inclus le jour de l'occupation de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne nazie, dans la liste des hommes de Bénès pour lesquels il organisait, en accord avec lui, la fuite à l'Occident. J'ai ici la liste trouvée dans les archives de Ripka et votre nom y figure parmi ceux des réactionnaires notoires. Connaissez-vous cette liste?*

Slansky : *Oui, je la connais. Il est vrai que je ne savais pas que j'avais été inscrit sur cette liste, car j'étais déjà en Union Soviétique.*

1. *Op. cit.*, p. 71.
2. Et, certes, cette parodie n'est pas entièrement arbitraire puisque ces actes décrétés criminels étaient au moins des compromis, des détours tactiques (la collaboration avec Bénès, par exemple, au sein d'un régime de démocratie bourgeoise). Mais l'important n'est pas qu'ils soient, à ce titre, légitimement discutables, c'est précisément qu'on ne veuille jamais les discuter pour ce qu'ils sont.

*Mais il est clair que Bénès et ses hommes voulaient que je parte avec les émigrés à l'Ouest, afin qu'ils puissent continuer à se servir de moi*[1] ».

Ainsi la boucle est bouclée et l'ordre de la trahison rétabli. Slansky n'apparaît plus criminel à raison de ses actes, mais parce qu'il est criminel, tous ses actes sont crimes. En vain semble-t-il, parfois, bien agir : c'est défaillance encore. Tout de même que chez les stoïciens l'insensé peut bien accomplir les mêmes gestes, exactement, que le sage, il fait nécessairement le mal alors que l'autre nage dans la vertu, ainsi Slansky, se rendant à Moscou comme font les élus, demeure un « Londonien » virtuel à la façon des traîtres[2].

Que tout ceci ne repose sur rien, que « Slansky et ses complices » se soient bornés, chacun à leur place, à mettre en œuvre une politique officielle dont ils n'étaient même pas toujours les principaux inspirateurs, que tous ces actes métamorphosés en crimes aient été, des années durant, tenus pour les plus naturels du monde : cela, le procureur le sait, les accusés le savent. A chaque instant, il suffirait d'un mot pour dissiper le charme. Or ce mot ne sera pas prononcé. Comme si tous étaient convenus de jouer le jeu, de respecter un pacte, avec ce naturel un peu forcé des gens de bonne compagnie qui, dussent-ils se perdre, n'ouvriront jamais le placard au cadavre, ils s'enfoncent dans cette comédie mortelle, ils donnent lentement du poids à ce qui n'en a pas, ils se laissent fasciner, envoûter, envahir par le rêve.

Tout le procès prend ainsi figure d'un immense édifice de mauvaise foi, en équilibre instable, sans cesse en danger de se rompre, sans cesse menacé de révéler son vide intérieur, mais qui tire une sorte de poids, de lourdeur, une apparence d'être et d'intériorité, d'une véritable magie des mots.

1. *Op. cit.*, pp. 59-60.
2. Lorsque le procureur en arrive à son réquisitoire, la métamorphose est à peu près accomplie : « *Après la libération de notre pays par la glorieuse armée soviétique*, déclare-t-il, *l'agence impérialiste de Slansky et de Frejka s'est introduite clandestinement dans notre économie. Ce sont des « Londoniens » émigrés ayant vécu pendant la guerre à Londres et autres serviteurs du capital ennemis de la classe ouvrière, tels que nous avons appris à les connaître au cours du procès.* » (*op. cit.*, p. 597).

## CÉRÉMONIE DE LANGAGE.

D'où l'importance du langage et l'explication du second phénomène signalé : le rituel verbal, l'outrance conventionnelle du vocabulaire. A la lecture du compte rendu, il étonne assez vite, donne un certain malaise, mais avertit en même temps que nous entrons dans un autre monde. Le langage du procès n'est plus cet instrument de communication, transparent et fugace, qui se dépasse aussitôt vers son objet. Il a quelque chose de lourd, d'épais, opaque, une espèce de lenteur cérémonieuse et accablante. Slansky est l'espion-Slansky, comme Simone est un globe-trotter-trotskiste et le gouvernement yougoslave la-clique-de-Tito, comme toutes les activités sont criminelles, les passés ténébreux et les desseins hostiles. Il n'est pas question de vipères lubriques, mais Slansky, « *rusé Janus au double visage* »[1] et ses complices, « *assis au banc des accusés comme une bande de rats haïs et méprisés de tous les citoyens honnêtes*[2], se sont, « *telles des pieuvres aux mille tentacules, collés au corps de notre République pour en sucer le sang et la moelle*[3] ».

Cette longue incantation, cet usage conscient de l'épithète rituelle, cet interminable discours figé en formules, qui s'attarde, revient, progresse, appuie, ce piétinement obsédant et monotone, nous le comprenons maintenant : il s'agit de faire exister la trahison, de l'incarner, de l'appeler à l'être. Le langage ici est proprement magique. Le mot ne vient pas, dans la bouche du procureur, qualifier un acte dont la qualification irait presque de soi : il l'évoque, il le réalise, il est imposition de sens. D'où l'insistance et l'excès. Dès lors que les faits ne paraissent pas suffisamment criminels en eux-mêmes, il faut répéter qu'ils le sont, et y insister d'autant plus que c'est moins évident. Un crime réel, manifeste, invite à la sobriété. Sa noirceur le dénonce, inutile de renchérir : « tout commentaire affaiblirait... etc... »

Ici, en revanche, il faut noircir si l'on veut voir du noir. Aucun commentaire ne peut affaiblir la réalité d'un crime inexistant : il est la seule chance, au contraire, d'en donner l'illusion, d'en susciter l'apparence. Ce crime *est* commentaire : il faut « en rajouter ».

1. *Op. cit.*, p. 51.
2. *Op. cit.*, p. 618.
3. *Op. cit.*, p. 579.

Jeu qui, d'ailleurs, se paie d'une oscillation permanente entre la tragédie et le mirage. Car ce langage forcé, ce vocabulaire excessif, dans le moment même où il se veut le plus indigné, le plus épouvantable, dans le moment même où, à force d'outrance, en une sorte de danse magique, il est sur le point de faire exister le fantôme qu'il évoque, son mirage se dissipe, une immense vanité intérieure apparaît, un grand vide : tout le spectacle bascule dans l'irréel.

Merleau-Ponty, à propos des procès de Moscou, parlait d'une « cérémonie de langage »[1]. Cette cérémonie, alors, avait un sens extérieur à elle : il s'agissait de tenir pour crimes de droit commun des faits d'opposition qui, par nature, échappaient à la justice ordinaire, mais pouvaient, dans une perspective révolutionnaire, passer pour criminels. Ici, l'accent se déplace sur la cérémonie aux dépens de la convention qu'elle dissimulait. Elle se met à exister pour elle-même, à acquérir une fonction propre. Et parce que cette évolution vers l'autonomie est dans la logique des choses, elle révèle en même temps le sens de cette traduction inquiétante. Bref, il ne s'agit plus d'interpréter en termes de code pénal une « trahison » qui pourrait s'exprimer en termes révolutionnaires, mais de *faire exister* une trahison qu'on pourrait de moins en moins formuler autrement. Cette incarnation même, d'autre part, n'est que le premier moment d'une cérémonie plus grave, qui donne toute sa portée à la « traduction » initiale et qui ne tend à rien moins qu'à anéantir de l'intérieur la politique décrétée criminelle, à liquider idéologiquement celui qu'on en rend responsable.

(*A suivre.*)

Marcel PÉJU.

1. *Humanisme et Terreur*, p. 29.

*François Erval.*

# FAULKNER APRÈS LE PRIX NOBEL

Faulkner s'éloignerait-il ? Personne en France n'a parlé de *Requiem for a Nun*, son dernier roman, publié aux Etats-Unis quelques mois après sa distinction par l'Académie suédoise. Que journaux et hebdomadaires l'aient négligé serait encore compréhensible ; contrairement à Hemingway, Faulkner n'a jamais touché ce grand public dont l'engouement ouvre l'accès à la liste des *best-sellers* ou permet à Hollywood de tourner sans risques des films de la série A, affichant (comme pour Hemingway) en lettres flamboyantes les noms d'Ava Gardner ou d'Ingrid Bergman. *L'Intrus*, son unique film, n'était qu'une bande de seconde importance et son seul succès public, *Sanctuaire*, repose sur un malentendu. On aimerait savoir combien de dizaines de mille de lecteurs (oui, *Sanctuaire* a atteint aux Etats-Unis un tirage de plus de 250.000 exemplaires) ont fermé, déçus, ce livre, après avoir vainement cherché la scène du célèbre viol à l'épi de maïs qui n'est perceptible qu'à l'habitué des mystères de l'expression faulknérienne.

Il est plus grave que parmi les quatre ou cinq livres de Faulkner, publiés en France depuis la fin de la guerre, seul *Palmiers Sauvages* ait connu un certain succès critique. *Pylone*, ce chef-d'œuvre aberrant, mais chef-d'œuvre quand même (d'ailleurs, lequel de ses chefs-d'œuvre n'est pas aberrant ?), passa presque inaperçu. L'ovation interminable qui salua son apparition à *L'Œuvre du XX^e^ Siècle*, à la Salle Gaveau, s'adressa moins au lauréat du Prix Nobel qu'à notre propre souvenir, découvrant émerveillé le monde de Benjy, pourtant inaccessible et impénétrable lors d'une première lecture.

Il faut bien dire que Faulkner n'a pas de chance avec ses traductions. *Absalom, Absalom*, la clef de toute son œuvre,

publié en 1938, n'a pas encore été présenté au public français. Comment comprendre sa légende du Sud, si la pièce maîtresse nous manque ? Son œuvre forme un bloc et nous en connaissons quelques morceaux détachés. *The Hamlet* est indispensable pour la compréhension de sa conception sociologique du Sud, car à travers le clan des Snopes, Faulkner critique violemment le caractère marchand de la nouvelle civilisation sudiste. Et, finalement, comment parler de ses vues sur les noirs sans connaître *The Bear*, véritable charnière de son œuvre, aussi bien au point de vue idéologique que stylistique. Toutes ces lacunes permettent d'énoncer des appréciations vagues sur l'attitude politique de Faulkner ou sur son avenir littéraire. On semble oublier que Faulkner a débuté tôt et qu'il est actuellement au milieu de la cinquantaine et qu'aucune raison sérieuse ne nous autorise à croire qu'il n'ait plus rien à nous dire. Des périodes créatrices ont toujours suivi chez lui des années d'inactivité : de 1929 à à 1932, il nous donna *Le Bruit et la Fureur*, *Sartoris*, *Tandis que j'agonise*, *Sanctuaire* et *Lumière d'août*. Trois années de silence précédaient *Pylone*, *Absalom, Absalom*, *L'Invaincu*, *Palmiers Sauvages* et *The Hamlet*, écrits ou du moins publiés (car les dates précises de leur création restent assez mystérieuses) entre 1935 et 1940. Ensuite ce fut de nouveau le silence, interrompu seulement par un volume de nouvelles. Puis, entre 1948 et 1951, Faulkner a publié *L'Intrus*, *Gambit de Cavalier*, plusieurs nouvelles et enfin *Requiem for a nun*, une sorte de suite à *Sanctuaire*. Vraiment, certains enterrements sont prématurés.

Inlassablement, Faulkner poursuit l'histoire du comté de Yoknapatawpha, peuplé de « 15.611 habitants, d'une étendue de 2.400 km² » et dont « William Faulkner est le seul possesseur et propriétaire », a-t-il précisé sur une des esquisses qu'il a dessinée pour faciliter (souci rare chez lui) à ses lecteurs la compréhension de la structure de son royaume imaginaire. On peut en admirer la carte géographique dans *The Portable Faulkner*, publié par Malcolm Cowley et qui constitue une base indispensable pour toute étude de son œuvre. C'est le seul endroit où l'on puisse suivre l'évolution chronologique des personnages de Faulk-

ner à partir de 1820, lors des premiers contacts des immigrants blancs avec les Peaux-Rouges Chickasaw jusqu'en 1943 où nous avons la surprise de retrouver Caddy, âgée de 48 ans, mais toujours belle et paraissant au début de la trentaine auprès d'un général allemand dans une luxueuse Mercedes, se promenant à la Côte d'Azur en pleine occupation allemande. Destinée curieuse que personne n'aurait prévue en lisant *Le Bruit et la Fureur*.

Entreprise étrange que celle de redresser la chronologie faulknérienne. Il est inutile de revenir, après Sartre et Pouillon, sur le démantèlement *nécessaire* du temps chez Faulkner. « Une technique romanesque renvoie toujours à la métaphysique du romancier », dit Sartre, et la tentative de Cowley confirme involontairement cette vue. Un essai analogue a été tenté récemment avec *La Comédie humaine* et je crois que M. Albert Béguin, promoteur de cette tentative a raison de dire que tout lecteur sera content de trouver *Splendeurs et Misères des courtisanes* immédiatement après les *Illusions perdues* et *Le Père Goriot* au lieu de chercher l'un dans les *Scènes Parisiennes*, et les autres dans les *Scènes de la vie de province* et les *Scènes de la vie privée*. Il n'en va pas de même pour Faulkner. Pour se tenir strictement à la chronologie, il faudrait briser l'unité de chaque roman et procéder ainsi à un acte qui est contraire à son propre but. La comparaison entre Balzac et Faulkner, sur laquelle Claude-Edmonde Magny avait longuement insisté, reste exacte au premier degré. Mais au-delà de quelques procédés communs (retour des personnages, etc...), leur perspective reste fondamentalement différente. Les héros de Balzac sont presque toujours *situés* en fonction d'une société, tandis que l'on a l'impression que les personnages de Faulkner conditionnent la société qui les entoure. Malraux a dit que Faulkner imagine ses scènes avant d'avoir conçu ses personnages ; on pourrait y ajouter que ses héros précèdent en tant qu'individus, leur propre rôle social. Sartre a écrit que l'absence de l'avenir dans la conception du temps de Faulkner est due aux conditions sociales de notre vie présente. « Pour lui comme pour nous tous, l'avenir est barré. » Je crois que Faulkner est *en deçà* de cette remarque. La société, les problèmes sociaux n'ont pas de vie autonome à ses yeux,

mais représentent en quelque sorte un à côté de notre vie individuelle. On a parfois l'impression — en lisant en particulier *L'Invaincu* et *The Hamlet* — que Faulkner a découvert par la lecture de ses critiques qu'il est en train d'écrire une histoire sociale du Sud et qu'il remplit le *temps mort* de la vie individuelle de ses personnages par leur existence sociale. Ces romans, si importants qu'ils soient, pour l'interprétation de l'ensemble de son œuvre, restent cependant moins obsédants que ceux qui font moins volontairement partie de sa saga.

*Requiem for a Nun*, son dernier roman, est un assez bon exemple de tous les problèmes et de toutes les contradictions de Faulkner. L'incorrigible expérimentateur ne se dément pas : l'histoire nous est présentée en forme dramatique, avec des indications scéniques, des dialogues, etc... Mais chacun des trois actes est précédé d'un long texte romanesque qui raconte l'histoire des lieux où se déroule l'action. Le premier acte se passe devant le tribunal, le second dans le palais du gouverneur et le troisième en prison, ce qui permet évidemment à Faulkner de compléter l'histoire de Yoknapatawpha Country.

Bien que Faulkner soit essentiellement un écrivain tragique, il n'est pas un dramaturge. Sa « pièce » est mal construite et dans l'hypothèse d'une représentation peu vraisemblable, elle ne passerait certainement pas la rampe. Comme dans *La Cinquième Colonne* de Hemingway, les meilleurs passages sont les indications scéniques, donc descriptives ; quoiqu'ils fassent, Hemingway et Faulkner restent avant tout romanciers. Les trois textes narratifs sont, au point de vue littéraire, de loin supérieurs à la pièce et avec sa troisième préface, celle qui précède le dernier acte, Faulkner a même établi une espèce de record pour la littérature américaine, car elle est constituée d'une seule phrase qui s'étend sur exactement 49 pages.

Les personnages principaux nous sont connus. Temple Drake et Gowan Stevens, que nous avons perdus de vue depuis *Sanctuaire*, font leur réapparition, ce qui prouve — s'il en était besoin — que Faulkner dissimulait lorsqu'il déclarait que *Sanctuaire* était une œuvre sans aucune importance, écrite uniquement pour faire de l'argent. Depuis vingt

ans, Temple devait l'obséder et soudain il la sort des oubliettes, un peu vieillie, mais à peine changée. Pour l'écrivain, vingt ans ont passé, mais Temple n'a que huit ans de plus que dans *Sanctuaire*. Son mariage avec Gowan l'a assagie, l'a posée ; elle est maintenant une femme mariée, mère de deux enfants. Mais son séjour au bordel de Memphis l'a marquée ; pour s'évader de sa vie bourgeoise et artificielle, elle décide de s'enfuir un jour avec un amant, frère d'un jeune homme qu'elle avait passionnément aimé dans *Sanctuaire*. Un seul obstacle s'oppose à ce projet : Nancy, sa domestique noire, une ancienne prostituée qu'elle avait connue également au bordel de Memphis. Pour empêcher la fuite de sa maîtresse et l'abandon de ses enfants, Nancy tue le plus petit. Condamnée à mort, elle attend avec résignation son exécution, sûre qu'elle sera « sauvée ».

C'est Nancy qui est la figure centrale de ce livre, bien qu'elle n'apparaisse que dans le dernier acte. Elle en est la clef et la raison d'être. Comme dans *L'Intrus*, Faulkner a un « message » à nous transmettre et c'est encore une fois un noir qui est chargé de nous le communiquer. Déjà, dans *L'Intrus*, Faulkner nous expliquait que le rachat des blancs du Sud ne saurait être que l'œuvre d'innocents (il s'agissait alors d'une vieille fille et d'un jeune garçon). Cette fois-ci, il va plus loin : ce rachat sera fait par l'intercession des noirs eux-mêmes. Des critiques américains avaient déjà fait observer qu'après avoir témoigné une certaine réserve à l'égard des noirs, Faulkner était de plus en plus porté à les charger d'une mission qui excédait peut-être leur force. C'est ce changement de perspective que nous voudrions tenter d'expliquer.

Il s'annonce dès *The Bear*. Mais il ne s'est développé que dans les deux plus récents romans de Faulkner. Pourquoi conférer à cette race opprimée cette mission quasi mystique ? Nous croyons que pour l'individualiste invétéré qu'est Faulkner, il n'existe pas de solution sociale du problème nègre, ni d'ailleurs aucune solution sociale pour qui que ce soit. C'est l'individu seul qui peut résoudre ses propres problèmes. Dans *Le Gambit de Cavalier*, un des personnages de Faulkner dit que « la seule chose qu'on apprenne en vieillissant, ce n'est pas à avoir peur, et encore moins à dire un peu plus

souvent la vérité, c'est à avoir honte ». Au nom de ses compatriotes blancs du Sud et pour lui-même, Faulkner a honte. Ils sont coupables et qui saurait mieux les sauver que leurs propres victimes ?

Comme Hemingway, Faulkner est en quête d'une nouvelle morale. Le désespoir de ses premiers romans ne lui suffit plus. Hemingway la recherche dans une nouvelle solidarité et dans l'amour terrestre ; Faulkner, toujours marqué par la Bible, dans un amour transcendant. La morale de Hemingway est païenne dans le sens le plus noble du terme, donc universelle, celle de Faulkner, chrétienne dans le sens étroit du mot. Les conclusions de *Requiem for a Nun* ne s'adressent qu'à des croyants : c'est la première fois que nous ne le comprenons *vraiment* pas. Chesterton a écrit une fois que le monde est rempli de vérités chrétiennes devenues folles. On pourrait renverser la phrase en l'appliquant à Faulkner et dire que son christianisme est rempli de vérités universelles devenues folles, donc unilatérales et incomplètes. Le mythe du Grand Inquisiteur de Dostoïevski ou (à un niveau littéraire plus modeste) le problème de *La Puissance et la Gloire* de Graham Greene est une vérité chrétienne qui nous concerne tous, celui de *La Fin d'une Liaison* du même auteur est dépourvu de sens pour le non-croyant. La vérité de *Requiem for a Nun* est une vérité particulariste.

L'art prodigieux de Faulkner reste insuffisant pour masquer cette carence. Il est significatif que sa vigueur faiblit juste au moment où il nous transmet son « message », tandis qu'il garde tous ses prestiges dans les parties purement romanesques. On pouvait déjà observer le même phénomène dans *L'Intrus*. Ce dernier livre inaugure d'ailleurs avec *Le Gambit de Cavalier* et *Requiem for a Nun* une nouvelle étape de l'œuvre de Faulkner. C'est l'homme mûr qui parle et la dernière phrase de *Gambit de Cavalier* nous dit : « J'ai vieilli... J'ai fait des progrès. » Au point de vue idéologique, qui fut toujours le côté contestable de Faulkner, il se peut que même ce pâle humanisme présente un certain progrès par rapport aux excès sudistes de ses débuts. Il reste à souhaiter qu'il ne gâte pas son génie littéraire, en diluant la violence de ses personnages. Une lecture attentive de *Requiem for a Nun* permet de constater

que l'œuvre languit lorsque Faulkner « fait du social », mais qu'il se retrouve une fois en face de ses personnages tout nus. L'ambiguïté des relations entre Temple et Nancy nous montre que Faulkner reste toujours le créateur de cette humanité extravagante qui a fait de lui un des quatre ou cinq grands romanciers de ce siècle. Il est en crise, mais il s'agit d'une crise idéologique et non d'une crise de son pouvoir créateur. Toute la littérature américaine se trouve actuellement en présence de cette même dualité et nous essayerons de le montrer prochainement en analysant l'œuvre de quelques jeunes, tels Frédéric Buchner, Paul Bowles, etc... Dans son adresse de remerciements à Stockholm, Faulkner a exprimé sa foi en l'homme, destiné non seulement « à durer » mais « à triompher ». Cette nouvelle foi (nouvelle pour lui) suffira-t-elle pour le conduire à des voies nouvelles ? Je ne vois pas de raison de douter du créateur de Popeye, Quintin, Caddy, Christmas et tant d'autres figures inoubliables de notre univers romanesque.

François Erval.

## Spectacles

### **Tous contre tous,** d'*Arthur Adamov*, aux Mardis de l'Œuvre.

Quand on demande au théâtre d'être autre chose qu'un moyen de tuer quatre heures entre les plaisirs de la table et ceux du lit, il faut, dans le Paris de 1953, se montrer vigilant. Car le meilleur, de plus en plus, se joue furtivement, alors que les plus insipides navets occupent, à l'année, bon nombre de théâtres. Cette situation, pour n'être pas nouvelle, n'en est pas moins irritante, et injuste. C'est ainsi qu'Arthur Adamov a dû se contenter de trois mardis au théâtre de l'Œuvre pour y faire jouer sa dernière pièce, *Tous contre tous.* D'Adamov, nous avions déjà vu l'étonnante *Grande et Petite Manœuvre* aux Noctambules, *L'Invasion* mise en scène par Vilar au Studio, et enfin, plus récemment, *La Parodie* montée par Roger Blin au Lancry. A Lyon, le jeune animateur R. Planchon, qui dirige courageusement, intelligemment, un petit théâtre, vient de présenter, d'Adamov, *Taranne* et *Le sens de la marche.* On peut, certes, ne pas apprécier l'art d'Adamov, ou bien faire des réserves sur la portée de l'œuvre d'un auteur qui dénonce l'absurde et cruelle confusion du monde moderne tout en se refusant à penser qu'il puisse y avoir des remèdes à ces maux. Mais il est impossible de nier que cet art soit vivant, impossible de ne pas se sentir, par lui, concerné. Cela devrait, semble-t-il, donner à un auteur le droit d'être joué autrement qu'à la sauvette.

Fort des expériences précédentes, Adamov, cette fois, s'est avancé vers sa « générale », de sa démarche légère et dansante, en tenant gracieusement à bout de bras une lanterne qui devait nous éclairer le chemin, à nous les Aristarques, ou, moins noblement, les chercheurs de poux. « Parlez si vous y tenez, de l'absurdité du monde, nous a-t-il dit. Mais pour l'amour de Dieu, fichez-moi la paix avec Kafka. Et avec la métaphysique. On n'attend pas Godot dans *Tous contre tous.* Ne parlez pas non plus de pièce à thèse. C'est la négation même du théâtre. Et ne cherchez pas à savoir où se passe l'action. Elle se passe n'importe où, de nos jours... » Je ne suis pas certaine, à vrai dire, que tant de précautions n'aient pas ajouté, imperceptiblement, à cette grande confusion qu'Adamov déplore.

*Tous contre tous* est l'histoire tragi-comique d'une majorité qui — absurdement — traque une minorité. Ceux de la majorité reprochent à ceux de la minorité, qu'Adamov nomme « réfugiés », d'être boiteux, et les persécutent en conséquence. De cette tare symbolique, Adamov tire, d'ailleurs, des effets d'un comique assez cruel. La propagande imbécile et criminelle, par la voix d'une radio prostituée, exploitera les haines, les peurs, les ambitions. Au lever du rideau, cette voix impersonnelle énonce les der-

nières mesures qui viennent d'être prises à l'encontre des réfugiés. Plus d'embauche pour eux dans les entreprises publiques, et licenciement de ceux qui y travaillent. C'est le premier pas vers les camps, qu'Adamov nomme pudiquement les « centres », le premier pas aussi vers les exécutions. La montée hideuse du pogrom. Au bord du trottoir, un homme encore jeune, mais exténué, a posé un instant le poste de radio qu'il portait sur son dos. C'est Jean Rist, malheureux, aigri, mécontent de lui-même, et qui cherche éperdument à imputer à d'autres son propre échec. A Marie, la jeune femme qui partage sa vie, il dira tout à l'heure : « Oui, je suis injuste, et après? A quoi ça sert de répéter : injuste, injuste... On est comme on est, on n'y peut rien. Et les choses aussi, elles sont comme elles sont. Inutile de geindre et de faire des grimaces... ». Jean Rist voit passer près de lui, apeuré et traînant péniblement la jambe, Zenno, un réfugié que l'on recherche. Il ne le « donne » pas. Il le houspille seulement un peu, et répond à son merci avec mépris et aigreur. Ce Zenno, en qualité de « spécialiste », sera maintenu dans ses fonctions. Et c'est chez lui que Marie, la femme de Rist, viendra chercher refuge quand elle n'en pourra plus, excédée par l'injustice de Jean et par l'abjection de la mère de Jean, une affreuse limace qui semble ici symboliser l'instinct de conservation à l'état pur, prête à tout pour sauver sa peau et son confort. Jean Rist, abandonné de Marie, ne se vengera pas de Zenno. Mais il reportera sa haine sur tous les réfugiés, elle croîtra démesurément, fera de lui, médiocre, le brillant persécuteur des boiteux. Pourtant, lorsque Zenno se sentira menacé à son tour par de nouvelles mesures, il dépêchera Marie, pour obtenir de Jean le laissez-passer qui doit lui permettre de gagner la frontière. Sans trop de honte. Car si tous sont contre tous, chacun a besoin de l'autre, et n'hésite pas à l'utiliser, fût-ce en dérogeant à ses principes. Nous avons déjà vu la mère, qui dans le fond de son cœur souhaite de voir crever la gueule ouverte tous ces sales réfugiés, venir, toute mielleuse solliciter « Monsieur Zenno » en faveur de son fils, avant que celui-ci n'ait trouvé sa vocation de bourreau patenté. Zenno, donc, muni du laissez-passer, gagnera la frontière, accompagné de la petite Marie. Mais, dans la nuit froide, les sentinelles, dont c'est le métier de tirer, tirent à tout hasard, et Marie tombe, tandis que Zenno, affolé, tâte son propre corps pour en vérifier l'intégrité. A son retour, il se laissera circonvenir par Darbon, une sorte de monstre synthétique, mi-politicien, mi-policier, et lui remettra le laissez-passer délivré par Rist, donnant ainsi à Darbon, qui hait Rist, une arme contre ce dernier. Zenno y gagnera de pouvoir tranquillement changer de nom et de résidence. Darbon, c'est le salaud pur, celui qui, quoi qu'il arrive, passe toujours à travers les mailles du filet, celui qui, — poitrail avantageux et voix sonore — disait sur la place publique : « Que l'on me comprenne bien : nous ne prenons pas ici la défense d'une minorité dont nous ne connaissons que trop les redoutables travers. Nous parlons seulement en faveur de quelques individus qui ont montré des qualités de persévérance et d'initiative dont le pays a toujours eu besoin, et dont, aujourd'hui plus que jamais, on ne saurait le priver sans risquer de le blesser au cœur... Quant aux autres, petits escrocs qui vous grugent, parasites qui vous volent votre pain... »

La seconde partie s'ouvre sur un discours de ce même Darbon qui est

un petit chef-d'œuvre d'ironie, un pastiche insolent de ces discours que nous connaissons bien, dans lesquels il est question du « travail de tous » de la « dignité de chacun », des « graves responsabilités » qui incombent au nouveau gouvernement et dont il est, Dieu merci — pleinement conscient, etc. Cependant, la roue tourne. Chez Jean, la Mère terrifiée écoute la radio qui annonce que désormais les réfugiés auront les mêmes droits que les autres citoyens. Elle s'affole, elle veut fuir. « Pourquoi fuir ? dit Jean. Chacun son tour! » Mais la Mère, si elle crève de peur, demeure inventive. Si on tentait de récupérer le laissez-passer délivré par Jean à Zenno? On verrait bien ainsi que son petit Jeannot a aidé un réfugié. Et si, tout bonnement, il se mettait à boiter? Pour elle-même, c'est déjà fait : bien que non réfugiée, elle cloche déjà, d'un accident de montagne. Les voilà partis, pour gagner, en claudicant, une ville du sud.

On y retrouve Jean Rist, las, vieilli, portant sur son dos, comme au premier tableau, un poste de radio qu'il doit livrer. La vie est dure, le travail rare et mal payé. Un homme, qui voit que Jean boite, le prend à partie. Un ouvrier prend sa défense. Il sait, lui, que le mal vient d'ailleurs, et que même si on exterminait tous les réfugiés, le sort des travailleurs resterait misérable. Le bruit de la querelle a attiré une jeune fille. Belle, droite comme une lance. C'est une réfugiée. Mais elle ne boite pas. On voit sur son visage lisse et pur qu'elle mourra peut-être mais qu'elle ne boitera jamais, que la haine, la peur, la persécution, ne feront jamais d'elle ce qu'elles ont fait d'un Zenno. Elle a pitié de Jean. Elle questionne. : « Ils vous ont gardé longtemps dans les centres? Je sais, il y a des souvenirs si terribles qu'on ne peut même pas en parler... » Et Jean, honteux, baisse la tête. Et ça recommence : la radio annonce bientôt qu'en raison de la surabondance de main-d'œuvre, les travailleurs récemment embauchés seront licenciés. Voici, de nouveau, les réfugiés sans travail. Le cercle, très vite, se resserre autour d'eux. On les dénombre, on les parque, on les arrête, on fouille les maisons. Quand les miliciens arrivent chez Jean, la Mère leur crie qu'ils font erreur, qu'elle-même boite « accidentellement », que Jean n'est pas ce qu'ils croient. Lui-même tentera un instant d'échapper à la mort. Il dit aux miliciens : « Et si ma mère disait vrai? » « Allons donc! ricanent les deux hommes, il n'y a que vous autres pour se dégonfler comme ça! » Cette réponse péremptoire, le regard sévère de Noémie, la honte d'étaler devant elle son ignominie, décident Jean : il mourra donc en s'assumant comme l'un de ceux qu'il a persécutés. La Mère mourra elle aussi, victime de ses propres armes, mais lâchement, criant, à propos de sa claudication, que « ça ne prouve rien ». Zenno mourra aussi, bien entendu. Tout le monde mourra, sauf Darbon.

Sur ces données, même très subtilement orchestrées par l'auteur suprêmement intelligent qu'est Adamov, l'on pouvait redouter de voir, au lieu de personnages vivants, des marionnettes à gros fils. Il n'en est rien, et le mérite en revient, pour une bonne part, au metteur en scène, Jean-Marie Serreau, qui a su, par un enchaînement rapide, un rythme sans défaillance, donner de l'unité, de la vie, à cette succession de tableaux, tout en respectant l'équilibre d'une œuvre où le comique et le pathétique sont très étroitement mêlés. Lui-même est un très émouvant Zenno. Les comédiens qui l'entourent, et qu'il a dirigés, sont tous remarquables. On sent ici le

travail d'équipe, la soumission au texte, et à lui seul. Citons, en particulier, Maurice Garrel (Jean Rist), Yves Brainville (Darbon), Solange Sicard (la Mère), Arlette Thomas (Marie), et enfin Dominique Chautemps, qui est une très belle et très touchante Noémie. Les soins apportés aux éclairages — lesquels, étant donné l'absence de décors, jouent un rôle très important — la réalisation sonore de Kiriloff, le fond musical, froid, impersonnel, de G. Delerue, tout cela sert admirablement le texte, qui est net, sans littérature plaquée, en prise directe, étonnamment efficace. Le rideau baissé, les personnages continuent leur vie en nous. Il n'est pas de meilleure preuve de la réussite dramatique. On aime enfin, chez Adamov, tout ce que l'on devine de chaleur, de tendresse, sous la sécheresse apparente, et cette sorte de grand reproche fraternel qu'il adresse au monde. Mais l'on voudrait être sûr qu'il n'opposerait pas une fin de non-recevoir à toute tentative qui essaierait précisément de sortir le monde de cette cruelle et meurtrière confusion. Et lui faire admettre que l'on puisse se ranger aux côtés des « réfugiés », des boiteux, sans être pour autant, le jour où la roue tourne, candidat au poste de bourreau. Mais c'est déjà beaucoup qu'un auteur nous conduise jusqu'à ce point d'inquiétude, et qu'il nous tende un miroir où se reflète, même incertaine et brouillée, notre propre image.

Renée SAUREL.



## **Le Salaire de la peur,** film de *Henri-Georges Clouzot.*

Que *Le salaire de la peur* avec ses deux heures et demie de projection, ses qualités et ses outrances, ses ambitions et ses incertitudes, s'impose, l'emportant d'assez haut sur l'ensemble de la production cinématographique, cela va de soi — et aussi qu'il affirme Henri-Georges Clouzot, enfin dégagé des tâtonnements et de l'échec de *Miquette et sa mère* ou de *Brazil*, comme un auteur de film et, parmi les réalisateurs français, comme le plus « homme de cinéma » d'entre eux. Un « homme de cinéma » au sens où l'on parle d'un « homme de théâtre ». Pas une minute du *Salaire de la peur*, en effet, qui ne sente le cinéma, qui ne se serve du cinéma pour couper le souffle au spectateur. Henri-Georges Clouzot ne recule devant rien; plutôt, il en rajouterait. Il veut que nous sentions le poids de ces choses énormes, inhumaines, exotiques. Il joue de la transe et du tremblement. Rien de cette course à la mort des camions de nitroglycérine, ne nous est épargné. Nous la voyons à la loupe. Nouveau chemin de croix : il y a la station de la « tôle » (cette route bosselée sur laquelle il faut rouler ou à plus de 40 miles ou à moins de 5, sous peine de mort), celle de la passerelle, celle de l'étang de pétrole... et, à mesure, les hommes sont réduits à leur personnalité élémentaire, dépouillés de leurs vêtements, de leurs masques, acculés à n'être qu'eux-mêmes, des êtres nus devant la mort. Saisis, transis par la mort, cette mort à laquelle pas un d'eux n'échappera faute d'une attention suffisante (Mario lui-même, riche et sauvé, ne succombe-t-il pas parce qu'il s'abandonne à son bonheur — fin discutable du seul point de vue de la crédibilité, mais métaphore éblouissante, passage du domaine de la nécessité à celui du mythe).

Mais tout *Le salaire de la peur* ne tient pas dans l'Odyssée barbare de ces camions de tragédie antique d'où la moindre défaillance des hommes fait surgir la vengeance destructrice des Dieux. Partie capitale, sans doute, et *pour* laquelle le film a été tourné, mais non la plus neuve, ni la plus riche. C'est la poursuite de *La chevauchée fantastique* étendue à l'infini, poursuivis et poursuivants étant ici confondus, opposés à une nature qui ne peut leur être qu'hostile : un western tragique... C'est encore, pour en revenir à Clouzot, la course dans le train de *Manon*, la poursuite du *Quai des Orfèvres*, l'enterrement du *Corbeau*, repris et orchestrés. La poursuite-type (contre le temps, contre la mort); l'exploitation violente et délibérée de la première entre toutes les figures cinématographiques. Et l'on imagine, parfois, qu'il s'en faudrait d'assez peu pour que de tragique cette randonnée ne devienne burlesque. Le barbotage des deux héros dans la mare de pétrole ne rappelle-t-il pas irrésistiblement certaines scènes des comédies de Mack Sennett? Cinéma élémentaire donc, devant lequel le spectateur est forcé de réagir, ainsi placé dans cette situation-limite : des hommes face à la mort, engagés avec la mort dans un corps à corps impitoyable. L'intérêt qu'y prend le public le montre assez. Son plaisir est celui des spectateurs de corridas, du cirque aux chrétiens... Et, ici, la *vraie* mort est remplacée par le style, la violence du style. Clouzot joue gagnant : tout semble saisi sur le vif, ses images sont pleines, irréfutables. Et l'on nous apprend que Clouzot et son équipe ont eux aussi risqué la mort lors du tournage : une scène mal mise au point, « le camion eût glissé sur la plate-forme où il dérape et... », il y avait mort d'homme. C'est la corne de taureau dont Michel Leiris souhaitait la réapparition dans la littérature qui fait de nouveau irruption dans le cinéma; l'équipe du *Salaire de la peur* qui fait revivre Douglas Fairbanks.

Néanmoins, tout *Le salaire de la peur* n'est pas là. Ou ce ne serait que le livre de Georges Arnaud poussé à son plus haut degré d'efficacité, renouvelé, revécu pour des spectateurs. Clouzot a voulu plus. Clouzot n'est pas que ce réalisateur brillant; il se veut, surtout, le créateur d'un monde. Ambition que, dès *Le Quai des Orfèvres*, Jacques Doniol-Valcroze définissait ainsi (*Revue du Cinéma*, nº 7, été 1947) : « Cet homme brun, presque noir, porte en lui un univers qu'il reproduit sur l'écran sans intermédiaire puisqu'il est en même temps le scénariste, le dialoguiste et le réalisateur de ses films... Avant tout, il s'intéresse à l'homme. Pour l'étudier il commence par le faire prisonnier (d'un milieu, d'une atmosphère, d'une circonstance). Puis il le prend entre le pouce et l'index, le place sous le faisceau de lumière crue du drame et le regarde agir à sa guise... Clouzot pousse alors le jeu jusqu'à ses ultimes conclusions et ses héros dans leurs derniers retranchements. »

Ainsi, Clouzot ne prétend-il pas ici nous présenter des êtres quelconques, ces héros abstraits (tout bons ou tout mauvais) des westerns, mais des hommes différents chacun l'un de l'autre, qui agissent poussés par des motifs précis, qui se comportent chacun de façon singulière. L'épreuve doit les révéler, non dans le vide, mais par rapport à ce qu'ils ont été, à ce que nous les avons vu être. D'où cette longue introduction si discutée où se trouve sans doute l'essentiel du film, tout comme l'essentiel d'une tragédie ne tient pas dans son quatrième acte, mais dans les trois premiers

au cours desquels les personnages se sont définitivement situés les uns par rapport aux autres, tous par rapport au destin et à ce ciel encore bleu d'où va fondre l'orage. Un lieu ouvert sur le ciel justement, accablé par ce ciel d'où descend inlassablement une chaleur inhumaine, la vie de bêtes (cette image d'insectes qui ouvre le film et qui rappelle celle, comparable, de *L'âge d'or*) que mènent ces hommes condamnés à l'inaction, leurs intrigues, leurs tournoiements sans fin autour du bar et de la fille de l'endroit... tel est Las Piedras, le milieu où Clouzot établit son film. L'arrière-monde qui fonde et authentifie le drame. *Le salaire de la peur* y gagne comme l'épaisseur et la multiplicité de significations qui sont le propre des bons romans. Clouzot nous montre ses personnages. Il les laisse agir, sans que l'action soit déjà venue les contraindre. Rien de forcé : nous voyons, nous comprenons. Des rapports complexes se tissent entre eux [1]. Nous les soutenons de notre regard. C'est toute une matière riche et comme brute qui nous est ainsi livrée. Rien de commun avec un film d'atmosphère où tout est fixé et donné d'avance. Nul recours, ou si peu, à l'exotisme, à la fatalité tropicale, à la perdition à coup sûr : rien n'est encore décidé. Le drame sera le fait d'hommes. On peut reconnaître ici la forme du vrai réalisme par laquelle l'œuvre devient le lieu où une réalité, saisie globalement, équivalente et parallèle à la réalité vécue, se dévoile, mettant au jour la multiplicité des significations qui se fondent en elle. On l'a déjà remarqué : Charles Vanel descendant de l'avion dans un costume trop blanc, agitant son chasse-mouches avec des airs de « dur »... il n'est pas besoin de nous en dire plus. Nous savons *qui* est Monsieur Jo. Il va agir et nous aurons à confronter son action avec ce que nous savons déjà de lui. Là gît la liberté du personnage — là aussi l'intérêt que nous lui porterons. Et cet intérêt diminue à mesure que cette liberté se restreint. Vient le moment où il se sera définitivement révélé, où il sera devenu un lâche ; dès lors, notre intérêt change de nature. Nous ne nous soucions plus de savoir comment il vivra, seulement comment il mourra. Monsieur Jo n'est plus qu'un lâche, anonyme, condamné à mort. Et si le jeu de Charles Vanel, toujours juste, paraît de plus en plus convenu, la faute n'en est-elle pas à Clouzot, au « créateur » Clouzot qui a si étroitement cerné et défini son héros? Charles Vanel n'existe plus : il figure la lâcheté.

1. On a reproché à Clouzot d'avoir mis l'accent sur le caractère homosexuel des liens qui unissent Mario au maçon italien, sinon à Jo, caractère qui n'apparaissait pas dans le livre de Georges Arnaud : il faut toujours que Clouzot en rajoute, se plaignait-on, forçant ses personnages, les poussant au noir, se complaisant à les rendre sordides... Au contraire, la discrétion avec laquelle il procède, dans ce cas — il ne s'agit que d'allusions et comprenne qui voudra... — me paraît les enrichir sans les fausser. A aucun moment, il ne les définit comme homosexuels : seulement, il nous les montre se comportant, parfois, comme tels, quitte, ensuite, à leur faire courir la fille ou rêver d'une idéale épouse. Ainsi (sauf pour l'Allemand qui est, lui, fondamentalement et presque, non sans un certain ridicule, métaphysiquement pédéraste — mais c'est aussi le seul que nous ne voyons pas agir en pédéraste) nous sont rendus plus sensibles la diversité de ces hommes, leurs tournoiements de bêtes en cage et la nature équivoque, multiple, de leurs relations comme de ce lieu où la misère a tout confondu.

Pareil passage du roman au théâtre (au théâtre cinématographique : celui de la « poursuite ») déséquilibre tout le film, et sa deuxième partie, pour brillante et efficace qu'elle soit, ne saurait tenir les promesses de la première. Clouzot se proposait de nous décrire ces hommes, définis au cours de cette longue introduction, face à la mort et traqués par la peur, dans leur vérité. C'est le contraire qui se produit. Une fois les personnages définis, l'action les emporte, pour le plus grand plaisir du spectateur. Ils ne sont plus que des choses dans un univers de choses. La question est seulement de savoir si et comment ils mourront. Chacun de leurs gestes peut les tuer. Ils sont eux-mêmes devenus des « explosives ». L'épreuve les a déjà anéantis en tant qu'hommes. Ils ne sont plus que des *héros*, gonflés, dégonflés, insouciants ou désinvoltes.

Comme si le cinéastre traditionnel, amateur de « suspense », s'était substitué à un romancier réaliste et le parolier de théâtre (auteur de répliques qui font long feu) au dialoguiste qui sait, lui, que rien n'est jamais dit qu'à moitié et que les silences se mêlent à poids égal aux paroles. Comme si H.-G. Clouzot n'avait voulu être que Georges Arnaud.

B. DORT.



## **Le rideau cramoisi,** film d'*Alexandre Astruc.*

D'Astruc on pourrait dire ce qu'écrivait Cocteau de la musique : « Au profit d'un cérémonial, (il) instaure le silence ». Mais tandis que le film muet en révélait la continuité — une manière d'espace silencieux où s'immergeaient chaque personnage comme chaque objet — Astruc la rompt, fait se succéder des états de silence, plus ou moins tendus, suivant qu'ils concernent un personnage face à l'autre, deux face au reste, tous quatre face au monde extérieur, face au bruit. La maison n'est pas seulement le lieu des amours d'Albertine pour l'officier, l'endroit de leur peur, mais un huis-clos où, enfermés avec les parents, ils se créent l'illusion d'un monde à eux, spécifique, d'un monde inclus dans l'univers. Celui-ci ne les concerne pas. Davantage : ils le craignent. Il risque d'opposer à leur muette passion des structures concrètes, un langage à ce qu'a d'allusif et de vague son absence, à des hypothèses des évidences; ils l'écartent mais conservent son ordonnance à l'intérieur du leur, remplaçant le discours par le monologue intérieur, la parole par ce qui parfois l'illustre. Leur silence est l'élément où se forgent simultanément leurs attitudes et l'explication qu'ils en donnent — un comportement « intelligent » que seuls traduiraient des gestes, c'est-à-dire des tentatives pour isoler du vide un fragment et lui conférer un sens.

Chaque personnage est tabou par son silence qui garantit le tabou de l'Autre. Enfermés tous quatre dans le mutisme et chacun dans l'interprétation qu'il peut donner du sien ou supposer à celui de l'Autre, ils déterminent cette commune absence de langage et sont déterminés par elle. Les consciences n'agissent pas l'une sur l'autre mais insinuent au moyen du geste la manière dont il faut les comprendre. Souvent, il ne s'agit que d'en contester la portée — dans les premières scènes de salle à manger

entre Albertine et l'officier. Parfois, le geste incite autrui à exister, non pas dans un rapport de maître à esclave ou inversement, mais comme un égal, une différence, un interlocuteur; à d'autres moments le geste n'est plus sensé, il perd toute signification, se dégrade jusqu'au statisme, à l'immobilité : ses possibilités d'interprétation épuisées, il ouvre la voie à une nouvelle dimension : au son. De langage il est devenu illustration. Désormais inutile, il meurt au moment que naît la parole.

L'incommunicabilité qu'était impuissant à évoquer Barbey, Astruc la recrée à travers les silences de son film. Un mutisme commun autant qu'un langage commun sont la plus haute tentative pour communiquer et simultanément le moyen le plus efficace de n'y parvenir jamais tant, au-delà des paroles ou du geste, ils suscitent à l'intelligence d'interrogations. Elles ne s'exercent pas sur un monde de rapports cohérents, moins encore de sensations accumulées, mais sur cela même par quoi l'émotion devient génératrice de faits, les actes de drames : sur un monde d'événements.

D'où le style d'Astruc, fait plus d'allusions que de définitions, flou et inexorable comme les rêves, ordonné comme en est parfois le récit. Dans la conscience du spectateur, chaque plan suggère celui qui le suit, transforme le regard en « mémoire » du film, accumule le passé dans le présent, aide le contemplateur à distinguer dans le comportement des héros l'accessoire du principal — leur destin — à observer leurs actes, à en tirer une maxime : Bergson dirait de cette mémoire qu'elle est conscience.

Mais s'apercevoir de sa présence, c'est en constater chez les autres l'absence. Analysant et comprenant les événements, en prévoyant et en vérifiant l'accomplissement, le spectateur est en dehors de la vie des héros; il est celui par quoi ils existent, mais qui n'influe en rien sur eux : ce n'est pas Dieu mais un parent. Non seulement, Albertine et l'officier vivent leur amour, mais à mesure qu'il croît, ils en apprennent l'importance, se sentent en train de changer; à leur tour ils deviennent conscients.

C'est le moment que choisit Astruc pour rendre plus subtil son film. D'enfants qui se plaisent, qui ensuite se prouvent leur plaisir et découvrent ce que son absence leur masquait, il fait des symboles. Leur lent acheminement vers la conscience est autant s'essayer à vivre que c'est pour des adultes dans l'acte la crase de réflexions conscientes. Non point frappée d'absurdité, mais projetée à chaque instant vers un dépassement du stade à quoi elle parvenait, leur condition est mouvement et explication de ce mouvement. Le rythme accéléré de l'intérieur — comme dans un roman — accumule tous ces mouvements individuels jusqu'au tourbillon, à l'extase et à la mort. Elle n'est plus arrêt mais l'accession à ce qu'Albertine ne connaissait pas encore, la dernière victoire qu'assure à l'être humain sa conscience sur ses rêves. Ainsi triomphe-t-elle qu'elle paraît l'espoir.

Sa traduction appelle quelques réserves. Sans doute Astruc crut-il bon ce soin minutieux apporté à chaque plan; il n'y a pas une faille dans son film, rien qui n'ait été pensé, ne doive signifier. Mais de cette accumulation d'intentions — si riches et si complexes soient-elles — naît une monotonie, une manière de froideur. Le beau visage d'Anouk Aimée en est peut-être responsable; plutôt l'excessive élaboration des instants de choc amenés plus qu'imposés. C'était les dévaluer, abolir ce qui les motivait : la

rupture dans le ton. Si ce n'est l'opinion qu'à différents moments on peut en avoir, rien ne progresse dans ce film. C'est un « à-plat » laqué, glacé, où se reflètent des personnages, un poème somptueusement formel, paralysé. Et pourtant...

Nulle œuvre ne donna depuis longtemps cette impression de maîtrise et d'intelligence. Il y manque quelque chose; mais dût cette absence être comblée, le silence ne jouait aucun rôle. Car ce qu'esquisse le geste, ce qu'il arrache aux héros, ce sont des formes à quoi sans doute l'érotisme prêterait vie : il est l'ultime tentative pour communiquer.

Guy de CHAMBURE.



## Correspondance

*Paris, samedi 16 mai 1953.*

Cher Roger Stéphane,

Votre note sur *Sud*, dans les derniers *Temps modernes*, décidément m'étonne. A la relire pour la troisième fois, je comprends de moins en moins les raisons de votre enthousiasme pour la pièce de Julien Green — non plus qu'à sa représentation, je ne suis parvenu à admirer son « authentique dimension tragique », ni « l'art étonnant » de son auteur. Vous nous racontez *Sud*, invoquant au passage Dostoievsky et Corneille. Non content, vous appelez à la rescousse Racine, Sophocle et Georges Fourest. Vous avouerais-je que ces références me paraissent, au mieux, « noyer le poisson », substituant à *Sud* une pièce imaginaire dont vous rêvez peut-être, une pièce qui fût à la hauteur de ce *courage* dont vous louez si fort Julien Green. Mais revenons à *Sud*. Vous m'abandonnerez, je pense, ce « Tirésias de Caroline du Sud », et Eliza et le sot Mr. White avec ses airs de bon précepteur à la Dickens, et les pérorantes Mrs. et Miss Priolleau, et la Guerre de Sécession... Autant de diversions, autant de façons de retarder le moment du drame, de distraire le spectateur ou de lui faire un clin d'œil d'intelligence (le Bon Dieu n'est pas loin : il regarde — nous sommes en bonne compagnie). C'est beaucoup, c'est trop. Allons plus loin, à l'essentiel : le drame de *Sud*, celui d'Ian Wicziewsky. Vous y découvrez une « *présentification* de l'impossibilité et aussi la dénonciation de cette impossibilité », soit, pour vous, l'essence même de la tragédie. Aristote disait, lui, « la purification d'une passion dangereuse par une libération véhémente » et Julien Green l'invoquait en exergue à *Sud*. Ce qui n'est tout de même pas la même chose. Reste que *Sud* se donne des allures de tragédie, quand j'y vois juste le contraire : une tragédie morte dans l'œuf, une tragédie qui craindrait de devenir tragique — bref, une fuite. On s'y aime certes beaucoup : Régina aime Ian, Angelina aime Eric Mac Clure, Eric Angelina, Edouard Broderick, peut-être, Ian... Tout cela importe peu. Seul compte l'amour, la passion dont, tout à coup (admettez-vous ce gros truc de théâtre — plus gênant que la musique baveuse qui orchestre les rencontres passionnées, au cinéma — cette matérialisation du coup de foudre en chute de rideau?) Ian est frappé, pour Eric. Voici donc le centre de *Sud*, le nœud de la tragédie. Tragédie qui, dites-vous, est celle de toutes les amours impossibles ou interdites : celle de Phèdre et d'Hipolyte, notam-

ment. Sans doute, mais ce qui fait la tragédie, la tragédie de Phèdre, ce n'est pas cette impossibilité *in abstracto*, mais la révélation de cette impossibilité, cette impossibilité éprouvée, reconnue comme telle. La tragédie est cet essai désespéré d'amener au jour ce qui appartient à la nuit, de tirer au clair ce qui ne saurait être qu'obscur. L'affrontement de deux êtres que tout (Dieu, le monde ou leur plus intime passion) sépare, l'effort inouï par lequel l'un d'eux s'emploie, de tout son corps, de toute son âme, à conquérir l'autre qui se dérobe, recule et qui *sait* que son refus signifie la mort de son adversaire. Songez à Racine : chez lui, il ne s'agit jamais que de possession. Ici, rien de cette lutte éperdue où la passion s'exalte et se purifie. De réplique en réplique, Green nous annonce, nous promet ce moment de tragédie, et ce moment recule indéfiniment. La pièce tourne au quiproquo, et j'admire presque qu'elle n'en devienne pas comique. En face d'Eric, si Ian qui d'abord biaise, s'exalte, c'est à faux, mensongèrement — du moins vis-à-vis d'Eric. Ce n'est plus *Phèdre*, c'est *La méprise*. Les personnages entrent, sortent sans aucune espèce de justification; l'action tourne à tous vents. Au fond, rien ne se passe, sauf dans la conscience de Ian, et cela nous sommes obligés de le deviner puisque rien n'a été dit que par allusions. La passion de Ian est devenue « honteuse ». Ian n'a plus de recours que dans la mort et cette mort n'est ici qu'une fuite alors que dans une vraie tragédie elle est une inéluctable conclusion. Ian jouait perdant. Il le savait. Tout était décidé à l'avance. Nous revenons à notre Tirésias. Dieu a toujours le dernier mot (ou la Guerre de Sécession, mais c'est la même chose : la Providence...). Pas plus que dans le reste de son œuvre (quelques écrits de jeunesse, dont *L'autre sommeil*, exceptés), Julien Green ne s'est dégagé de l'ambiguïté qui, loin d'en accroître la portée, la restreint : ce jeu entre Dieu et les hommes, les uns servant de jouets à l'autre et celui-ci d'alibi à Julien Green.

Peut-être lui reprocherais-je surtout d'avoir si délibérément voulu écrire une tragédie — tout comme Voltaire s'obstinait à refaire celles de Racine. Une tragédie a pour premier but de rompre le silence quand c'est ce silence qui fonde *Sud*. A y songer, j'imagine que Green aurait dû prendre la voie opposée et, abondant dans le sens de ses héros, de leur honte ou de leur effroi, de l'aveuglement ou de la dissimulation de leurs comparses, les pousser au paroxysme. Opter pour un théâtre, non plus tragique au sens classique, mais de la dissimulation et du mensonge (aux autres et à soi-même), théâtre de haines soigneusement recuites, théâtre de la claustration et de l'étouffement. Le romancier qu'est Green aurait au moins dû s'y essayer. Le meilleur de son talent l'y portait. Le malheur a voulu qu'il se soit laissé prendre au mirage du « théâtre théâtral » sans oser cependant jouer le jeu jusqu'au bout. Et puisque vous paraissez goûter fort les références, permettez-moi encore d'évoquer Genet (celui des *Bonnes*) et Strindberg, assez éloignés l'un de l'autre certes, mais dont on peut imaginer qu'ils seraient parvenus à conférer à cet écheveau de malentendus complexité et épaisseur tandis que Green tantôt l'escamote, tantôt le réduit à un silence sous l'œil du général Beauregard ou du Dieu de l'Ancien Testament.

Amicalement à vous,

Bernard DORT.

# TABLE DES MATIÈRES

## CONTENUES DANS LE TOME VIII

## (Juillet 1952 - Juin 1953)

René GUYONNET



Félix HARTLAUB



Vitia HESSEL



Francis JEANSON



Franz KAFKA



Stetson et Kay KENNEDY



ROGER L.



Claude LANZMANN



Jacques LANZMANN

JEAN-HENRI ROY



RAYMOND RUYER



JEAN-JACQUES SALOMON



JEAN-PAUL SARTRE



MARCEL SAUMANE



RENÉE SAUREL



NATHALIE SARRAUTE



LUIS MARTIN SERRANO

*Le Gérant :* Francis JEANSON.

Imprimerie CHANTENAY, Paris. — Juin 1953
*Dépôt légal : 2e trimestre 1953*